

imprecor

correspondance de presse internationale



ESPAGNE:

**sauvons la vie de ces
Camarades!**

**l'évolution des partis
communistes en europe**

Egypte : LE REVEIL DE LA CLASSE OUVRIERE

bimensuel

12 décembre 74

nr 14/15

35fb, 4ff, 3fs

UN MILITANT ASSASSINE!

Notre camarade Antonio Maldonado Franco et deux autres étudiants de l'Université Autonome du Peuple (Universidad Autonoma del Pueblo, UAP) ont été assassinés par la bande connue sous le nom "Les Eperviers", à Tlaxcala, dans l'Etat de Tlaxcala. Ils étaient tous les trois professeurs à l'Ecole Normale Rafael Ramirez de la même ville. Cette école a souffert des attaques répétées de la part des Eperviers. Ces derniers sont une fraction du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI -- Partido Revolucionario Institucional, le parti gouvernemental mexicain).

La bande des Eperviers agit comme une troupe de choc et est opposée à l'existence d'activités indépendantes et militantes à l'Ecole Normale R. Ramirez.

La première victime de la bande cette année fut Guillermo Ramirez qui fut séquestré à la fin octobre. Plus tard, on le retrouva mort. Ses funérailles, le 8 novembre, donnèrent lieu à une manifestation massive dans la ville de Puebla.

La seconde et troisième victimes furent notre camarade Antonio et un autre étudiant de l'UAP (nous ne connaissons pas son nom). Ils furent séquestrés le 24 octobre, au cours d'une "manifestation" organisée par les Eperviers. La "manifestation" était un acte classique d'une fraction du PRI qui soutenait son candidat aux élections au poste de gouverneur de l'Etat. Quand cette manifestation passa près de l'Ecole Normale R. Ramirez, les nervis s'emparèrent d'Antonio et de l'autre camarade de l'UAP. Les détails sont troubles car les informations nous sont parvenues plusieurs jours plus tard par des militants de l'Ecole Normale qui firent connaître la nouvelle à Puebla. Nous ne savons pas ce qui s'était passé; notre camarade avait simplement disparu.

Cependant, notre camarade était certainement un des militants enlevés le 24 octobre car les descriptions données correspondent parfaitement à Antonio (les vêtements qu'il portait ce jour-là, ses signes particuliers, etc.).

Après avoir été enlevé, Antonio fut emmené à l'immeuble de l'Institut d'Etudes Supérieures, dont les Eperviers s'étaient emparé. Nous ne savons pas comment cela s'est terminé. Plus tard, il fut confirmé que deux personnes avaient été assassinées dans l'immeuble de l'I. E. S. La nouvelle fut donnée par la police après qu'elle ait occupé l'I. E. S. le 7 novembre.

Les autorités ont tenté de garder le silence sur cet événement. Il n'a pas été possible d'identifier les cadavres. Et les cadavres n'ont même pas été rendus pour les funérailles. Cependant, après tant de jours de disparition, il est évident qu'Antonio et l'autre étudiant ont été assassinés.

Le camarade Antonio Maldonado était étudiant de Psychologie à l'UAP. Il avait environ 18 ans. Il avait été professeur volontaire à l'Ecole Normale R. Ramirez de Tlaxcala quand les autorités de l'Etat supprima une liste de professeurs de cette Ecole "par manque de crédits". Le responsable de sa mort est avant tout l'Etat pro-capitaliste. Dans la ville de Puebla les militants de l'UAP se sont mobilisés pour exiger la punition des assassins des trois camarades.

SOMMAIRE

Mexique	Un militant assassiné	2
G. B.	Le recul de la gauche travailliste	3
Egypte	Le réveil de la classe ouvrière	8
Palestine	Arafat à l'ONU	15
	Supplément :	
	Débat sur le "processus d'institutionnalisation"	17
	L'évolution des Partis Communistes en Europe Capitaliste	27
Afrique du Sud	Derrière le tournant diplomatique de Pretoria	33
Guinée		
Bissau	Où en est la révolution guinéenne?	37
Danemark	Les travailleurs demandent la démission du gouvernement	45
Espagne	Sauvons la vie de E. Forest et A. Duran	48

Ce numéro spécial de 48 pages d'INPRECOR est le dernier numéro de l'année 1974. Notre prochain numéro, qui sortira les premiers jours de janvier 1975, sera un numéro spécial entièrement consacré à la situation économique mondiale. La publication régulière reprendra avec le numéro daté du 16 janvier 1975.

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000/ Belgique

Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an -- 25 exemplaires : FF 50, FS 35; FB 400, \$ can. 10. Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 18 pour un an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210 - 0320173 - 28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS/ France

LE RECUIL DE LA GAUCHE TRAVAILLISTE

La conférence travailliste s'est terminée le 29 novembre plus par une plainte que par une explosion. Malgré les soupirs de soulagement de la direction travailliste, l'affaire est loin d'être terminée.

Les éléments fondamentaux de la crise politique, économique et sociale en Grande-Bretagne ont déjà été exposés ici (voir INPRECOR N°10). Les luttes massives de la classe ouvrière britannique, combinées à l'aggravation régulière de la situation économique, empêchent toute solution politique stable pour la classe capitaliste en dehors d'un renversement important des rapports de forces entre les classes au détriment des travailleurs, tout d'abord au niveau politique et ensuite au niveau économique et social. L'axe de la stratégie de la bourgeoisie visant à opérer ce tournant a été la marche vers l'Etat fort. Parallèlement, étant donné que les bases économiques permettant de larges réformes ont été balayées et que la lutte des masses a entraîné une radicalisation au sein du mouvement ouvrier, des sections du Parti Travailliste, y compris une partie de la direction, ont été obligés de développer un programme de "gauche" pour tenter de freiner le déclin de la base électorale du Parti Travailliste dans la classe ouvrière. (Les travaillistes ont gagné les élections avec un pourcentage de vote plus faible que celui qu'ils avaient obtenu quand ils perdirent les élections de 1970). Le rôle toujours plus marginal du Parti Travailliste dans la stratégie du grand capital a été un autre élément de pression dans ce sens sur le parti.

La "gauche" travailliste et le Contrat Social

La gauche du Parti Travailliste a été stimulée par des sections de la bureaucratie syndicale qui avaient également été poussées vers la gauche par la combativité de la base. Pour la première fois, deux programmes commençaient à exister dans le parti. La gauche commença à proposer le contrôle des industries par l'Etat, la gestion ouvrière, l'ouverture des livres de compte des principales entreprises capitalistes aux ouvriers, etc. . Le centre et la droite

maintenaient le cours traditionnel du Parti Travailliste britannique, espérant infliger des défaites à la classe ouvrière par le biais de la bureaucratie syndicale. L'arme développée par les travaillistes face à la crise capitaliste fut le Contrat Social, vieux programme de réduction volontaire des salaires habilement concocté politiquement.

Le Contrat Social a également joué un rôle interne pour les travaillistes, servant de pont entre la droite et la gauche, en offrant simultanément le contrôle étatique et la réduction des salaires. Le flou même des termes du Contrat Social était nécessaire pour permettre les tournants et les manoeuvres politiques qui s'avéreraient indispensables dans la lutte entre la droite et la gauche au sein du parti et des syndicats. "Miraculeusement", le budget de Denis Healey, présenté en novembre, devint une partie du Contrat Social. Cet "aménagement" dont on n'avait pas encore parlé, signifiait une aumône de £ 1.5 milliards à l'industrie dont le coût devrait être supporté par la classe ouvrière sous la forme d'augmentations des prix. Comme le remarquait un des délégués à la conférence du Parti Travailliste: "Le but de ce budget est de redonner du nerf au patronat alors que nous venons de passer cinq ans à le démonter".

La gauche à la conférence

Qu'arriva-t-il à la gauche à la conférence du Parti Travailliste ? La conférence, originellement prévue pour septembre, fut retardée jusqu'au lendemain des élections. Du 26 au 29 novembre, dans le Central Hall de Westminster, les délégués discutèrent de la politique économique, du Marché Commun, et de beaucoup d'autres problèmes. On s'attendait à une offensive importante de la gauche sur tous ces points. Mais elle n'eut pas lieu. Même sur la question des élections au Comité Exécutif National (la direction extra-parlementaire du parti) la gauche ne marqua pas de points significatifs. Elle ne réussit même pas à démettre le Chancelier de l'Echiquier, Denis Healey,

la bête noire actuelle de la gauche travailliste à cause de son récent budget. La gauche gagna un nouveau siège à l'exécutif du parti avec l'élection d'un nouveau représentant du Seamen's Union (Syndicat des Marins). Cela lui donne une majorité d'ensemble de deux voix. Anthony Wedgwood Ben, un des dirigeants de la gauche, reçut le vote le plus élevé dans les sections locales du parti, mais cela ne change rien dans la mesure où, normalement, cette position est prise par Michael Foot, actuellement Ministre de l'Emploi et une des plus anciennes personnalités de la gauche travailliste. The Economist, principal journal de la bourgeoisie industrielle, commenta : "M. Wilson et son équipe auront probablement l'impression d'avoir été un peu lâchés". Même la résolution demandant une conférence spéciale sur la renégociation des termes de l'appartenance de la Grande-Bretagne au Marché Commun, adoptée contre la volonté de la direction travailliste, signifiait selon le Times du 1er décembre que "rien n'avait fondamentalement changé en ce qui concerne le Marché Commun et c'est la conférence de l'année prochaine qui comptera sur ce problème". Qu'arriva-t-il donc à la gauche ?

La première chose à souligner est que le problème qui domina réellement la conférence, et certainement la période précédente, fut la question de savoir envers qui les députés travaillistes et les ministres du parti devaient être responsables. A ce sujet, Richard Clements faisait le commentaire suivant dans le N° du 22 novembre de Tribune (journal de la gauche travailliste) : "La démocratie n'atteint sa propre consistance que quand elle est liée à la tolérance. Ma conviction la plus profonde est que, au cours des cinq dernières années, nous avons presque obtenu les bons ingrédients".

Ian Mikado, député de la gauche, parlant au nom de la présidence sur cette question à la conférence, montra en pratique ce que ce mélange signifiait. C'est à lui que revint la tâche de s'opposer, au nom de la direction, à une proposition selon laquelle les députés travaillistes devraient passer par une nouvelle procédure de sélection dans les sections locales du parti avant les élections. Le 31 octobre, un mois avant la conférence, le caractère de ce mélange apparut également clairement quand le Ministre de l'Industrie, Tony Benn et le Ministre du Développement d'Outre-Mer, Judith Hart, se firent réprimandés pour avoir soutenu une motion du Comité Exécutif National déplorant le fait que le gouvernement autorise une visite de la flotte britannique à Simenstown en Afrique du Sud. Wilson exigea une assurance écrite que ces ministres défendraient à l'avenir la ligne du cabinet au sein du Comité Exécutif.

Cet acte, déclarent les éditeurs du Times du 2 décembre "suggère qu'il y a en fait plus en jeu que trois ministres s'éloignant de la ligne au sujet d'une visite de la marine en Afrique du Sud. Et en fait, il y a plus. Nous assistons à des mouvements préliminaires... avant que la

bataille ne commence sur la question de l'autorité au sein du mouvement travailliste".

Les syndicats

Les syndicats ont été traditionnellement le rempart de l'aile droite dans les conférences du Parti Travailliste. Cette situation changea quand la vieille bureaucratie se montra incapable de contenir les luttes de la base contre la politique des revenus des gouvernements Wilson de 1964-70. Cette lutte fut si intense qu'elle entraîna un tournant significatif à gauche des directions syndicales. Dans la lutte sur la démocratie au sein du Parti Travailliste, la confusion totale de la gauche au sein des sections locales fut renforcée par une série de votes en faveur de la présidence de la part de la bureaucratie syndicale. Pour elle, la question de la responsabilité des députés et des ministres est, au mieux, abstraite; au pire elle met énormément en danger ses propres positions. La base du maintien de l'influence politique renforcée de la bureaucratie syndicale se trouve, au moins en partie, dans ses rapports directs avec le cabinet. De plus, une telle responsabilité dans ses propres organisations représenterait un véritable danger dans la période actuelle de montée des luttes. Finalement, cette responsabilité enfermerait la direction du Parti Travailliste dans une camisole de force, empêchant ainsi les manœuvres que la bureaucratie syndicale devra effectuer dans la difficile période à venir.

Mais le véritable problème se trouve essentiellement dans la nature du tournant à gauche au sein du Parti Travailliste et des syndicats. Deux journées de la conférence furent occupées à discuter des changements dans le règlement du parti, thème soigneusement choisi par la direction Wilson afin de diviser et de désamorcer la gauche en prenant avantage de sa faiblesse politique. Celle-ci trouve sa racine essentiellement dans son incapacité d'étendre son programme économique très limité et très partiel au domaine politique, à la fois au sein du parti et des syndicats. La gauche ne réussit même pas à forger les instruments politiques nécessaires pour appliquer son programme limité, basé sur une rupture avec les intérêts immédiats de la bourgeoisie. La lutte pour la démocratie ouvrière au sein du Parti Travailliste est l'extension nécessaire au cadre politique du parti de la volonté de développer un programme gouvernemental de gauche. L'incapacité de la gauche à mener une telle lutte reflète à la fois les limites de son programme et, en dernière analyse (et c'est une des choses qui la sépare des révolutionnaires), sa conception selon laquelle elle serait responsable devant le parlement (c'est-à-dire l'Etat bourgeois) et non devant les organisations de la classe ouvrière. C'est cette conception qui permit à Wilson de renforcer sa position; il attaqua la gauche exactement sur son flanc le plus faible.

Une double opération

La première partie du projet de Wilson à la conférence était de s'occuper de la gauche. La seconde partie, liée à la première, était plus subtile. Le deuxième jour de la conférence, Wilson déclara que le Parti Travailleiste était désormais "le parti naturel de gouvernement". Sa petite majorité au parlement commence à lui apparaître plus sûre face au désarroi des partis bourgeois, désarroi qui se développe depuis la chute du gouvernement Heath au début de cette année -- et qui reflète la crise de toute

la stratégie de la classe dominante. Mais la déclaration de Wilson se réfère également à autre chose. Il faut souligner que le Parti Travailleiste est revenu au gouvernement presque immédiatement après avoir commencé son "tournant gauche". La venue du parti au gouvernement offrit une base matérielle à un renouvellement important de l'aile droite. Dans ce sens, les députés de la gauche mirent le doigt sur un point important, quand ils déclarèrent que le budget de Healey représentait une victoire du Ministre des Finances contre le Parti Travailleiste. Des sections de la droite travailleiste ont essayé de trouver une base en dehors de la classe ouvrière et de ses organisations. Elles se tournèrent pour cela vers des secteurs de l'appareil d'Etat et des industries nationalisées. Cette situation fut renforcée quand la majorité travailleiste, assez précaire à première vue, s'avéra être suffisante pour permettre au gouvernement de survivre sans avoir à faire face à une initiative unifiée au Parlement visant à le renverser, au moins pendant une période. Le prix politique d'une telle initiative serait très élevé en terme de réaction de la classe ouvrière. Et la crise interne des partis bourgeois empêche, de toutes façons, tout mouvement précipité de la classe dominante dans cette direction.

Au cours de l'été la droite travailleiste organisa une série de réunions relativement publiques pour mettre sur pied son offensive contre la gauche. Shirley Williams, Ministre des Prix, et Roy Jenkins, Ministre de l'Intérieur, annoncèrent leur intention de démissionner si le cabinet ne soutenait pas la renégociation des termes de l'appartenance au Marché Commun. Ce chantage ouvert ne rencontra pas beaucoup de réaction de la part de la gauche. La victoire parlementaire récente du Parti Travailleiste a renforcé la position de la droite. Ensuite, malgré une combativité maintenue de la base, le nombre de grèves a baissé au cours des derniers mois (ce qui est normal pour cette période de l'année). La bureaucratie syndicale n'est plus soumise au type de pression constante sous laquelle elle se trouvait cet été au moment des conférences syndicales. Le Trades Union Congress (Centrale Syndicale unique) a pu endosser le Contrat Social travailleiste lors de sa conférence d'automne et les grandes luttes n'ont pas encore commencé.



L'opération planifiée par Wilson à la conférence était donc de tenter de gagner l'appui de la classe dominante en utilisant les marges de manoeuvres que lui avaient accordé quelques mois de paix sociale relative, le désarroi du parti conservateur, le blocage partiel et temporaire de sa propre aile gauche, et l'énorme subvention qu'il vient de donner à l'industrie privée par le biais du budget. Mais il identifie les problèmes internes du parti conservateur à un processus de ré-élaboration d'une stratégie par la classe dominante dans son ensemble. S'il est vrai que l'on a assisté à certaines ruptures dans des secteurs de la classe dominante, aucune section significative ne s'oriente vers un soutien du Parti Travailleiste ou un soutien du Contrat Social. Néanmoins, tel est l'objectif de Wilson. Il aimerait jouer pour la classe dominante britannique un rôle similaire à celui que le chancelier Helmut Schmidt joue pour la classe dominante allemande. C'est pourquoi Wilson invita Schmidt à la conférence.

La situation des luttes

Des chiffres publiés récemment montrent que depuis octobre 1973 les salaires ont augmenté de 22,8%, c'est-à-dire environ 5% de plus que le taux d'inflation. Malgré les terribles menaces des dirigeants capitalistes, le chômage n'augmente que très lentement. Il y a actuellement 650.000 chômeurs et ce chiffre progresse à raison de 600 par mois. Le chômage n'a pas encore atteint le coeur de la classe ouvrière. Si la bureaucratie a tenté de réduire les revendications salariales cet hiver, le bilan montre que cette opération est loin d'avoir réussi. La direction du syndicat de la métallurgie se limita à demander une "augmentation substantielle" (battant la gauche qui demandait un salaire de £ 50 par semaine pour les ouvriers spécialisés membres du syndicat et une augmentation proportionnelle pour les ouvriers semi-spécialisés et non spécialisés); mais George Smith, secrétaire général du syndicat du bâtiment et des techniciens, a été jusqu'ici

incapable de remplir la promesse faite au gouvernement de limiter les revendications mises en avant par la conférence de son syndicat, qui demanda des augmentations de 87 à 109%. L'exécutif du syndicat des mineurs ne put pas accepter l'accord de productivité proposé par la direction des mines, et l'accord fut rejeté par la large majorité de la base (par un vote de 2 contre 1). Les travailleurs auxiliaires des hôpitaux continuent leur campagne militante qui se développe depuis le début de l'été. Ces travailleurs n'ont pas abandonné la perspective de la lutte, malgré leur position économique extrêmement faible. Tous ces exemples montrent que la combativité de la classe ouvrière est loin d'avoir baissé; en fait tout le monde s'attend à une importante explosion de luttes salariales au printemps prochain.

Il faut, ensuite, souligner l'attitude de la classe dominante vis-à-vis du gouvernement travailliste et de son Contrat Social. On peut mieux la juger à partir de l'action récente de l'organisation patronale en Grande-Bretagne, la Confédération de l'Industrie Britannique (CBI -- Confederation of British Industry). Le 22 novembre, une semaine après l'annonce du Budget de Healey, elle refusa de donner une ligne directrice à ses membres quant au type d'accords qui pouvaient être passés avec les syndicats. M. Batman, de la CBI, déclara : "A moins que le gouvernement ne nous aide plus, notre capacité de résister aux revendications salariales est limitée". Le degré de confiance existant entre le gouvernement et les patrons fut encore érodé quand les travaillistes répondirent à cela en proposant d'"amender", par le biais du Code des Prix, les employeurs qui accordaient des "accords salariaux inflationnistes".

Les manoeuvres de Wilson, dans la conférence

travailliste et en dehors, découlent de la faiblesse politique de la gauche et des rapports de forces paralysants auxquels la classe dominante est confrontée. Ces manoeuvres ne peuvent pas représenter une nouvelle stratégie pour la classe dominante. S'il est vrai que celle-ci observe avec anxiété les développements en cours dans le parti conservateur, elle n'a pas abandonné ses objectifs centraux. La formule économique pour le capitalisme développée par le gouvernement Wilson entre 1964 et 1970 et consolidée par la suite par Heath -- c'est-à-dire la transformation du capitalisme britannique sous la direction du capital industriel et son orientation vers le marché commun -- n'a pas encore trouvé la formule politique appropriée, une formule permettant de modifier substantiellement les rapports de forces dans la société, au détriment de la classe ouvrière. Dans le contexte social et économique actuel en Grande-Bretagne, cela signifie le développement d'un Etat fort.

Au fur et à mesure que la situation économique s'aggrave et que les travailleurs s'orientent vers les luttes de la fin de l'hiver et du printemps, la paralysie actuelle des perspectives immédiates de la bourgeoisie va se transformer en désespoir. Une telle situation -- et tout le monde est d'accord pour dire qu'elle est pratiquement inévitable -- ébranlera l'équilibre de droite actuel au sein du Parti Travailliste. Qu'elle soit précipitée par la question du blocage des salaires ou la question du Marché Commun, la crise de la social-démocratie -- intensifiée par l'expérience d'une explosion ouvrière combinée à une situation économique grave -- n'est que temporairement retardée; elle n'est en rien écartée.

Brian Heron

IRLANDE

UNE QUESTION TROP BRULANTE

Un des principaux scandales, dans la performance dans l'ensemble misérable de la gauche travailliste lors de la dernière conférence du parti, fut l'incapacité totale des délégués de la gauche à soulever la question des nouvelles lois anti-républicains irlandais. Ces lois comprennent l'interdiction de l'IRA (Irish Republican Army -- Armée Républicaine Irlandaise) en Grande-Bretagne et l'interdiction de porter des banderoles soutenant les buts de l'IRA ou de ramasser de l'argent pour l'IRA. L'Etat a désormais le droit d'expulser de Grande-Bretagne toute personne suspectée d'appartenir à l'IRA. Les pouvoirs de la police ont été

largement étendus; la police a désormais le droit de détenir quelqu'un pendant une semaine sans accusation, avec la permission du Ministre de l'Intérieur. Ces nouvelles mesures, prises après les attentats à la bombe de Birmingham (voir INPRECOR N° 13, 28 novembre), ont précipité une nouvelle vague de raids policiers en Grande-Bretagne. Ces nouvelles lois ont été utilisées comme prétexte pour attaquer les organisations de gauche en général.

Dans la région de Birmingham, la police a fouillé des appartements de militants de l'IMG (International Marxist Group -- Groupe Mar-



les camps d'internement : la gauche préfère des cibles plus faciles...

xiste International), section britannique de la IVème Internationale, et a emporté des documents.

Un des rares commentaires au sujet des nouvelles lois lors de la conférence vint de Joan Richardson, député de gauche de Barking. Elle déclara que les nouvelles lois rendaient "beaucoup d'entre nous malheureux". Pourquoi ? Parce qu'elles pouvaient être utilisées contre "les gens de couleur" et d'autres groupes politiques. Après tout, déclara-t-elle, nous n'aurons pas toujours un Ministre de l'Intérieur travailliste. Les militants enfermés dans les camps d'internement en Irlande du Nord et ceux qui ont subi les raids de la police la semaine dernière doivent bien se demander quelle différence cela fait d'avoir un Ministre de l'Intérieur travailliste.

En dehors de la conférence, Joan Maynard, député de gauche de Sheffield Brightside, déclara dans un meeting sur l'Irlande qu'il fallait fixer une date pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande, l'abrogation de la Loi des Pouvoirs Spéciaux en vigueur en Irlande (qui accorde pratiquement des pouvoirs dictatoriaux au régime) et la fin de l'internement. Telle fut la limite du "radicalisme". L'incapacité de la gauche à mener une bataille sur cette question fait partie de son incapacité totale à se battre dans cette conférence. Malgré le fait que l'utilisation de la question irlandaise par la classe dominante est potentiellement extrêmement dangereuse pour l'unité de la classe ouvrière, la plupart des membres de la gauche travailliste refusèrent de lutter contre le cabinet, craignant de se rendre impopulaires. Et ceux qui ont soulevé ce problème l'ont fait de façon très confuse et limitée. Une des législations anti-ouvrières les plus importantes depuis la seconde

guerre mondiale est actuellement en vigueur en Grande-Bretagne; mais, en général, la gauche aimerait mener bataille contre des cibles plus faciles. L'action répressive des troupes britanniques en Irlande du Nord est couverte par la vague de chauvinisme anti-irlandais qui traverse la classe ouvrière au lendemain des attentats de Birmingham; en gardant le silence les députés de la gauche travailliste se font les complices d'un processus extrêmement dangereux.

Les députés de gauche ont été suivis dans leur retraite politique par la plupart des groupes d'extrême-gauche en Grande-Bretagne. Les International Socialists, par exemple, le principal groupe d'extrême-gauche, titrait son journal "Arrêtez les attentats à la bombe !", ce qui est exactement le slogan du Ministre de l'Intérieur, Roy Jenkins. Cette position se base sur une adaptation totale aux sentiments anti-républicains et anti-irlandais de la classe ouvrière britannique. Ce sont les mêmes sentiments que la classe dominante a utilisé pour élargir le soutien à sa guerre de répression en Irlande; les mêmes sentiments que l'extrême-droite en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord essaie d'utiliser pour renverser de façon durable le rapport de forces au détriment de la classe ouvrière !

B. H.

la classe ouvrière se réveille

formation d'un nouveau groupe révolutionnaire

Le numéro de novembre/décembre de la revue Al-mounadel, publiée au Liban par des marxistes-révolutionnaires arabes, annonçait la formation d'une nouvelle organisation révolutionnaire en Egypte, le Groupe Communiste Révolutionnaire Mustafa Khamis (1) et publiait le premier manifeste de ce groupe. Les camarades de Al-mounadel expliquaient : "L'apparition d'une organisation prolétarienne révolutionnaire en Egypte est un évènement d'une importance extrême pour tous les révolutionnaires arabes et un évènement qui nous est cher, à nous trotskystes, en ce qu'il constitue un pas important et fondamental dans notre effort pour

Les ouvriers d'Egypte commencent à se réveiller...

Après être restée presque immobile pendant 20 ans, bercée par la propagande mystificatrice sur le "socialisme" et l' "union des forces du peuple travailleur", notre classe ouvrière a commencé à sortir de son long sommeil. Nos camarades ouvriers des usines sidérurgiques de Héliouane se placèrent à l'avant-garde de ce réveil en 1972, ramenant la classe ouvrière égyptienne sur la voie marquée du sang du martyr Mustafa Khamis (1), la voie de la lutte ouvrière contre l'oppression capitaliste.

Mais les ouvriers d'Egypte sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux qu'en 1952; ils représentent plus de la moitié de la classe ouvrière arabe et l'une des plus larges classes ouvrières des pays sous-développés. Et quand les ouvriers

construire un parti communiste révolutionnaire à l'échelle arabe, section arabe de la IVème Internationale, Al-mounadel salue les camarades du groupe Mustafa Khamis et leur souhaite, ainsi qu'à tous les ouvriers d'Egypte, plein succès dans leur lutte contre l'esclavage capitaliste, pour la victoire de la révolution socialiste".

Nous ne pouvons que partager ces sentiments. Nous publions ci-dessous le premier manifeste des camarades du groupe Mustafa Khamis, traduit de Al-mounadel.

INPRECOR

d'Egypte se réveillent à la lutte, ce n'est pas seulement la bourgeoisie d'Egypte qui frémit, mais toutes les classes possédantes arabes et l'impérialisme mondial lui-même qui tremblent.

Nous comprenons ainsi pourquoi le réveil des ouvriers d'Egypte fut l'une des causes directes de la guerre d'octobre...

Un an après la guerre d'Octobre

La lutte remarquable des ouvriers et étudiants d'Egypte avait effrayé la bourgeoisie et son Etat au point qu'ils mirent tous leurs efforts pour tenter d'en finir avec la situation de "ni guerre ni paix" dont le poids se faisait sans cesse plus lourd et qui alimentait le mécontentement.

tement populaire. Or, comme la paix avec le sionisme est, naturellement, le but recherché par la bourgeoisie égyptienne, et, étant donné que la paix était difficile à accepter pour les masses si elle apparaissait trop comme une capitulation, il devint nécessaire de masquer la trahison nationale sous les aspects d'un triomphe militaire... ce fut la guerre d'octobre!

La guerre du 6 octobre avait pour but d'accélérer l'application de la résolution capitularde N° 242 de l'ONU qui était bloquée. Le but devait être atteint, selon les prévisions, au moyen de l'intervention de l'impérialisme américain à qui le pouvoir égyptien avait promis l'ouverture politique et économique, après que l'Egypte eut amélioré sa position militaire par la traversée du canal de Suez... Le but de la guerre limitée était l'instauration d'une paix illimitée entre l'Egypte et Israël, pour assainir l'atmosphère et balayer une des sources importantes d'agitation politique. Le pouvoir voulut même donner à la guerre d'octobre l'image d'une guerre légendaire, semblable aux grandes conquêtes de l'histoire.

(1) Les résultats politiques de la guerre d'octobre. Le principal succès de la bourgeoisie égyptienne fut la réactivation de la "solution pacifique". Elle réalisa, en effet, d'importants pas sur la voie de la paix avec l'Etat sioniste, aidée en cela par Henry Kissinger, représentant de l'impérialisme américain, qui prit sur lui le rôle d' "arbitre" itinérant.

Cela en dépit du fait que la guerre d'octobre faillit se terminer par une nouvelle tragédie pour l'Egypte quand les forces sionistes traversèrent le canal, à leur tour, jusqu'à la région du Déversoir, et encerclèrent notre troisième armée, menaçant de la détruire. Ce renversement de la situation militaire ne fut pas le résultat de la faiblesse du soldat égyptien ou de sa couardise... Nos soldats ont fait preuve, au contraire, d'un dévouement au combat et d'un héroïsme qui ne sont en rien inférieurs à ceux de tout peuple luttant contre les envahisseurs de sa patrie; c'est la direction militaire supérieure qui est responsable, la guerre n'étant, aux yeux du pouvoir, qu'une guerre limitée visant la solution pacifique, ce qui explique qu'il n'y eut aucun bombardement par notre aviation de l'intérieur israélien.

Malgré tout, le pouvoir parvint à organiser une campagne de mystification sans précédent, présentant la guerre d'octobre comme l'héritière des conquêtes de Saladin et Mohamed Ali, la transformant en une revanche historique des arabes contre Israël, guerre qui changea la face du monde et l'histoire, et autres descriptions visant à créer la légende d'une armée égyptienne invincible, "grâce à sa vaillante direction", après l'effrètement de la légende de l'armée sioniste.

La campagne de propagande du pouvoir eut, dans un premier temps, un large succès; la majorité

de notre peuple crut que l'heure de la victoire avait sonné et que le pouvoir était résolu à continuer le combat jusqu'à la libération... Mais les illusions commencèrent vite à se dissiper après le cessez-le-feu et surtout après la séparation des forces. Depuis, les masses égyptiennes ont pris progressivement conscience du fait que les concessions d'Israël ne provenaient pas des succès de notre armée en octobre, succès partiels contrariés par l'opération du Déversoir, mais résultaient de l'accord entre l'impérialisme américain et le pouvoir égyptien sur la solution du "problème du Moyen-Orient".

Il faut dire, en outre que, si la campagne de propagande du pouvoir a porté ses fruits de manière non négligeable et si l'application de la solution pacifique avance jusqu'ici sans rencontrer de réaction de masse significative, ceci est dû, dans une large mesure, à l'absence d'une avant-garde révolutionnaire capable d'ouvrir les yeux des masses, et à l'incapacité de la résistance palestinienne de se lier avec les masses laborieuses égyptiennes, d'autant plus que la direction de l'OLP a commencé elle aussi à évoluer sur le chemin de la solution pacifique.

(2) La crise économique et sociale croissante. Mais quels que soient l'intensité et le succès de la campagne de mystification autour de la guerre d'octobre, elle n'a pas réussi et ne réussira pas à cacher la profonde misère dans laquelle vivent nos masses. Au contraire, l'Egypte a connu, après la guerre d'octobre, une hausse des prix et une baisse du niveau de vie des masses plus rapides et plus graves que jamais auparavant. La raison se trouve précisément dans les changements qui furent opérés après octobre 1973, en Egypte, au nom de l' "ouverture économique".

L'écrasante majorité de notre peuple ne peut supporter l'étouffante cherté de la vie; il nous suffit d'observer la hausse des prix des denrées de première nécessité depuis octobre 1973, qui s'étend même aux produits des coopératives d'Etat. Le prix du kilo de sucre vendu dans les coopératives est passé de 7 piastres (2) avant octobre à 11 piastres, l'huile de 7 p. à 11p. et le paquet de thé de 3. 5p. à 5. 5p. Ces denrées sont d'ailleurs presque introuvables dans les coopératives, des files se formant dans les rues pour en obtenir en petites quantités.

Quant aux prix du marché libre, ils se passent de commentaires. Le prix du kilo de sucre est passé de 16 p. à 26 p., l'huile de 16 p. à 32 p. (!) et le thé de 5. 5 p à 11 p.

Les autres denrées nécessaires ne se trouvent que dans les magasins du secteur privé où le prix du kilo de riz est passé de 5 p. à 6. 5 p., les pommes de terre de 4 p. à 10 p., le savon de 3. 5 p. à 5. 5 p., quant au prix du kilo de viande, il est passé de 85 p. avant octobre à 110 p. Les tissus bon marché sont presque



Henry Kissinger et Anouar el-Sadate

inexistants dans les coopératives car les directeurs du secteur public préfèrent les vendre aux commerçants du secteur privé réalisant ainsi leur profit et celui des commerçants. Le prix du mètre de tissu est passé au marché noir de 12 p. à 22 p. . Le prix de la paire de chaussures qui était environ de 250 p. avant octobre a augmenté jusqu'à 450 p. et 5 livres.

La crise des transports, elle, a atteint des dimensions très graves. Les gens se battent pour monter dans les autobus et les tramways bondés, dans des conditions pires que des wagons à bestiaux. Quant à ceux qui ne trouvent pas de "place" à l'intérieur, ils grimpent sur le toit de la voiture ou pénètrent par les fenêtres, actes extrêmement dangereux que notre peuple se trouve néanmoins obligé de pratiquer. Face à cette situation, le gouvernement ne trouva pas mieux que de retirer de la circulation un certain nombre de vieux autobus et de les remplacer par de nouvelles voitures pour imposer aux passagers le paiement de 5 piastres au lieu d'une seule, sous prétexte qu'il s'agit d'autobus touristiques... qui n'en sont pas moins bondés !

Nous connaissons tous, également, la crise du logement. Le loyer du logement populaire est passé de 8 livres par mois à 15 livres, et, malgré ceci, il est impossible de trouver un logement sans payer un pas de porte variant, selon les cas, entre 200 et 500 livres.

Qu'en est-il donc des salaires ouvriers par rapport à cette cherté écrasante ? En fait la grande majorité des salaires n'ont pas varié (hormis les augmentations routinières) depuis octobre ! Quant au salaire minimum, il est passé de 750 piastres à 12 livres par mois, ce qui ne couvre pas le minimum des besoins vitaux (d'autant plus que les 12 livres se réduisent à 10 après les différentes défalcatations).

(3) La véritable nature du pouvoir se dévoile. La cherté écrasante de la vie est beaucoup

plus lourde que les fables de la guerre d'octobre ! Le pouvoir a échoué dans sa tentative de faire croire que l' "ouverture économique" entraînerait une amélioration de notre situation; nous avons vu comment la légende du blé et du maïs que les USA devaient, disait-on, nous offrir s'est vite évanouie, alors que les avions et les différentes armes que l'impérialisme américain offre à notre ennemi sioniste sont eux, très réels et bien loin d'être une légende !

Quant à l'accueil "populaire" que le pouvoir réserva à Nixon, il n'exprime pas les sentiments de notre peuple; comment cela serait-il possible alors que nos martyrs sont tombés sous le feu des armes fournies par Nixon à Israël ? La réalité est que le pouvoir, en plus des campagnes de conditionnement de l'opinion publique visant à la convaincre de l'amitié de Nixon à notre égard, a envoyé les ouvriers du secteur public accueillir le président impérialiste, payant à chaque ouvrier une demi-livre pour son déplacement ! (Le prix de l' "accueil" était d'un quart de livre auparavant)...

Il est apparu que l' "ouverture économique" consacrée par la loi N° 43 sur l'investissement du capital arabe et étranger et les zones franches, adoptée par l' "Assemblée du Peuple" le 9 juin de cette année (pour célébrer, peut-être, le 9 juin 1967 ?) (3), que cette "ouverture économique" donc, ne profite qu'aux propriétaires fonciers et aux exploitants du secteur touristique, qui sont une minorité infime de notre peuple . Les capitaux arabes se dirigent pour la plupart vers l'achat de terrains; les investissements étrangers, quant à eux, sont en majorité des investissements touristiques. Le résultat, si nous excluons la minorité bénéficiaire qui comprend la bourgeoisie et quelques catégories de la petite-bourgeoisie, est que l'écrasante majorité du peuple en pâtit !

Comment ? La chose est simple : les capitaux fonciers et touristiques qui affluent en Egypte entraînent essentiellement une hausse des prix (l'inflation), et constituent la cause principale de l'excessive cherté de la vie dont nous pâtissons .

La véritable nature du pouvoir a commencé à se révéler aux yeux des larges masses et les illusions sur le "socialisme" et l' "Union des Forces du Peuple" ont commencé à s'effriter. La réalité est que le pouvoir établi est un pouvoir bourgeois oeuvrant à développer le capitalisme et à encourager le secteur privé, et ouvrant largement les portes de l'Egypte aux capitaux impérialistes. Parmi les principales "réalisations" du pouvoir, celles dont il est fier, figure l'affranchissement des biens mis sous séquestre à l'époque nassérienne... Il s'agit, en réalité, du pouvoir de la bourgeoisie capitaliste, du pouvoir des commerçants et des grands propriétaires ! Il est d'ailleurs hautement révélateur de voir les commerçants

déclarer dans les journaux, au nom de leur syndicat, qu'ils "présentent tous leurs remerciements... toute leur estime... et tout leur appui... à M. le Président croyant Mohamad Anouar El-Sadate pour avoir choisi le chef des commerçants et leur doyen, M. Maître le Docteur Abd-El-Aziz Higazi à la présidence du Conseil des Ministres". La déclaration du syndicat ajoute : "Dieu lui vienne en aide et guide ses pas sur la voie de l'ouverture économique" ! Où il apparaît que la lumière divine est devenue aux yeux des capitalistes de nos jours... ouverture économique !

C'est la misère dans laquelle vivent les masses qui les pousse à comprendre la véritable nature du pouvoir. Cette pression de la situation sur les masses est aggravée, notamment, par le fait que les promesses sur les libertés, etc., sont balayées, en réalité, par le contrôle des Services de Renseignements sur la moindre activité ouvrière, la mainmise de l' "Union Socialiste" (socialiste de nom, parti du pouvoir bourgeois en réalité) sur toutes les formes d'élections, et l'absence totale de véritable liberté d'expression.

Les masses égyptiennes ne supporteront pas éternellement ces conditions de misère et de répression; elles ont même commencé à bouger depuis plusieurs mois et à mener des actions qui sont le début d'un long processus de lutte contre le pouvoir d'esclavage capitaliste. Les masses égyptiennes ne seront pas non plus bernées par la conspiration de la solution pacifique; nous sommes même confiants que le peuple égyptien ne restera pas impassible devant le passage des navires israéliens dans le canal de Suez !

Les luttes de classes après octobre

Le mouvement qui a été le plus influencé par la guerre d'octobre et la campagne de propagande qui la suivit, fut le mouvement étudiant. Le thème principal des luttes étudiantes qui eurent lieu en 1972 était l'exigence de la guerre et la dénonciation de l'impuissance du gouvernement face au sionisme, et de ses intentions capitulardes; c'est pourquoi la guerre d'octobre, avec la campagne de propagande mystificatrice qui l'accompagna, réussit à geler le mouvement étudiant pour un temps. Mais le "retour de la conscience" (4) ne tardera pas, et il est probable que le mouvement étudiant reprendra ses luttes l'hiver prochain.

Le moteur principal des luttes de nos masses laborieuses, quant à elles, est leurs conditions de vie, et ces conditions, toutes les guerres du monde ne parviendront pas à les voiler. Si nos frères paysans pliés sous le poids de la misère, de la répression, et de la mystification, ne se meuvent que rarement -- signalons à ce propos la révolte des paysans de la région de Bouhetra

contre la restitution des terres aux propriétaires dans le cadre de la levée des séquestres (le tribunal a tranché pour un compromis remettant l'exécution de l'affranchissement pour après la récolte) --, notre classe ouvrière, elle, s'est placée, comme d'ordinaire, à l'avant-garde des luttes populaires contre le pouvoir capitaliste.

En mai de cette année, des dizaines de milliers de nos camarades des usines d'aviation et des usines d'armement à Hérouan se sont mis en grève durant trois jours contre la tentative du gouvernement de réduire leurs primes, sous prétexte de les transférer du secteur gouvernemental au secteur public ! La détermination de nos camarades, qui entraîna l'intervention personnelle du Ministre des Industries d'armement, réussit à remporter la victoire; l'Etat céda face à leurs revendications, mais démit, par la suite, 9 membres du comité syndical de leurs responsabilités, pour avoir soutenu la grève. En août, nos camarades ouvriers de la Société Misr-Hérouan pour la Filature et le Tissage, occupèrent l'usine pour protester contre une réduction de leurs salaires qui dura 3 mois, sous un prétexte illusoire; nos camarades obtinrent à la suite de leur lutte la restitution de la totalité de leurs salaires.

Le mois de septembre fut marqué par plusieurs luttes ouvrières, car le poids de la cherté de la vie s'y fait le plus sentir, étant donné l'augmentation des dépenses ayant trait à la rentrée scolaire et aux traditions du mois de Ramadan. La demande de l'octroi d'un nouveau crédit aux ouvriers se généralisa. Mais le pouvoir refusa de l'accorder et se contenta d'interrompre la défalcation des anciens prêts opérée sur les salaires, jusqu'au mois de janvier 1975, mesure à l'effet extrêmement limité.

Nos camarades ouvriers de la Société Misr-Hérouan entamèrent donc une nouvelle grève le 14 septembre, revendiquant le paiement de leur compte d'épargne immobilisé. Plus de 4.000 ouvriers (soit une équipe entière) se mirent en grève pour 2 heures, le 14 septembre, puis de nouveau le 15 septembre, et poursuivirent leur grève, cette fois-ci, refusant les nouvelles promesses jusqu'à la diffusion à la radio, de la décision du pouvoir accordant le paiement de l'équivalent d'un mois de salaire pris sur le compte d'épargne. Le succès de la lutte des ouvriers des usines textiles fut dû en partie à l'appui des ouvriers des usines d'aviation d'Hérouan qui se mirent en grève à leur tour le 15 septembre pour la même revendication, et occupèrent leur usine. Le même jour vit également la grève des ouvriers de la Société de "Ferroindustrie Industrielle" et de ceux des Industries Techniques et Métalliques, regroupant près de 20.000 ouvriers qui revendiquaient le paiement d'une prime de trois mois, à l'instar de ce qu'obtinrent les ouvriers des usines sidérurgiques en récompense de l'achèvement anticipé du montage de l'usine, achèvement per-

mis par les efforts des ouvriers des trois sociétés.

Le décret de paiement d'un mois de l'épargne se bornant aux ouvriers du secteur public, les ouvriers d'un certain nombre d'usines textiles privées, à Choubra-El Khelma, se mirent en grève le 18 septembre; le pouvoir céda immédiatement et les inclua dans son décret, échouant ainsi dans sa tentative de renforcer les différences entre les divers secteurs de l'industrie égyptienne.

S'il s'agit là des principales luttes qui se déroulèrent ou dont nous eûmes connaissance -- il faut rappeler que nous vivons dans un pays dont la presse et les autres moyens d'information taisent toute lutte ouvrière, et présentent même les succès remportés par les grèves ouvrières comme des décisions émanant de l'attention portée par le pouvoir aux intérêts ouvriers et populaires --, de nombreuses autres luttes se sont déroulées au cours du mois passé parmi les ouvriers des usines textiles de Choubra-Misr, les conducteurs des transports publics de Choubra, de Mahalla-El-Koubra et dans d'autres endroits.

Le poids de la situation, comme nous l'avons déjà dit, est le détonateur de ces luttes. Si elles disposent parfois d'une direction d'avant-garde comme c'est le cas pour les ouvriers de la Société Misr Hérouan, qui ont réussi, depuis quelques mois, à élire des comités de délégués de base en rupture avec les institutions traditionnelles et à imposer le maintien de ces comités, il reste que la plupart des luttes sont déclenchées par une pression spontanée de la base ouvrière.

Le développement des luttes et leur extension soulignent avec force l'urgence de la tâche de construction d'une direction révolutionnaire exprimant les intérêts véritables de la classe ouvrière face au régime capitaliste, une direction capable de coordonner la lutte des différents secteurs et branches industriels et d'armer la masse des ouvriers avancés avec une conscience de classe révolutionnaire. En l'absence de cette direction et vu le caractère spontané des luttes en cours, la conscience anti-capitaliste des ouvriers prend la forme d'une nostalgie pour l'époque nassérienne qui ne vit jamais une inflation aussi forte que celle que nous connaissons actuellement. Des années de mystification, avec l'aide de quelques prétendus communistes, ont empêché notre classe ouvrière de comprendre que ce qui se passe actuellement en Egypte n'est autre que la conséquence naturelle de l'époque nassérienne, et que les intérêts de la classe ouvrière ne triomphent réellement que lorsqu'elle s'empare elle-même du pouvoir.

Poser le problème de la direction révolutionnaire exige de passer en revue les tendances existant actuellement au sein du mouvement ouvrier.

Les tendances au sein du mouvement ouvrier

Le tableau des tendances existant au sein du mouvement ouvrier égyptien est naturellement et dans une large mesure, le résultat direct des années de l'époque nassérienne. Dans la période précédente, deux tendances principales existaient au sein de la classe ouvrière; la première, qui représentait le pouvoir, était la tendance nassérienne; l'autre, réprimée par le pouvoir, était la tendance communiste. Ces dernières années, d'autres petits groupes se sont créés, chacune des tendances citées a connu une division, et des directions sont apparues de façon quasi spontanée dans certaines luttes ouvrières.

(1) La bureaucratie syndicale. Le régime nassérien réorganisa le mouvement ouvrier conformément à ses intérêts, faisant de l'Union Générale des Ouvriers d'Egypte le mouvement syndical officiel. Evidemment, les nassériens, au moyen de leur parti, l'Union Socialiste, contrôlèrent l'Union Ouvrière, imposant leur domination totale par les méthodes connues, notamment l'exigence pour poser sa candidature aux élections des comités syndicaux, d'avoir l'approbation de l'Union Socialiste. La conséquence fut, naturellement, que les nassériens s'emparèrent de la quasi-totalité des postes syndicaux et continuent à les contrôler, constituant ainsi une large bureaucratie syndicale.

Mais les développements politiques qui survinrent après la mort de Nasser et le "mouvement de rectification" du 15 mai 1971 (5) aboutirent à une division dans les rangs de la bureaucratie syndicale entre deux fractions, la première soutenant le pouvoir de Sadate, la seconde étant mécontente des mesures de "rectification".

La tendance soutenant le pouvoir actuel, la tendance sadatienne, comprend une minorité des directions bureaucratiques ayant vite abandonné leur nassérisme pour soutenir le pouvoir, et obtenir ainsi les meilleurs postes et les salaires les plus élevés. Ceux-ci collaborent totalement avec le pouvoir et ses appareils, notamment les Renseignements Généraux et s'opposent à toutes les activités ouvrières, se chargeant d'espionner les ouvriers et de chanter les louanges du régime et de ses "réalisations".

Quant à l'autre tendance, la tendance nassérienne, elle constitue la majorité des directions bureaucratiques, et comprend le groupe de l'"Organisation d'Avant-Garde" fondé par Nasser et dissout par Sadate. Cette tendance ne s'oppose pas au pouvoir mais continue à jouer le même rôle bureaucratique d'avortement des luttes ouvrières, mais elle essaie aussi, néanmoins, de faire pression sur Sadate pour l'empêcher de continuer à liquider les institutions nassériennes, car la bureaucratie nassérienne-

ne sait pertinemment que ses privilèges dépendent du maintien des institutions créées par Nasser. La tendance nassérienne s'oppose à la liquidation du secteur public car elle sait que la situation et les privilèges de la bureaucratie syndicale dans le secteur public sont beaucoup plus grands que dans le secteur privé où elle est soumise à la volonté des capitalistes. Cette tendance s'oppose à l'idée de supprimer la proportion de 50% d'ouvriers et de paysans (en fait directeurs d'usines et riches villageois) à l'Assemblée du Peuple, car cela signifierait pour elle la perte de ses sièges parlementaires. Elle défend la formule de l'Union Socialiste et de l'Union des Forces du Peuple Travailleur (c'est-à-dire la dictature du parti unique), parce qu'elle voit dans la pluralité des partis un fait qui entraînera inéluctablement la perte du rôle hégémonique bureaucratique exercé par les nassériens. Telles sont les raisons profondes de l'attitude de la tendance nassérienne; ses discours sur le "socialisme" et les intérêts populaires ne sont qu'un voile transparent pour ses intérêts bureaucratiques menacés par le pouvoir bourgeois.

(2) Les groupes issus du Parti Communiste égyptien. L'histoire dramatique du mouvement communiste égyptien après la deuxième guerre mondiale est connue, histoire dominée par l'effritement continu, la confusion idéologique totale et le sectarisme fractionnel extrême. Le désengagement des communistes égyptiens atteint son apogée après la Charte (6); le mouvement se dévota alors en plusieurs tendances allant de ceux qui voyaient dans le pouvoir nassérien un pouvoir capitaliste monopoliste quasi-fasciste, à ceux qui voyaient en lui le représentant d'une voie socialiste. Ensuite, domina la thèse élaborée par les dirigeants de l'URSS sur la "voie de développement non-capitaliste", invention aussi éloignée que possible du marxisme-léninisme qui ne reconnaît pas de troisième voie entre la voie bourgeoise et la voie prolétarienne. La décision du Comité Central de dissoudre le parti et d'intégrer l'Union Socialiste, peut être considérée comme la déclaration de faillite de la direction du parti. Elle représente une trahison de classe suprême, consistant à dissoudre le parti ouvrier pour l'intégrer à un parti dominé par une bureaucratie bourgeoise.

La période ouverte par le pouvoir de Sadate connaît à nouveau l'activité de quelques groupes issus du Parti Communiste dissous. Les plus connus sont celui qui représente la continuité de la ligne stalinienne d'obédience à la diplomatie de l'URSS, et celui qui suit une voie différente, mais non moins opportuniste.

Le premier groupe est constitué par un petit groupement de partisans du pouvoir bureaucratique dominant en URSS. Du temps où le pouvoir égyptien entretenait des relations intimes avec l'URSS, ces derniers faisaient l'éloge du pouvoir; ils dissolvèrent le Parti Communiste

et participèrent aux institutions du pouvoir nassérien. Mais le régime de Sadate ne fut pas à leur goût, précisément parce qu'il liquida le groupe d'Ali Sabri, ami de l'URSS, et provoqua une tension dans les relations avec le "grand ami", notamment lorsqu'il organisa la mise en scène de l'expulsion des experts soviétiques. Les staliniens égyptiens commencèrent de nouveau à parler de reconstruire leur parti; aujourd'hui ils s'opposent au pouvoir de Sadate sur la même base que la tendance nassérienne et en alliance avec celle-ci. Le régime actuel est, à leurs yeux, un régime de restauration du capitalisme après que l'Egypte ait marché sur la voie du socialisme. Ils s'opposent à l'ouverture à l'impérialisme américain, mais approuvent la solution pacifique et l'exécution de la résolution de l'ONU; il ne saurait d'ailleurs en aller autrement alors que l'URSS compte parmi les principaux auteurs de cette résolution!

Le deuxième groupe, plus large, est actif dans le milieu des étudiants et des petits fonctionnaires et parmi les ouvriers; il s'est donné le nom de Courant Révolutionnaire et se distingue du premier groupe en ce qu'il a abandonné l'obédience à l'URSS, surtout en ce qui concerne la cause palestinienne. Le groupe du Courant Révolutionnaire a adopté l'objectif de la libération de la Palestine; il est, en général, sur des positions radicales à l'égard de la question nationale, refusant la solution pacifique, s'opposant au cessez-le-feu et à la séparation des forces et même au projet de l'Etat palestinien qui vise à liquider la cause palestinienne. Mais le groupe du Courant Révolutionnaire n'adopte pas toutes ces positions dans un sens révolutionnaire et ne voit même pas de contradiction entre ses positions et l'alliance avec... Sadate! Ce groupe affirme que le pouvoir de Sadate mènera une cinquième guerre et continuera de cette manière jusqu'à la libération. Sur la base de ce pronostic, le Courant Révolutionnaire estime qu'il faut établir un front avec le pouvoir, front unique anti-sioniste. Et si le groupe revendique les libertés politiques et syndicales, il le fait, selon lui, pour renforcer son alliance avec le pouvoir et adopte une position réformatrice à l'égard des luttes ouvrières. Le groupe du Courant Révolutionnaire se trompe et trompe les masses quand il affirme que le pouvoir bourgeois en place libérera la Palestine; il ferme les yeux devant la réalité éclatante: le pouvoir s'est jeté dans les bras de l'impérialisme américain et marche à grands pas sur la voie de la trahison nationale, la voie de la solution pacifique et des résolutions de l'ONU. Le devoir des révolutionnaires est de dénoncer la réalité du pouvoir et non de l'embellir; c'est élémentaire!

(3) La nouvelle avant-garde. Ces dernières années ont vu apparaître un certain nombre de petits groupes adoptant des idées révolutionnaires. Ces groupes sont présents dans le milieu étudiant principalement, et ont joué un rôle significatif dans les révoltes étudiantes de

1972. D'autre part, des directions ouvrières d'avant-garde ont surgi dans la lutte des ouvriers de Helouan, aussi bien dans la sidérurgie que dans le textile, des directions qui prirent la tête des grèves et exprimèrent, sans les déformer, les intérêts véritables des ouvriers.

La situation générale en Egypte, celle de l'exacerbation de la lutte des classes, implique nécessairement l'émergence de tels groupes révolutionnaires et directions d'avant-garde. Mais la condition fondamentale pour ne pas répéter la tragédie du mouvement communiste égyptien et la groupuscularisation à l'infini, réside dans l'élaboration d'un programme marxiste-révolutionnaire tout à fait clair et sans déformations staliniennes ou nationalistes, un programme autour duquel se rassembleront les révolutionnaires et dont ils s'armeront pour participer aux luttes de classe et se mettre à leur tête, dans leur progression vers la construction d'une organisation prolétarienne révolutionnaire en Egypte. Cette organisation devra être capable de lier l'Egypte à l'évolution de la révolution arabe et de la révolution socialiste mondiale, en s'insérant dans un parti communiste révolutionnaire à l'échelle de la nation arabe, lui-même section de l'Internationale Communiste révolutionnaire, la IVème Internationale, fondée par l'opposition bolchéviste-léniniste face à la dégénérescence stalinienne de la IIIème Internationale après Lénine. C'est là l'unique voie léniniste !

Le programme des communistes révolutionnaires

Le but stratégique de la lutte des communistes révolutionnaires est la dictature du prolétariat, hors de laquelle il n'y a pas de solution des tâches démocratiques et nationales. Ils luttent néanmoins, sur cette même voie, pour un ensemble de revendications immédiates et transitoires qui permettent de développer la lutte des masses laborieuses et de l'organiser pour atteindre le but stratégique. Le programme des communistes révolutionnaires est le suivant :

° Contre la cherté de la vie et pour l'amélioration des conditions de vie des masses :

- réduction des prix des denrées de première nécessité,
- contrôle des prix par des comités de délégués des ouvriers, des habitants des quartiers populaires et des ménagères, comités ayant droit de regard sur les comptes des usines et des commerçants,
- élévation du salaire minimum mensuel à 30 livres,
- augmentation de 5 livres pour tous les salaires inférieurs à 50 livres,
- échelle mobile des salaires, c'est-à-dire augmentation des salaires toutes les fois que les prix augmentent et dans la même proportion,
- suppression de toutes les dettes des ou-

- vriers et paiement du total de l'épargne,
- extension des conditions de travail du secteur gouvernemental et du secteur public aux ouvriers du secteur privé, et titularisation de tous les ouvriers,
- paiement de l'heure supplémentaire pour deux heures, sur la base de la journée de travail de 7 heures,
- paiement de la totalité des salaires des ouvriers licenciés jusqu'à ce qu'il aient trouvé un nouvel emploi avec le même salaire,
- garantie de l'emploi pour tous les demandeurs de travail et réduction des heures de travail dans ce but, s'il le faut.

° Pour assurer les libertés démocratiques :

- suppression de la domination de l'Union Socialiste sur la vie syndicale et politique et suppression de toute forme d'intervention du pouvoir dans les syndicats,
- liberté d'action syndicale,
- liberté totale d'action politique et d'association,
- droit de grève et de manifestation,
- liberté de réunion et de toutes les libertés d'expression, y compris la liberté de la presse et de l'édition,
- liberté d'action politique au sein des forces armées.

° Contre la capitulation et la trahison nationale :

- luttons contre la solution pacifique, contre la résolution N° 242 de l'ONU,
- contre l'intervention des grandes puissances dans le conflit de la région,
- contre la conférence de Genève et la négociation avec le pouvoir sioniste,
- pour le retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste aux frontières du 4 juin 1967,
- armement des masses laborieuses et entraînement au maniement des armes sur les lieux de travail.

° Contre la pénétration impérialiste et l'élargissement du secteur privé :

- luttons contre l'ouverture économique et les investissements impérialistes,
- contre l'exportation des profits des sociétés étrangères,
- contre la levée des séquestres et des nationalisations,
- contre l'indemnisation des biens nationalisés.

° Pour la nationalisation de l'industrie sous contrôle ouvrier :

- nationalisation sans indemnisation de toutes les usines groupant plus de 50 ouvriers,
- contrôle de conseils de délégués de la base élus sur la production, les livres de compte et toutes les mesures administratives,
- réalisation de l'auto-gestion ouvrière des usines.

° Pour le pouvoir des travailleurs : gouvernement ouvrier et paysan s'appuyant sur le pouvoir des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres, élus par les masses sur leurs lieux de travail.

° Pour l'unification de la nation arabe : république fédérative arabe !

Tel est le programme de base qu'avancent les communistes révolutionnaires d'Egypte, résolu à le développer et à le compléter; ils invitent tous les révolutionnaires égyptiens et toutes les tendances ouvrières à la lutte commune pour les points de ce programme sur lesquels l'accord peut être réalisé. Les divergences politiques et idéologiques sont naturelles et ne doivent pas empêcher l'alliance et l'unification des luttes. Nous affrontons un ennemi fort et violent, unifions nos efforts !

OUVRIERS D'EGYPTE, OUVRIERS DES PAYS ARABES, OUVRIERS DE TOUS LES PAYS , UNISSEZ-VOUS !

Le Caire, 5 octobre 1974
Groupe Communiste Révolutionnaire
"Mustafa Khamis"

(1) Mustafa Khamis était un ouvrier de l'usine de filage Misr à Kafr el-Duwar, près d'Alexandrie, qui emploie 10.000 ouvriers. Le soir du 12 août 1952, trois semaines après le coup d'Etat de Nasser qui déposa le roi Farouk, les ouvriers de l'entreprise se réunirent devant le bureau de la direction et déclarèrent la grève. Ils demandaient la reconnaissance de leur syndicat, la démission de deux membres de la direction, des augmentations de salaires, et d'autres avantages économiques. La direction de l'entreprise appela la police, qui attaqua les ouvriers. Les ouvriers ripostèrent et la police ouvrit le feu. En réponse, les ouvriers organisèrent une grève sur le tas. Le lendemain, l'armée fut envoyée d'Alexandrie pour vider les ouvriers de l'usine. Après une sérieuse bataille, les ouvriers furent expulsés -- au prix de plusieurs tués, plus de 20 blessés et 200 arrêtés. Une cour martiale sommaire fut mise en place pour juger les ouvriers arrêtés, qui ne reçurent aucun

droit de faire appel. Le 18 août, 14 ouvriers furent condamnés à des longues peines de prison pour leur rôle dans la lutte. Deux autres, Mustafa Muhammed Khamis et Muhammed Hasan el-Baqri furent condamnés à mort. La condamnation à mort de Khamis fut utilisée par le régime afin de montrer clairement sa nature aux ouvriers. En même temps, le correspondant du Times de Londres écrivait : "Les militaires déployèrent une force impressionnante, plusieurs centaines de soldats étaient présents. Environ 1000 ouvriers de l'usine Misr et d'autres usines du voisinage se massèrent sur les trois côtés du terrain de football de l'usine, gardés en respect par des soldats armés et des tanks". Khamis se tenait au centre du terrain pour entendre la sentence prononcée contre lui. Plus tard, le général Neguib, qui était alors le chef d'Etat en titre, fit venir Khamis au Caire et lui offrit de commuer sa peine si il acceptait de donner au régime une liste de noms d'autres dirigeants de la grève et de les dénoncer. Il refusa. Le 8 septembre 1952, Khamis et el-Baqri furent pendus, devenant ainsi deux des premiers martyrs du mouvement ouvrier à tomber sous le nouveau régime -- INPRECOR

(2) La livre égyptienne (100 piastres) est échangée, au cours intérieur, contre environ 1.75 dollars.

(3) La République Arabe Unie accepta le 9 juin 1967 le cessez-le-feu; Nasser présenta sa démission, provoquant ainsi des manifestations monstres...

(4) Allusion au titre d'un pamphlet du célèbre écrivain Tewfik Ek-Hakim.

(5) Le 15 mai 1971, Sadate fit arrêter les dirigeants de la bureaucratie nassérienne dont la principale figure était Ali Sabri.

(6) En 1961, Nasser publia une "Charte Nationale" qui marqua le tournant du régime vers l'extension des nationalisations.

ARAFAT A L'ONU

Nous publions ci-dessous l'éditorial du numéro 4 de Mal'Amal, organe bi-mensuel, récemment créé, du Groupe Communiste Révolutionnaire (Liban), section de la IVème Internationale.



Les journaux et autres moyens d'information ont été unanimes pour considérer le discours prononcé par Yasser Arafat à la tribune de

l'ONU comme le baptême de la résistance palestinienne au sein de la "famille internationale" et la consécration de sa légitimité en tant que représentante du peuple palestinien.

Il est vrai que le fait de prononcer ce discours montre de toute évidence la fin de l'époque où la cause palestinienne n'était qu'un problème de réfugiés sur lesquels s'apitoyaient les membres de l'ONU... Nul doute que l'affirmation de l'existence d'un peuple arabe palestinien, peu-

ple qui vécut sur la terre de Palestine avant d'en être expulsé, constitue en soi-même un encouragement à la lutte contre l'entité sioniste colonialiste. De ce point de vue, le discours d'Arafat représente un pas en avant.

D'autre part, le texte du discours contenait une position démocratique véritable à l'égard des habitants juifs de l'Etat d'Israël, disant : "Nous incluons dans nos considérations tous les juifs qui vivent aujourd'hui en Palestine". Il contenait également une position démocratique anti-raciste à l'égard des juifs en général, Arafat ayant déclaré : "Nous condamnons tous les crimes commis contre les juifs et toutes les sortes de discrimination déclarée ou camouflée dont ont souffert les adeptes du judaïsme". Ces propos représentent également un pas en avant, surtout si nous les comparons aux déclarations du tristement célèbre Choukeïri sur le "rejet des juifs à la mer", ou aux thèses kadhafistes sur l'expulsion de ceux qui vinrent en Palestine après 1948.

Deux pas en avant donc, deux pas que nous apprécions.

Il est néanmoins nécessaire de s'interroger sur les conditions dans lesquelles furent accomplis ces deux pas : sont-ils le résultat des victoires de la résistance ? Ne viennent-ils pas plutôt à la suite d'une série de reculs ? Tel est le noeud du problème !

Quand la résistance palestinienne, le Fatah en tête, était à son apogée, en 1969 et au début de 1970, il ne vint à l'esprit de personne d'inviter Arafat à parler à la tribune de l'ONU. Pourquoi l'invite-t-on donc aujourd'hui, après que la résistance ait été écrasée en Jordanie et que le nombre des opérations de la résistance à l'intérieur d'Israël se soit réduit de façon importante ?

Certains diront que le discours d'Arafat, s'il n'est pas le fruit des victoires de la résistance, est, en revanche, le fruit de la "victoire arabe" générale après octobre 1973. Mais la "victoire arabe" est elle-même une illusion. Quelle est-elle cette victoire qui se traduit par des négociations directes avec le pouvoir sioniste à Genève ?

En vérité, la plupart des Etats qui modifièrent leur position à l'égard du problème palestinien ne le firent point pour des raisons d'objectivité ou en vertu de principes de justice, d'humanisme et autres, mais le firent en espérant attirer les prêts et investissements arabes dans leurs pays; ils le firent en vertu de leurs intérêts économiques et de rien d'autre. Ainsi, l'artisan principal de l'entrée d'Arafat à l'ONU, ce ne sont pas les fusils des combattants -- la vérité est évidente, même si elle est amère -- mais bien, avant tout, les capitaux pétroliers.

La question devient alors : pourquoi les régimes arabes -- et, à leur tête, le plus réac-

tionnaire, le Royaume Saoudien -- ont-ils fourni tous ces efforts pour faire entrer l'OLP à l'ONU, après avoir oeuvré pour la confirmer en tant que "représentant légitime unique" du peuple palestinien ?

Ici aussi, la réponse est évidente : les régimes en question cherchent à liquider la cause palestinienne en tant que source de tension politique permanente et à garantir la stabilité de la région arabe. Ils cherchent à appliquer la solution pacifique à des conditions qui ne soient pas, évidemment, trop dures afin de pouvoir être "digérées".

Ces régimes voient dans la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat sioniste, la seule voie raisonnable vers la solution pacifique; ils voient de même que cette solution n'acquerra toute sa valeur que si l'OLP en tant que représentante de la résistance palestinienne est à la direction de cet Etat.

La direction de l'OLP a accepté de se joindre à ces efforts, elle a accepté le projet de l'Etat palestinien, qu'Arafat n'oublia pas de mentionner, même s'il ne lui consacra qu'une seule phrase à la fin de son discours. Il n'empêche que cette phrase est la plus importante car elle constitue la demande directe adressée par Arafat à l'ONU : "Je m'adresse à vous pour que vous permettiez à notre peuple d'instaurer son pouvoir national indépendant et de bâtir son entité nationale sur sa terre". Tel est le but principal du voyage d'Arafat à New York ! Les délégations arabes ont, d'ailleurs, immédiatement commencé après son discours à préparer un projet de résolution sur la "solution pacifique" et l'"entité palestinienne" pour le soumettre à l'Assemblée Générale.

Arafat clôtura son discours en déclarant : "Je suis venu à vous aujourd'hui avec un rameau d'olivier dans une main et le fusil du combattant de la liberté dans l'autre; ne laissez pas tomber le rameau d'olivier de ma main". Il répéta trois fois : "Ne laissez pas tomber le rameau d'olivier de ma main".

La "famille internationale" a certainement saisi le sens de cet appel : Arafat est prêt à laisser tomber... le fusil de combattant !

Les masses arabes, elles, et surtout les masses palestiniennes ne le laisseront nullement tomber tant que l'entité sioniste existera sur la terre de Palestine !

**NON A LA SOLUTION PACIFIQUE !
REVOLUTION JUSQU'A LA LIBERATION !**

15 novembre 1974



débat sur le 'processus d'institutionnalisation'

Dans le N° 5/6 (3 août 1974) d'INPRECOR, nous avons publié une déclaration du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale adopté le 29 mai (avec un post-scriptum daté du 12 juillet) concernant l'appui du PST (Parti Socialiste des Travailleurs -- Partido Socialista de los Trabajadores, une organisation sympathisante de la

IVème Internationale en Argentine) au "processus d'institutionnalisation" dans ce pays. Nous publions ci-dessous une réponse du Comité Exécutif du PST, datée du 20 août et une réponse du Secrétariat Unifié, adoptée le 17 novembre 1974.

1. déclaration du p.s.t.

Le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale, dans une résolution adoptée à la fin du mois de mai de cette année, a formulé une critique sévère, que nous considérons injustifiée, à l'égard de la direction du Parti Socialiste des Travailleurs (PST -- Partido Socialista de los Trabajadores).

Normalement, la question aurait dû être discutée de façon interne, au sein du mouvement trotskyste mondial, aux activités politiques duquel nous sommes fraternellement intéressés (bien que nous ne soyons pas affiliés à la IVème Internationale à cause des lois réactionnaires de notre pays qui nous en empêchent). Cependant, les auteurs de la résolution l'ont rendue publique et ceci nous oblige, bien que nous le regrettons, à répondre également publiquement.

Il existe différentes versions de la résolution. Dans cette réponse, nous nous référons à celle publiée le 26 juillet 1974 dans ROUGE, hebdomadaire qui exprime les positions des trotskystes français du Front Communiste Révolutionnaire. Avanzada Socialista publie ci-contre la traduction espagnole de cette version pour l'information des travailleurs argentins.

ROUGE ne donne aucune information sur la façon dont s'est fait le vote de cette résolution au sein du Secrétariat Unifié. Le vote n'y fut pas unanime. La résolution fut présentée par les représentants de la tendance majoritaire internationale qui ont la majorité au sein du S. U. Les représentants de la fraction léniniste-trotskyste s'y opposèrent et votèrent contre la résolution, en proposant que l'on obtienne plus d'informations d'Argentine -- en particulier du PST.

Il y a un autre fait que nous devons signaler. La décision de publier la résolution fut prise lors d'une réunion du S. U. du 3 juillet 1974. La version de ROUGE comprend un post-scriptum daté du 12 juillet, qui ne fut présenté à aucune réunion du S. U.

Le principal argument de la résolution est que le

PST "franchit une nouvelle étape dans son évolution et rompt ouvertement avec la conception marxiste-révolutionnaire du Front Unique Ouvrier qui se fonde sur la conception léniniste de la Troisième Internationale et fut ravivée par Trotsky".

A côté de cela il est affirmé que les dirigeants du PST ont adopté une ligne qui abandonne la politique de classe et que, pour se justifier "ils utilisent exactement l'argument avancé par les stalinien au milieu des années 30 pour justifier leur adoption de la ligne de Front Populaire, à savoir qu'il est légitime de s'aligner avec la bourgeoisie ou avec ses soi-disant secteurs démocratiques pour s'opposer à un danger fasciste".

Afin de justifier ces graves accusations, les auteurs de la résolution avancent que les dirigeants du PST se sont alliés à des représentants de 7 autres partis politiques, dont plusieurs partis bourgeois (y compris la UCR) pour signer un document commun qui fut présenté au "président argentin Juan Peron" au cours d'une entrevue qui eut lieu le "22 mars" (la date est en fait le 21 mars).

Pour démontrer que le PST ne pouvait pas signer ce document sans abandonner la politique de classe, les auteurs de la résolution en citent différents passages clés. Ils font ensuite de même avec des soi-disant éditoriaux du numéro de Avanzada Socialista correspondant à la semaine de 28/3/74 au 5/4/74. (Nous disons des soi-disant éditoriaux parce que justement seulement un des articles cités par ROUGE est effectivement un éditorial. Cette confusion est très étrange, dans la mesure où depuis plusieurs mois Avanzada Socialista utilise une présentation claire : son éditorial est imprimé en corps 12, à la page 3 de chaque numéro et avec le mot "Editorial" placé en haut à droite. Les rédacteurs de la résolution utilisent apparemment le fait que la quasi-totalité des articles de A.S. ne sont pas signés (tradition héritée de 26 ans de clandestinité) pour considérer tout article comme un éditorial. Et ils le font malgré le fait que le numéro de A.S. dont ils parlent se plie à la norme, c'est-à-dire qu'il présente

un seul article intitulé "Editorial", placé à la page 3 et imprimé en corps 12. Et de cet article, dédié entièrement à l'entrevue avec Peron, les auteurs de la résolution n'utilisent aucune citation à l'exception de la phrase suivante : "des réponses concrètes et souples à toutes les conjonctures de la lutte des classes".).

Il est certain que, avec cet ensemble de citations, les auteurs de la résolution croient avoir démontré que les dirigeants du PST soutiennent que, en présentant à Peron un document sur une ligne politique bourgeoise, signé par un mélange de partis bourgeois et prolétariens, ils ont réalisé une action exemplaire en défense des droits démocratiques et de la lutte contre le fascisme.

A première vue, les accusations paraissent irréfutables. Mais il y a une confusion. Il semblerait que le gouvernement péroniste n'ait pas tiré la conclusion que le PST ait capitulé. Le 25 mars, 4 jours après l'entrevue avec Peron, le camarade Juan Carlos Coral fut arrêté et emprisonné pour avoir participé à une réunion avec des ouvriers en lutte à la porte de la Banque de la Nation. Le même numéro de A.S. qui traite de l'entrevue, contient un article à ce sujet.

Il ne semble pas non plus que les assassins d'extrême-droite, qui agissent avec la complicité de certains secteurs du gouvernement, aient tiré la conclusion que le PST était en train de céder aux pressions de la bourgeoisie. Au contraire, ils considèrent que le PST, par sa croissance rapide et son implantation dans des secteurs toujours plus larges, est en train de devenir une menace potentielle toujours plus grande pour le capitalisme argentin. D'où la série d'attaques contre les locaux de notre parti et les assassinats de nos camarades.

Mais le fait est que les dirigeants du PST n'ont signé aucun document commun avec les autres partis politiques et qu'aucun document de ce type n'a été remis à Peron lors de l'entrevue du 21 mars.

Comment se fait-il que les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié aient pu avoir l'impression opposée ?

Nous reconnaissons qu'une partie de la faute nous revient. A.S. a publié le texte du soi-disant document commun dans son édition du 28 mars/5 avril, avec une liste des prétendus signataires. Il s'agit d'une erreur dont nous sommes responsables, tout comme du retard mis pour la corriger. Mais le camarade Coral l'a rectifiée publiquement le 8 mai au cours d'une interview à la télévision qui fut diffusée nationalement et l'éditorial de A.S. fit de même dans le numéro du 26 juin.

Cependant cette reconnaissance publique du fait que nous avons fait une erreur ne satisfait pas les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié. Apparemment, ils considèrent que les rectifications publiques ne sont rien d'autres que des manœuvres de couverture.

Ceci nous oblige à expliquer plus en détail les circonstances de l'entrevue avec Peron.

Elle se situe dans le contexte du coup d'extrême-droite du 27 février par lequel le chef de la police de Cordoba, Antonio Domingo Navarro, renversa le gouvernement provincial élu qui avait à sa tête Obregón Cano. Ce développement inquiétant, qui menaçait de déclencher une réaction en chaîne qui aurait pu amener à un coup semblable à Buenos

Aires et à la réinstauration d'une dictature militaire à l'échelle nationale, était très dangereux. Afin de contrecarrer cette menace il était indispensable que les travailleurs se mobilisent pour la défense de leurs droits démocratiques, obtenus par de dures batailles, et les pousser jusqu'à la solution socialiste de la crise économique et politique qui secoue la société argentine. Tel était, pour le PST, l'objectif central de toutes ses actions.

Le coup de Cordoba ébranla également d'autres cercles, y compris des secteurs de la bourgeoisie elle-même. Pour diverses raisons, ces secteurs craignent le retour d'un pouvoir militaire; ils craignent également la possibilité d'un affrontement qui pourrait amener les ouvriers jusqu'à la révolution socialiste.

Du point de vue socialiste-révolutionnaire il existe toute une série de raisons pour encourager ces divisions naissantes au sein de la classe dominante et essayer d'en profiter. Bien qu'il s'agisse d'une considération secondaire, elle a eu un certain poids dans l'élaboration de notre tactique immédiate, fondamentalement pour élargir la propagande qui pourrait aider la mobilisation des travailleurs.

Le principal promoteur de l'entrevue avec Peron fut Ricardo Balbín, de l'UCR. Il avait, bien entendu, ses propres raisons politiques pour le faire. Parmi celles-ci la crainte face aux conséquences possibles du coup de Cordoba. C'est lui qui organisa l'entrevue avec Peron.

Peron accorda l'entrevue en tant que chef de gouvernement. Comme l'affirmait correctement les auteurs de la résolution du S.U. il avait intérêt à promouvoir son image politique comme "garantie" des droits démocratiques pour tous les secteurs, mis à part l'extrême-droite et les partisans de la guerre de guérilla. C'est ce que nous avons compris et nous avons fait tout ce qui était possible pour contrecarrer cette tentative de Peron en dénonçant le rôle véritable de son gouvernement.

L'entrevue prévue avait un autre caractère : c'était un acte formel de gouvernement, de caractère quasi-parlementaire. C'est-à-dire qu'il s'agissait d'une réunion officielle du président avec les représentants de partis légalement reconnus et caractérisés comme étant d'opposition. En conséquence, Peron exigea que ces partis d'opposition présentent un document qui formule les objectifs qu'ils cherchaient à atteindre dans cette entrevue.

Si, à ce moment, un parti d'opposition se retirait, cela aurait signifié un risque pour sa légalité. Et pour les léninistes, lutter pour obtenir la légalité et pour la conserver quand on l'a obtenue, est une question de principe.

Oscar Alende, du Parti Intransigeant, rédigea un projet de déclaration et le soumit aux 7 autres partis politiques. Ce document nous sembla totalement inacceptable, entre autres choses, tant par ce qu'il proposait (la défense d'un gouvernement bourgeois et de ses institutions) que ce qu'il omettait (la mobilisation de la classe ouvrière en défense des droits démocratiques). Au cours d'une réunion des représentants des 8 partis, nous avons proposé d'amender le document en éliminant toute mention d'appui au régime péroniste et en ajoutant des points relatifs à la nécessité de la mobilisation des travailleurs. Il apparut cependant très vite qu'il était impossible pour les 8 partis de se mettre d'accord sur une déclaration commune.

Balbin communiqua cette information aux fonctionnaires du gouvernement péroniste, et Perón fit alors une concession : il retira son exigence faite aux partis de présenter un document commun.

Ainsi, l'entrevue eut lieu sans que l'on présente un document commun à Perón, chaque parti restant libre de faire ses propres propositions. Ce fut sur cette base, et sur cette base seulement que nous participâmes à la réunion. Nous y allâmes en tant que représentants du PST et non en tant qu'adhérents à un bloc sans principes ou à un front populaire embryonnaire.

On peut dire que nous avons eu tort d'y participer. Nous ne pensons pas que ce soit le cas, mais nous sommes disposés à discuter ce problème et à reconnaître nos erreurs si on nous présente des arguments suffisamment convaincants. Mais cela n'a rien à voir avec les accusations portées par les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié, à savoir que nous avons signé un document sans principe avec des partis bourgeois.

Nous reconnaissons que notre participation à l'entrevue avec Perón ait pu ne pas être comprise par des militants sincères et malicieusement mal interprétée par certains de nos adversaires. C'est pourquoi nous avons essayé, par tous les moyens à notre disposition -- y compris des interventions à la télévision diffusées dans tout le pays -- de diminuer ces risques. De plus, dans le seul véritable éditorial que citent les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié, nous exprimons clairement notre opposition politique au péronisme et au régime péroniste. Par exemple, en rapport avec notre analyse sur les dangers qu'entraînent les actions violentes des tendances néo-fascistes naissantes, nous disions :

" Préserver dans cette période la stabilité des institutions ne signifie pas appuyer la politique péroniste et son gouvernement, mais cela signifie défendre le droit d'utiliser tous les instruments démocratiques, qui, bien que précaires, insuffisants et limités, permettent des rapports plus larges et permanents avec l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple. Cela signifie maintenir le droit -- pour nous-mêmes et pour toutes les autres forces politiques -- de publier des journaux, d'ouvrir des locaux, d'utiliser la radio et la télévision, d'organiser des réunions, des assemblées, des manifestations. Cela signifie également le droit des travailleurs de perfectionner leurs organisations syndicales, les libérant aussi bien des interventions militaires que de la bureaucratie, comme viennent de le faire les camarades de Villa Constitución. Cela signifie enfin, la possibilité de peser dans les élections des gouvernants et dans la critique de leurs programmes et de leur activité au gouvernement.

" Tout cela n'a absolument rien à voir avec la défense de la politique du gouvernement. Perón est venu au pouvoir avec l'appui d'une large coalition de patrons et d'impérialistes. Défendre le gouvernement de Perón ce serait défendre le Pacte Social destiné à geler les salaires au niveau actuel d'exploitation, à garantir les privilèges de l'oligarchie terrienne et les investissements des monopoles étrangers. Cela signifierait, enfin, défendre la large gamme de moyens répressifs avec lesquels on prétend imposer cette politique économique, depuis la réforme du Code Pénal jusqu'à l'application de la Loi sur l'Inamovibilité des Fonctionnaires". (Souligné dans l'original).

Nous pensons qu'il ne nous est pas permis, quelles que soient les circonstances, de donner notre appui politique à aucun régime, parti, coalition, struc-

ture ou représentant bourgeois, et nous ne l'avons jamais fait dans le moindre sens. Nous nous sommes toujours opposés à la voie de la collaboration de classe qui amène au front populisme et au nationalisme bourgeois.

Nous croyons également que, face à un coup d'Etat de droite, à la menace ou à la réalité de la guerre civile et à l'attaque des libertés populaires et des droits des travailleurs, il nous est permis, et il est parfois indispensable, d'organiser et de mener des actions concrètes pour défendre les droits démocratiques avec des organisations et des tendances non prolétariennes. Telle est la leçon de Lénine. En même temps qu'il fait cela, le parti révolutionnaire doit rendre tout à fait clair que cette tactique strictement limitée de l'action commune pour déjouer un danger immédiat n'entraîne pas la moindre subordination politique, le moindre rapprochement, accord ou complicité avec la politique erronée des alliés bourgeois démocratiques de circonstance. Lénine établit le principe du maintien de l'indépendance d'action et d'expression. On ne peut sauvegarder la démocratie que par la lutte permanente et indépendante des ouvriers pour le pouvoir et le socialisme. Le PST s'est efforcé de mobiliser les masses dans ce sens, et il continuera à le faire.

Qu'est-ce qui amena les journaux à dire qu'un document commun avait été signé ? Qu'est-ce qui amena certains d'entre eux (Noticias, La Nación, Clarín, Mayoria, c'est-à-dire la majorité des journaux de Buenos Aires informèrent qu'il s'agissait d'une simple déclaration à la presse) à dire que ce prétendu document commun avait été remis à Perón ?

Pour communiquer à la presse sa version personnelle de l'entrevue avec Perón, Balbín utilisa comme aide-mémoire son propre projet de déclaration, basé sur les corrections qu'il avait effectuées à ceux de Alende et de Coral. C'est à partir de là, sans doute, que les journalistes eurent l'impression qu'il s'agissait d'une déclaration commune et, certains en conclurent qu'elle avait été remise à Perón. Il faut ajouter à cela que les dirigeants du Parti Communiste font pression pour la formation d'un Front Populaire en Argentine et ils espéraient utiliser l'entrevue avec Perón pour faire un pas en avant dans cette direction. Ils avaient donc intérêt à faire croire que l'on était arrivé à un accord autour d'un document commun.

Voyons maintenant la tentative des auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié de démontrer, par le biais de citations soigneusement sélectionnées de deux supposés éditoriaux de Avanzada Socialista du 28/3-5/4, que nous avons effectué un tournant politique et que nous sommes désormais en faveur de l'intégration de blocs sans principe avec des partis bourgeois en défense des droits démocratiques.

La résolution du Secrétariat Unifié affirme que notre position consiste dans le fait que, dans le contexte donné, nous ne devons pas organiser la lutte pour renverser le gouvernement et ses institutions, mais au contraire qu'il est nécessaire de défendre l'"institutionnalisation démocratique et que, dans ce but, il est correct d'établir un accord avec des partis bourgeois en signant des déclarations communes et en appelant à des manifestations communes".

Ni le véritable ni le supposé éditorial cités par les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié ne contiennent le paragraphe qu'on nous attribue. Cette "citation" provient-elle d'autres sources ? Nous aimerions savoir laquelle.

Il s'agit d'une question importante car c'est sur la

base de cette "citation", et de l'interprétation qui en est faite, que l'on nous accuse de reprendre les arguments que les staliniens utilisaient dans la décennie des années 30 pour justifier le Front Populaire. La vérité est que nous faisons depuis des années une campagne conséquente contre le Front Populaire. Le même numéro de A.S. qui a rendu tant de bons services aux auteurs de la résolution, contient de virulentes polémiques contre le Front Populaire qui est un danger réel dans la situation actuelle en Argentine. (Les auteurs de la résolution reconnaissent notre dénonciation du Front Populaire, mais ils le font en la qualifiant d'une simple "réaffirmation formelle" de notre position).

Ainsi, par exemple, ils omettent de mentionner la déclaration suivante, qui fait partie d'un des articles cités par les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié :

"Nous... sommes les adversaires les plus déterminés des "fronts populaires" ou "démocratiques". C'est-à-dire des fronts uniques entre ouvriers et patrons. Si nous luttons pour quelque chose, c'est bien pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier par rapport aux partis et aux fronts patronaux. C'est pourquoi nous n'avons été aux élections ni avec le Frejuli, ni avec la APR. Nous sommes plus que jamais pour le front unique de classe".

Les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié vont jusqu'à prendre des phrases du document soi-disant remis à Perón, les mettre entre guillemets et les présenter comme s'il s'agissait de nos positions. Ceci leur permet de dire :

"La direction du PST devait se rendre compte du fait que sa décision de participer à une réunion qui offrait une couverture aux actions de "normalisation" de Perón, sa signature d'un document commun avec des partis bourgeois (parmi lesquels l'Union Civique Radicale, le parti bourgeois traditionnel et même, aujourd'hui, la principale force de la bourgeoisie, mis à part le péronisme), sa proclamation d'un "accord fondamental" entre tous les signataires pour la défense du processus d' "institutionnalisation" et l'acceptation des "projets" approuvés par "le peuple" (qui sont en réalité des projets élaborés par Campora et Perón) et sa thèse selon laquelle la lutte contre le fascisme peut et doit être menée avec des partis représentatifs de l'ennemi de classe, tout cela pourrait provoquer des réactions parmi les militants du parti".

Avec de telles méthodes, il est facile de prouver ce que l'on veut, pour autant éloigné de la vérité que ce soit.

Les autres citations sélectionnées par les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié sont hors de propos dans la mesure où elles ne défendent pas la fameuse déclaration prétendument remise à Perón. Elles traitent de la situation concrète existante après le coup d'extrême-droite de Cordoba, de la menace toujours plus grande qu'il représente en Argentine actuellement et de comment l'opposition de certains secteurs de la bourgeoisie à un possible danger fasciste en Argentine pourrait être utilisée pour impulser la seule réponse efficace au fascisme, à savoir, la mobilisation de la classe ouvrière sur le programme du socialisme révolutionnaire.

Vu la façon dont ils utilisent ces citations et vu différentes traductions incorrectes il est évident que les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié ne comprennent pas la situation concrète en Argentine ou notre proposition face à celle-ci. Ainsi, par

exemple, ils citent un des articles de Avanzada Socialista comme s'il traitait de la "défense de la stabilité constitutionnelle". L'original, cependant, dit "défense de la stabilité institutionnelle". La différence n'est pas fondamentale; ce qui est fondamental c'est de comprendre qu'il se référait au coup d'Etat de Cordoba et à ses conséquences.

L'utilisation ambiguë du mot "institutionnel" a sans doute ajouté un élément de confusion (nous ne sommes pas totalement sans tort dans ce cas). Mais dans ce cas, il est difficile de comprendre comment les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié peuvent si mal interpréter le terme, puisqu'il apparaît immédiatement après le paragraphe initial de l'article qui rend compte de cette situation concrète. L'erreur de traduction (s'il s'agit réellement de cela) se répète dans d'autres endroits. Par exemple, l'article dit que "le fait que huit partis soient mis d'accord pour demander une entrevue pour poser le problème institutionnel est d'une importance extraordinaire." Cette phrase est traduite ainsi : "le fait que huit partis soient arrivés à un accord pour demander la réunion, dans le but d'exiger l'institutionnalisation est d'une importance extraordinaire". Mais l'article en question se réfère à la lutte pour l'établissement des garanties constitutionnelles des droits démocratiques, processus qui commença avec le Cordobazo et la chute de la dictature qui s'en suivit. En d'autres termes, les huit partis cherchèrent cette entrevue pour soulever le problème du coup de Cordoba et du danger de voir se renverser le processus d'établissement des droits démocratiques. L'objectif du PST ne fut pas de supplier Perón mais d'impulser la mobilisation des travailleurs argentins.

Les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié ont formulé d'autres accusations contre les dirigeants du PST :

"En même temps ils oublient la distinction fondamentale qui existe entre les droits démocratiques demandés par le mouvement ouvrier et les structures de la démocratie bourgeoise".

Nous reconnaissons que certaines de nos formulations ont pu provoquer cette impression. Il est même possible que nous ayons commis l'erreur de ne pas faire soigneusement la différence, dans la situation que traverse actuellement l'Argentine, entre la défense d'une "structure" bourgeoise donnée et la défense des droits démocratiques. Puisqu'on a attiré notre attention sur ce problème, nous sommes en train de l'étudier. Nous appelons tous les secteurs du mouvement trotskyste à considérer également cette question, en tenant compte de la situation concrète en Argentine, y compris la signification qu'a acquis le mot "institutionnalisation".

Si une rectification est nécessaire, nous n'hésiterons pas à la faire, comme nous l'avons fait dans le passé au sujet d'autres questions.

Cependant, nous insistons sur le fait que notre point de vue fondamental est en plein accord avec la conception léniniste de la IIIème Internationale, en particulier comme elle fut formulée par Léon Trotsky. Cette conception de base consiste à mobiliser les travailleurs et leurs alliés sur la voie de la révolution socialiste selon la méthode proposée par le programme de transition.

Nous ne voyons aucune alternative différente de cette conception. On a présenté comme raccourci possible la "stratégie de guérilla". Nous l'avons rejetée parce qu'elle n'est pas en accord avec la conception léniniste de la IIIème Internationale, en

particulier comme elle fut formulée par Trotsky. En Argentine, la "stratégie de guerilla" a prouvé qu'elle était un grand obstacle pour la mobilisation des travailleurs et de leurs alliés sur une ligne socialiste révolutionnaire.

Signalons en passant que les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié introduisent l'accusation selon laquelle "antérieurement (les dirigeants du PST) ont appuyé le Frente Amplio uruguayen qui était dirigé par le représentant bourgeois SEREGNI". Le but de cette accusation gratuite est clair. Les auteurs veulent suggérer que nous soutenions le personnage bourgeois Seregni et que nous appelions les travailleurs à voter pour le Frente Amplio, un bloc de collaboration de classe. Cette attaque ne se base sur aucun fait. C'est pourquoi les auteurs de la résolution du Secrétariat Unifié n'offrent aucune citation ni autre "preuve". (Nous sommes disposés à discuter la nature du Frente Amplio uruguayen, de l'Unidad Popular chilienne ou de l'Union de la Gauche française et de la tactique à adopter face à eux, mais ce n'est pas le lieu de le faire ici).

Nous nous référons maintenant à l'ajoute datée du 12 juillet. On y reconnaît l'autocritique publique publiée par le comité de rédaction de Avanzada Socialista dans le numéro du 26 juin, mais seulement pour la rejeter comme étant vide de sens. Si les dirigeants du PST n'ont pas signé le document remis à Perón, cela ne veut rien dire -- expliquent-ils -- parce que les dirigeants du PST appuient, en général, cette politique. Mais le fait spécifique de notre prétendue signature du document, sur lequel se base tout ce que soutiennent les auteurs du Secrétariat Unifié, disparaît également, et tout ce qui reste est une affirmation générale, sans aucune base dans les faits, selon laquelle notre ligne a été "opportuniste".

De plus -- disent les auteurs de la résolution --, si les dirigeants du PST n'ont pas signé le document prétendument remis à Peron, ils ont pour le moins signé d'autres documents sans principe; en conséquence, les accusations restent valables.

L'"évidence" donnée pour soutenir cette argumentation -- qui est une argumentation extraordinaire pour ne pas dire autre chose -- est que le 29 juin 1974, le PST ajouta sa signature à celle des sept autres partis à une déclaration de "centre gauche" en appuie au "processus d'institutionnalisation du pays" et "au fonctionnement des mécanismes légaux de continuité constitutionnelle". La source

de cette "évidence" -- disent les auteurs -- est le journal bourgeois de Buenos Aires, La Opinion, du 30. 6. 74. (D'autres journaux ont dit que nous ne l'avions pas signée, entre autres, par exemple, La Nación).

De plus, soutiennent les auteurs de la résolution, le 3 juillet, après la mort de Perón, les dirigeants du PST, à la demande du président du parlement provincial, signèrent, dans la ville de Santa Fé, une déclaration en faveur du "maintien de la stabilité constitutionnelle comme unique moyen adéquat d'arriver à la justice sociale dans la liberté, vaincre l'emprise des intérêts impérialistes et concrétiser pour toujours l'indépendance". La source de cette "évidence" est une dépêche de Rosario publiée dans le numéro du 4 juillet du quotidien bourgeois de Buenos Aires El Cronista Comercial.

Dans les deux cas, les informations sont erronées. Ni les dirigeants, ni les militants du Parti Socialiste des Travailleurs n'ont signé ni appuyé aucun des dits documents. Nous suggérons aux auteurs de l'ajoute qu'ils tiennent compte du fait que le niveau de véracité de la presse bourgeoise argentine est bien plus bas que pour Le Monde.

Enfin, comment se fait-il que les éditeurs de Avanzada Socialista aient commis l'erreur au sujet de l'entrevue avec Perón du 21 mars ? Il n'est d'aucun intérêt public que nous donnions des détails sur l'organisation et le fonctionnement de l'équipe. Il suffit de dire que ce problème spécifique n'est qu'un des nombreux problèmes auxquels notre organisation est confrontée dans une période de croissance rapide. Les possibilités de recrutement et d'extension ont demandé de gros efforts de la part de nos cadres expérimentés. Les nouveaux militants sont intégrés le plus rapidement possible, mais la véritable intégration demande du temps. Il y a donc des erreurs. Nous sommes sûrs que notre situation sera comprise par les secteurs du mouvement trotskyste mondial qui ont connu des périodes similaires de croissance rapide. Ce que nous demandons aujourd'hui de la IVème Internationale c'est de comprendre nos possibilités et nos problèmes -- et sa collaboration sincère dans nos efforts pour les affronter de façon principielle.

Comité Exécutif du Parti Socialiste des Travailleurs
20 août 1974
Traduit de Avanzada Socialista
du 4 septembre 1974, N° 119

2. déclaration du secrétariat unifié

En réponse à la déclaration du Comité Exécutif du PST du 20 août 1974, le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale a adopté la déclaration suivante :

Nous donnons acte aux camarades du PST de leur affirmation qu'ils n'ont signé ni le document du 21 mars 1974 ni les documents du 29 juin et du 3 juillet 1974 que la presse argentine leur avait attribués.

Si l'impression contraire a été créée, cela est dû en grande partie au fait que l'organe du PST, Avanzada Socialista, avait lui-même confirmé l'infor-

mation de la presse bourgeoise à ce propos, et qu'il y a eu un retard extraordinaire dans la rectification effectuée par le PST.

Passons sur l'argument selon lequel il fallait attendre deux mois avant de rectifier publiquement l'erreur commise par Avanzada Socialista afin de donner à cette rectification une résonance plus grande grâce à l'apparition du camarade Coral devant la télévision. Mais quid du retard de la rectification interne ?

A trois réunions successives du Secrétariat Unifié,

les camarades du PST furent invités pour expliquer leur attitude à l'égard de la réunion et du document du 21 mars 1974. A aucune de ces réunions ils ne se sont présentés. Ils auraient pu préciser immédiatement par écrit qu'ils n'avaient pas signé le document. Ils se sont abstenus de le faire. La première indication écrite à ce propos est parvenue au S. U. dans la lettre du PST datée du 23 mai 1974, au début de juin. La première interprétation publique de la nouvelle version des faits est parvenue au S. U. trois mois après les faits, avec le numéro du 26 juin 1974 de *Avanzada Socialista*, qui a précisé qu'ils n'avaient pas signé le document. Nous n'avons jusqu'ici reçu aucune explication des raisons qui ont incité le PST à retarder aussi longtemps une rectification interne qui aurait pu être envoyée dans les 48 heures après la réception de la première lettre du S. U.

Nous donnons également acte aux camarades du PST que, dans le texte publié de la résolution du S. U. du 12 juillet 1974, le passage relatif à la conception du PST sur la défense de l'institutionnalisation a été placé entre guillemets, par suite d'une erreur de transcription du manuscrit. Il est exact qu'il ne s'agit pas d'une citation de *Avanzada Socialista*; mais bien de notre propre jugement sur la signification des conceptions et de l'action des dirigeants du PST, jugement fondé non sur une prétendue citation abusive, mais sur une analyse que nous ne pouvons que confirmer.

Tout cela ne vise pas le fond du problème. Ce qui a préoccupé la direction de la IVème Internationale, ce n'est pas seulement le fait que, selon la presse argentine, y compris *Avanzada Socialista*, le PST aurait signé une déclaration commune avec 7 partis, dont plusieurs partis bourgeois, y compris le principal parti bourgeois d'opposition du pays. Ce qui l'a préoccupée c'est également l'argumentation avec laquelle la direction du PST avait justifié la rencontre avec les représentants du gouvernement et les partis bourgeois, et avec laquelle *Avanzada Socialista* avait justifié -- "par erreur", il apparaît maintenant -- la signature d'un document commun des 8 partis.

Cette argumentation continua à être développée par *Avanzada Socialista* pendant des mois. Elle fut, de ce fait, révélatrice d'une orientation politique qui, du moins sur une question importante, rompt avec la continuité programmatique de la IVème Internationale et du marxisme révolutionnaire. Voilà la raison pour laquelle la direction de la IVème Internationale a jugé nécessaire de rendre publique sa critique du PST dans la déclaration du 12 juillet 1974 et, à la demande du PST, continue maintenant la discussion publique.

Ainsi, dans le premier démenti publié par *Avanzada Socialista* du 26 juin 1974, on pouvait lire ceci : (nous citons d'après une traduction de la version anglaise reproduite dans *Intercontinental Press* du 15 juillet 1974) :

"Dans notre pays, les libertés démocratiques dont nous jouissons aujourd'hui sont le résultat des importantes luttes ouvrières qui se sont développées à partir du Cordobazo. Ces libertés sont menacées par le développement de groupes fascistes qui sont soutenus par une aile du gouvernement, par la bureaucratie syndicale et par la bourgeoisie. Face à cette menace, nous considérons qu'il est non seulement permis, mais obligatoire de passer des accords limités, tactiques, temporaires, avec tout secteur qui se prononce en défense des droits démocratiques.."

"Un des huit partis proposa qu'une déclaration commune soit faite et présenta un projet. Notre parti proposa un certain nombre de changements qui furent partiellement acceptés. Au moment où le journal allait être imprimé, les éditeurs pensaient que le document portait la signature du PST. Mais en fait il ne fut pas signé car il existait encore des désaccords".

Cela ne peut signifier qu'une chose : en principe la direction du PST continue à penser que la signature d'un document commun avec le PC et un certain nombre de partis bourgeois, dont le principal parti bourgeois d'opposition du pays, "pour la défense du processus d'institutionnalisation" était correcte. Si le PST n'a pas signé cette déclaration commune, c'est simplement parce qu'un accord sur le contenu précis de la déclaration n'avait pas (faut-il dire : encore ?) été atteint.

Dans le numéro du 4 juillet 1974 d' *Avanzada Socialista*, ce journal revient à la charge et écrit (nous traduisons toujours d'après la version anglaise reproduite dans *Intercontinental Press* du 22 juillet 1974) :

"Notre parti est la seule organisation militante restant en Argentine qui a déclaré publiquement qu'elle soutenait le processus d'institutionnalisation". "En octobre 1972, des représentants de notre parti ont rencontré le représentant de la dictature militaire pour lui dire que nous soutenions le "processus d'institutionnalisation" et pour demander le retrait de la junte militaire du gouvernement...". "... aujourd'hui... une fois de plus, au lendemain de la mort du général Peron, nous avons répété notre soutien au "processus d'institutionnalisation" contre les attaques de la droite putchiste."

Nous étions et nous sommes en totale opposition avec cette orientation politique, dont la logique fondamentale, s'appuyant sur une citation tronquée de Lénine, s'exprime de la manière la plus nette dans le passage suivant d' *Avanzada Socialista* du 4 juillet 1974 :

"En bref, depuis que le Cordobazo a déclenché la lutte contre le régime d'Onganía, le mot 'institutionnalisation' a acquis dans la politique argentine un sens différent que celui donné par le dictionnaire. Il est devenu synonyme de lutter pour défendre ou obtenir des droits démocratiques.

"C'est pourquoi nous avons utilisé ce terme dans des déclarations publiques. Et nous ne regrettons pas de l'avoir utilisé pour condamner la dictature militaire, même si cela pouvait avoir pour effet de défendre les élections remportées par les péronistes; ou pour condamner le coup de Navarro, même si cela pouvait avoir pour effet de défendre Obregon Cano; ou pour condamner un coup d'Etat maintenant, même si cela a comme effet de défendre le gouvernement péroniste... C'est ce à quoi Lénine faisait référence quand il disait que tout révolutionnaire devait faire la différence entre les formes de gouvernement et défendre les formes supérieures..."

"Comment doit-on défendre le processus d'institutionnalisation ?

"Le fait que, quand nous défendons les droits démocratiques notre position coïncide avec celle de courants ou de partis non ouvriers et non socialistes ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec eux sur autre chose ou sur la façon de défendre ces droits démocratiques.

"Notre parti sera toujours d'accord avec Balbin et les avocats du FAS pour s'opposer par tous les moyens à l'interdiction du quotidien *El Mundo*. Balbin le fait au nom de la constitution bourgeoise libérale qu'il soutient. Nous le faisons au nom

de la démocratie ouvrière et du socialisme. Ces convergences avec des secteurs de la bourgeoisie peuvent s'exprimer sous forme d'accords, de documents et de déclarations limités, etc. Toutes ces différentes actions publiques, allant de communiqués communs à des meetings sont utiles et aident à créer le type de conscience et de climat social nécessaires pour défendre les libertés civiles ou condamner le fascisme. De plus, ils sauvegardent et renforcent les droits légaux du parti révolutionnaire".

Nous ne pouvons que répéter : nous sommes en désaccord total avec cette conception de la lutte contre le fascisme et les menaces de la dictature doitière. La lutte contre le fascisme et les menaces de la dictature de droite est, pour le mouvement trotskyste et la IVème Internationale, axée sur la nécessité du Front Unique Ouvrier, qui est un front de classe et non un front inter-classe. Nous rejetons la politique social-démocrate du moindre mal selon laquelle les travailleurs doivent défendre les "formes de gouvernement" bourgeois "supérieures" ou "meilleures" contre des formes de gouvernement "moins bonnes" ou "inférieures". Lénine a expliqué qu'il était parfaitement possible de lutter contre Kornilov sans défendre la forme de gouvernement "supérieure" de Kérénsky. Trotsky a expliqué maintes fois que la nécessité de combattre la menace fasciste comme la pire menace qui pèse sur la classe ouvrière n'implique en rien une défense du gouvernement "supérieur" de Brüning, sans parler de celui de von Papen ou de von Schleicher contre Hitler. (Léon Trotsky : *The Struggle Against Fascism In Germany*, pp. 95, 108, 135-37, 140, 152, etc. Pathfinder Press, New York, 1971).

La position adoptée par Avanzada Socialista fut si outrancière que le PST a dû faire machine arrière en la matière et esquisser un début d'auto-critique dans sa déclaration du 20 août 1974. Nous y lisons : "Les auteurs de la résolution du S. U. formulent une autre accusation contre les dirigeants du PST. Selon eux, 'En même temps, ils (les dirigeants du PST) oublient la différence fondamentale qui existe entre les droits démocratiques exigés par le mouvement ouvrier et les structures de la démocratie bourgeoise'.

Nous reconnaissons que certaines des formulations que nous avons employées ont pu provoquer cette impression. Il est même possible que nous ayons commis l'erreur, dans la situation actuelle en Argentine, de ne pas faire assez précisément la différence entre une 'structure bourgeoise' donnée et la défense des droits démocratiques".

Malheureusement ce début d'auto-critique que nous saluons est arrêté net par une tentative de tout réduire à la confusion sémantique au sujet du mot "institutionnalisation". Le mot ne serait pas utilisé dans le sens du dictionnaire mais signifierait "la garantie institutionnelle des droits démocratiques". Sans vouloir entrer dans le débat sémantique, nous attirons l'attention des camarades du PST sur le fait qu'eux-mêmes ont utilisé ce terme dans un sens bien plus large -- qui ne s'écarte pas tellement du sens commun que les "dictionnaires" lui attribuent communément. Quand Avanzada Socialista se réfère, à propos du "processus d'institutionnalisation" aux élections gagnées par les péronistes (N° du 4 juillet 1974); quand le PST insiste sur la nécessité d'obtenir des garanties constitutionnelles des droits démocratiques (Intercontinental Press, 9 septembre 1974); quand le camarade Coral affirme à la réunion "multisectorielle" du 9 octobre 1974 : "(Le PST) continuera à lutter contre tous les facteurs qui créent le climat putchiste et luttera pour la continuité de

ce gouvernement, parce qu'il a été élu par la majorité des travailleurs argentins". (Avanzada Socialista, 15 octobre 1974).

Il est évident qu'il ne s'agit pas seulement de la "garantie des libertés démocratiques", mais aussi du fonctionnement des institutions de l'Etat bourgeois dit démocratique parlementaire dans son ensemble. Cela inclut, visiblement les élections parlementaires, le parlement, l'appareil d'Etat bourgeois, le gouvernement issu de ces élections, etc., etc.. Et les marxistes-léninistes savent que ces institutions impliquent aussi la défense de la propriété bourgeoise, de l'exploitation capitaliste et de l'appareil de répression destiné à cette défense.

L'insuffisance de l'auto-critique et la confusion qu'elle maintient proviennent du fait que les camarades du PST identifient la question de l'"institutionnalisation", c'est-à-dire la continuité des institutions démocratiques parlementaires de l'Etat bourgeois, avec celle de la défense des libertés démocratiques. Il est vrai que la déclaration du PST du 20 août 1974 se prononce contre tout appui politique à un régime ou à une coalition bourgeois. C'est vraiment le moins que l'on puisse exiger d'une organisation qui se réclame du trotskysme. Mais le rejet de l'appui de la politique d'un régime bourgeois" combiné avec l'appui au processus d'institutionnalisation", c'est-à-dire la consolidation et le renforcement des institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise, laisse entièrement ouverte la question de l'attitude du PST à l'égard de l'Etat bourgeois. Et c'est cette question qui se trouve au centre de la controverse. L'auto-critique du PST n'a point clarifié l'attitude de ce parti à ce propos. Nous espérons qu'elle sera étendue jusqu'à l'élimination de toute équivoque à propos de ce problème crucial.

Les origines de la confusion apparaissent assez clairement lorsque la question des accords avec des partis ou des représentants de la bourgeoisie est examinée. Les marxistes-révolutionnaires sont partisans de la défense des libertés démocratiques. Ils ont même toujours admis la possibilité d'accords techniques conjoncturels avec des libéraux bourgeois sur des objectifs pratiques de lutte pour une liberté démocratique déterminée et précise, tout en rejetant tout bloc politique avec la bourgeoisie libérale. Trotsky cite à ce propos le fait que ces bourgeois juifs donnaient de l'argent aux groupes ouvriers sociaux-démocrates en Russie, afin de leur permettre d'acheter des armes pour combattre les Cent-Noirs organisateurs de pogroms. Seuls des sectaires invétérés, qui ne s'intéressent guère à la lutte pratique, pourraient rejeter un tel accord comme "opportuniste".

De même, aucun révolutionnaire disposant d'un minimum de bon sens refuserait l'appui d'un politicien bourgeois dans une campagne pour défendre ou reconquérir la légalité d'un journal ouvrier ou l'exercice du droit de grève, sans pour autant subordonner de quelque manière que ce soit son orientation générale, y compris dans la défense de cette liberté démocratique, aux exigences d'une recherche de cet appui, c'est-à-dire à une politique de compromis avec la bourgeoisie "libérale".

Apparemment le document du Comité Exécutif du PST du 20 août 1974 dit la même chose. Mais en glissant de la question d'un accord technique occasionnel pour la défense d'une liberté démocratique particulière à la recherche d'accords avec la bourgeoisie "libérale" pour la défense des libertés démocratiques en général, on passe insensiblement à la recherche d'accords politiques pour la défense

des institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise.

Ceci se dégage clairement des citations précitées de *Avanzada Socialista* du 4 juillet 1974, lorsque ce journal parle de "convergence avec des secteurs de la bourgeoisie (qui) peuvent s'exprimer sous forme d'accords, de documents et de déclarations limités, etc. Toutes ces différentes actions publiques (!), allant de communiqués communs à des meetings, sont utiles et aident à créer le type de conscience et de climat social (!) nécessaires pour défendre les libertés civiles ou condamner le fascisme(!)".

C'est précisément pour éviter de telles confusions que Trotsky clarifie les objectifs du Front Unique Ouvrier dans la lutte contre la montée du fascisme, en faisant la distinction entre la défense des "germes, des éléments de démocratie prolétarienne au sein de la démocratie bourgeoise", et la défense des institutions démocratiques bourgeoises de l'Etat bourgeois :

"Que 'défendra' le Parti Communiste? La Constitution de Weimar? Non il laissera cette tâche à Brandler. Le Parti Communiste doit appeler à la défense des positions matérielles et morales que la classe ouvrière a réussi à gagner dans l'Etat allemand. Ceci concerne plus directement le sort des organisations politiques ouvrières, des syndicats, des journaux, des imprimeries, des clubs des librairies, etc. Les ouvriers communistes doivent dire à leurs camarades social-démocrates: 'La politique de nos partis est irrécyclable opposée, mais si les fascistes attaquent cette nuit votre local, nous accourrons, les armes à la main, pour vous aider. Nous promettons, si notre organisation est menacée, de venir nous aider?' Voilà la quintessence de notre politique pour la période à venir. Toute agitation doit tourner autour de cela." (The Struggle Against Fascism In Germany, p. 72).

Et encore plus clairement dans un article intitulé "Le fascisme et les mots d'ordre démocratiques" daté du 14 juillet 1933 :

"Il est vrai que l'essor du mécontentement des classes moyennes et de la résistance des travailleurs provoquera une division dans le bloc des classes possédantes, et incitera une "aile gauche" à rechercher des liens avec la petite-bourgeoisie. Mais la tâche du parti du prolétariat à l'égard de l'aile "libérale" des possédants ne consistera pas à les intégrer dans un bloc de "toutes les classes" contre le fascisme, mais, au contraire, à engager immédiatement une lutte décidée contre elle, pour l'influence sur les couches inférieures de la petite-bourgeoisie". (L. Trotsky, *Schriften über Deutschland*, Band II, p. 600).

Or, les rencontres auxquelles le PST participe n'ont nullement pour objectif d'engager des actions pratiques en vue de défendre une liberté démocratique déterminée, une conquête déterminée de la classe ouvrière. Il s'agit de rencontres qui affirment -- en présence du gouvernement -- la défense du "processus d'institutionnalisation". Des rencontres régulières avec les partis bourgeois d'opposition et le PC deviennent d'ailleurs à leur tour des rencontres institutionnalisées. Cela s'appelle en termes politiques : un "bloc politique interclasses" contre ceux qui "emploient la violence" en Argentine, et qui menacent de ce fait, "le processus d'institutionnalisation".

Cette orientation politique est inadmissible du point de vue des principes. Elle est totalement inefficace du point de vue des effets désirés de lutte contre la

menace fasciste et contre la terreur d'extrême-droite.

Dans son numéro du 28 mars 1974, *Avanzada Socialista* a fait grand cas d'une citation de Trotsky affirmant que dans la lutte contre le fascisme, on pourrait même s'allier au diable et à sa grand-mère. Mais l'organe du PST évite d'ajouter que cette citation avait pour but d'expliquer aux travailleurs communistes la nécessité du front unique avec le parti social-démocrate, c'est-à-dire un parti ouvrier réformiste, dont les dirigeants sont, sans aucun doute, des représentants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, mais qui n'en fait pas moins partie du mouvement ouvrier organisé. Trotsky ne proposait nullement pareil accord avec des partis bourgeois, comme ceux qui participent aux rencontres régulières des 7 partis avec le PST.

En tirant cette citation de son contexte, *Avanzada Socialista* ne précise surtout pas que le même article dont cette phrase est extraite -- "Et maintenant?" -- est axé tout entier sur l'idée d'un front unique de classe, d'une opposition 'classe contre classe', pour combattre la montée du fascisme :

"Le débat concernant la politique du front unique trouve son origine dans les nécessités fondamentales et inexorables de la lutte classe contre classe". (The Struggle Against Fascism In Germany, p. 179).

"Classe contre classe! cela signifie que toutes les organisations du prolétariat doivent prendre place dans le front unique contre la bourgeoisie.

"Le programme pratique du front unique est déterminé par des accords entre organisations rendus publics aux masses. Chaque organisation reste sous son propre drapeau et sous sa propre direction. Chaque organisation obéit dans l'action à la discipline du front unique.

"Classe contre classe! Une agitation inlassable doit être menée afin d'amener les organisations social-démocrates et les syndicats réformistes à rompre avec les perfides alliés bourgeois du "Front de Fer" et à rejoindre les communistes et toutes les autres organisations du prolétariat." (idem p. 256).

Trotsky a considéré la rupture de l'alliance entre les sociaux-démocrates et les bourgeois "libéraux anti-fascistes" du Staatspartei une condition concomitante pour la constitution d'un front unique ouvrier contre le fascisme. Il a appelé à l'expulsion de ces bourgeois libéraux de l'Eiserner Front (le Front de Fer) au même moment où il réclama la conclusion d'accords entre le parti social-démocrate et le PC.

Le PST oppose-t-il à cette conception de Trotsky du Front Unique Ouvrier celle d'un bloc avec des partis libéraux bourgeois pour la défense du "processus d'institutionnalisation" ?

Cette conception de Trotsky n'était pas une concession au climat ultra-gauchiste de l'Internationale Communiste du début des années 30. Elle plonge ses racines dans la compréhension marxiste des origines et de la nature du fascisme. A la source de la montée du fascisme se trouve la crise structurelle du capitalisme décadent, et la crise du régime parlementaire bourgeois qui est son corollaire. Plus s'aggravent ces deux crises sans que l'avant-garde révolutionnaire soit capable d'entraîner la classe ouvrière vers le renversement du capitalisme, et plus se multiplient les bouillons de culture des microbes fascistes. Dans ces conditions, opposer à la montée du fascisme la défense des institutions parlementaires bourgeoises de plus en plus

paralysées et en décomposition, c'est courir à une défaite certaine. Trotsky précise à ce propos :

"La conclusion n'est-elle pas évidente que, confronté à des difficultés et des tâches trop grandes pour lui, le régime démocratique perd contrôle?... Les difficultés intérieures et extérieures de la nation allemande ont exacerbé la lutte de classe au point où personne ne peut ou ne veut la subordonner aux conventions parlementaires. Certains peuvent le regretter, reprocher amèrement aux partis extrémistes leur inclination vers la violence, espérer un meilleur futur. Mais les faits sont les faits. Les fils de la démocratie ne supportent pas un voltage trop élevé. Tels sont, cependant, les voltages de notre époque". (idem, pp. 267/268).

Le Front Unique Ouvrier contre le fascisme est pour cette raison entièrement axé sur l'action extra-parlementaire des travailleurs. La défense des organisations ouvrières contre les bandes fascistes est une précondition indispensable pour renforcer la confiance en elle-même, la force de frappe, la combativité de la classe ouvrière. C'est pourquoi, vouloir passer "à l'offensive" aussi longtemps que le fascisme n'est pas refoulé représente du bavardage irresponsable. Mais cette défense doit déclencher une dynamique d'offensive anti-capitaliste, pour rendre la lutte anti-fasciste victorieuse :

"La tâche d'écrasement du fascisme garde toute son acuité. La bataille décisive du prolétariat contre le fascisme marquera l'affrontement simultané avec l'appareil de l'Etat bonapartiste. Ceci fait de la grève générale un instrument indispensable de la lutte. Il faut la préparer. Il faut élaborer un plan spécial de grève générale, un plan pour la mobilisation des forces qui la réaliseront. En partant de ce plan, une campagne de masse doit être développée, sur la base de laquelle un accord pour organiser la grève générale dans des conditions politiques bien déterminées peut être proposé à la social-démocratie. Cette proposition, répétée et concrétisée à chaque nouvelle étape, amènera, dans le cours de son développement à la création de soviets comme organes supérieurs du front unique". (idem p. 321).

Et encore plus clairement :

"La logique des événements est telle que la lutte pour le "parlement" et pour la "démocratie" devient, pour tout ouvrier social-démocrate une question de pouvoir. C'est en cela que repose le principal contenu de tout le conflit du point de vue de la révolution. La question du pouvoir est la question de l'unité révolutionnaire du prolétariat dans l'action. Une politique de front unique par rapport à la social-démocratie doit être suivie dans un futur très proche afin de rendre possible, sur la base d'une représentation démocratique prolétarienne, la création d'organes de lutte de classe, c'est-à-dire de soviets."

Bien sûr l'Argentine de 1974 n'est pas l'Allemagne de 1932. Il y a des différences importantes dans la structure sociale des deux pays, dans le poids relatif des différentes classes sociales, et surtout dans les formes d'organisation, la tradition politique et le niveau de conscience de classe politique des travailleurs des deux pays. Mais aucune "particularité nationale" ne peut transformer le parti radical de M. Balbin en candidat sérieux pour l'organisation d'une grève générale -- sans parler de conseils ouvriers ! -- aux côtés d'organisations ouvrières. N'est-il pas évident que Trotsky défend une orientation politique différente dans ses propositions de lutte contre la menace fasciste par le front unique ouvrier conduisant à l'action de classe unitaire du pro-

létariat et culminant dans une grève générale, que l'orientation qui voit dans des rencontres régulières avec des partis bourgeois, la signature de déclarations et de communiqués communs avec ces partis, l'organisation de meetings publics avec ces partis, la condition utile à créer "le type de conscience et de climat social nécessaires pour défendre les libertés civiles ou condamner le fascisme"? (Avanzada Socialista, 4 juillet 1974).

Les camarades du PST sont d'ailleurs pris dans une contradiction supplémentaire. Ils insistent lourdement sur le fait qu'ils sont et restent irrémédiablement opposés à des coalitions de type "front populaire". Excellente résolution ! Mais ils semblent oublier que les fronts populaires furent constitués dans les années 30 exactement dans le même but de "défendre les libertés démocratiques" contre la menace fasciste. Si non seulement des accords techniques mais aussi des accords politiques avec des partis libéraux bourgeois sont admis pour la défense non seulement d'une liberté démocratique spécifique, mais des libertés démocratiques en général, quel reste le fondement de l'opposition marxiste-révolutionnaire à cette politique "anti-fasciste" du Front Populaire ? Est-ce seulement le fait que le Front Populaire contient aussi un programme gouvernemental ? Deviendrait-il acceptable sans un tel programme ? Si l'accord avec des partis bourgeois est admissible pour défendre les libertés démocratiques, n'est-il pas plus admissible encore pour leur reconquête, là où elles ont été supprimées ? Quelle reste alors la validité de l'opposition marxiste-révolutionnaire à la politique de "front anti-fasciste" avec la bourgeoisie "libérale" et ses partis politiques, du PC espagnol, du PC chilien et du PC uruguayen -- pour ne citer que ces trois exemples ?

La question n'est pas simplement rhétorique. Déjà le PRT(U), un allié politique étroit du PST, s'est prononcé carrément en faveur d'un tel front pour la "reconquête des élections libres" :

"Face à cette situation et à la façon dont la conscience de la classe ouvrière a progressé par suite de la grève générale colossale qu'elle a menée en défense des derniers vestiges de ses droits démocratiques, qui ont été arrachés par les putschistes, nous pensons que la lutte commencée en juin (1973) doit continuer. Elle doit continuer pour renverser la dictature en avançant un programme qui résume les revendications les plus urgentes des travailleurs et regrou-

pe derrière lui l'ensemble du mouvement populaire, y compris les secteurs de la bourgeoisie elle-même qui sont opposés à la dictature. Nous pensons que ce programme... est résumé dans la revendication d'élections libres dans lesquelles tous les partis puissent participer." (Prensa Obrera, 11 mars 1974, cité dans Intercontinental Press du 22 avril 1974 - Nous soulignons).

Nous pouvons demander aux camarades du PST : êtes-vous d'accord avec ce "bloc" avec la bourgeoisie libérale pour la "défense" ou la "conquête" des "élections libres" ? Est-ce cela la ligne que Trotsky a défendue comme orientation pour la lutte contre le fascisme et les menaces de dictature d'extrême-droite ? Est-ce là l'orientation du Front Unique Ouvrier ? Une auto-critique urgente et complète ne s'impose-t-elle pas devant tant de confusion dangereuse ?

3.

La gravité de l'erreur commise par le PST acquiert une dimension supplémentaire lorsqu'on la place dans le contexte de la situation politique concrète qui existe aujourd'hui en Argentine.

Les marxistes-révolutionnaires sont unanimes pour estimer que le remplacement de la dictature militaire de Lanusse par le retour au pouvoir des péronistes est le résultat de la montée d'un mouvement de masse explosif à partir de la grève insurrectionnelle de Cordoba en 1969. Nous ajouterons que le développement de formes multiples d'affrontements armés entre les forces militaires bourgeoises d'une part, et des secteurs des masses ainsi que des groupes d'avant-garde d'autre part, créa pour la bourgeoisie le danger précis d'une guerre civile dans laquelle des fractions entières des masses laborieuses seraient successivement engagées, danger qui précipita son option en faveur d'un retour des péronistes.

En promouvant le "processus d'institutionnalisation" à travers le Grand Accord National, la grande bourgeoisie argentine, appuyée par l'impérialisme, poursuivit le but essentiel d'écarter le risque d'un affrontement global entre son armée et les masses (qui impliquait d'ailleurs une remise en cause de la cohésion interne de cette armée), de rétablir son contrôle sur le mouvement ouvrier à travers la bureaucratie syndicale péroniste, d'arrêter la montée impétueuse des luttes ouvrières et de relancer le processus d'accumulation du capital grâce à la "paix sociale" rétablie à l'intérieur, et combinée avec des opérations précises à l'extérieur (recherche d'investissements auprès des impérialismes européens et japonais; recherche de nouveaux débouchés dans les Etats ouvriers bureaucratés; développement du "bloc andin" comme marché privilégié de l'industrie argentine vis-à-vis de son concurrent brésilien, etc.).

Mais la condition sine qua non de réussite de ce projet péroniste, ce fut l'acceptation de la "paix sociale" par l'ensemble de la classe ouvrière en échange d'"élections libres" et de quelques améliorations des salaires réels en comparaison avec les pires moments de la dictature militaire. Or, la situation dans le mouvement ouvrier, après l'expérience de la dictature militaire et après les Cordobazos, ne fut plus celle d'un contrôle intégral de la bureaucratie péroniste sur l'ensemble des travailleurs. Un nombre croissant de ceux-ci -- bien qu'encore largement minoritaires à l'échelle nationale -- commençaient à agir de manière autonome, soit dans certaines régions (par exemple Tucuman, Cordoba), soit dans certains secteurs (par exemple les ouvriers des industries graphiques).

Dans ces conditions, le rétablissement du régime péroniste impliquait inévitablement une répression croissante, violente et terroriste, non seulement contre l'extrême-gauche péroniste et les groupes engagés dans la guérilla, mais aussi contre tous les secteurs autonomes du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière. Des attentats commis contre la jeunesse péroniste le jour même du retour de Peron en Argentine (massacre de l'aéroport de Ezeiza) jusqu'aux opérations de ratisage des locaux des syndicats en octobre 1974, en passant par d'innombrables attentats à la bombe et assassinats de militants de gauche, cette répression n'est nullement une "riposte" à la "violence de l'extrême-gauche" comme le prétendent ses apologistes ouverts ainsi que d'autres porte-parole de la bourgeoisie. Elle est inscrite dans la logique même du projet du Grand Accord National : ramener à tout prix la "paix sociale", isoler les secteurs radicalisés de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie qui ne se soumettent pas à la "paix sociale" pour pouvoir les écraser. La résolution sur l'Argentine adoptée par le Xème Congrès Mondial (4ème Congrès depuis la réunification) avait affirmé à ce propos :

"C'est cette même explosion des conflits internes

du péronisme qui a rapidement mis en évidence le caractère instable de la nouvelle période de démocratie bourgeoise. Mais au-delà de la lutte intestine au sein du mouvement péroniste, l'escalade des bandes para-policières et de la bureaucratie vise à porter des coups sélectifs mais efficaces contre des secteurs de l'avant-garde sociale qui refusent d'accepter les impératifs de la "reconstruction nationale" capitaliste. Les assassinats de militants, les enlèvements et les attentats droitiers de divers types se succèdent à un rythme jamais vu, même sous la dictature militaire. Curieuse 'démocratie' qui développe la terreur blanche à partir des plus hautes sphères gouvernementales! La répression sélective, sous couvert de l'activité des bandes parallèles, va être complétée par une nouvelle législation répressive à différents niveaux".

C'est exactement ce qui est arrivé. Cette répression "institutionnalisée" et systématisée sous la conduite directe de l'"homme fort" du régime péroniste, Lopez Rega, révèle le caractère hypocrite et frauduleux des affirmations des dirigeants péronistes -- hier le général Peron et aujourd'hui Maria Estella Peron -- selon lesquelles "le processus d'institutionnalisation" ne justifie aucune forme de violence. Ceux qui font ces déclarations tolèrent, couvrent, justifient et organisent une terreur systématique contre les secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière et de la jeunesse. Le premier devoir d'un parti révolutionnaire en Argentine, c'est de dénoncer cette hypocrisie abjecte.

La participation du PST aux rencontres institutionnalisées entre le gouvernement et l'opposition dite du "centre-gauche" prend au contraire figure de couverture de gauche d'une opération politique par laquelle le régime péroniste cherche à camoufler sa responsabilité dans l'organisation d'une répression anti-ouvrière et anti-révolutionnaire, derrière le paravent de déclarations verbales contre "le terrorisme d'où qu'il vienne". En publiant dans son journal de grandes manchettes comme "Ni guérilla, ni pacte social", en multipliant les condamnations du "terrorisme de gauche et de droite", en affirmant que les "guérillas créent le prétexte" du déclenchement de la terreur de droite, le PST jette de l'eau sur le moulin de la propagande bourgeoise, selon laquelle la terreur fasciste serait le "produit" de la "violence de gauche" au lieu de dénoncer la répression terroriste contre l'extrême-gauche et les secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière comme le produit logique et inévitable du projet péroniste de rétablissement à tout prix de la "paix sociale" et de la collaboration de classe dans un climat d'exacerbation de la lutte de classe.

La participation du PST à la comédie hypocrite de "concertation nationale" autour d'un appui du processus d'institutionnalisation, organisée par le régime péroniste est d'autant plus lourde de conséquences qu'elle permet à la presse bourgeoise de diffuser à des millions d'exemplaires des informations concernant l'approbation par le PST de la propagande gouvernementale d'"union de tous les argentins autour des institutions démocratiques, dans la condamnation unanime de la violence." Et la déclaration de Juan Carlos Coral, faite devant la "réunion multisectorielle" du 8 octobre 1974 n'est pas faite pour démentir cette propagande. Nous y lisons notamment :

"Assumant pleinement la part de responsabilité qui nous revient dans le processus politique, avec la sincérité avec laquelle nous avons toujours exprimé notre point de vue, et avec la sincérité que Madame la Présidente elle-même nous demandait, dans son introduction, nous sommes venus ce matin pour répudier catégoriquement toutes les formes de terrorisme, toutes les manifestations de terrorisme individuel ou de groupes, qui s'exercent en mar-

ge de la volonté et des besoins des masses, et pour répudier également cette autre forme de violence plus générale et quasi institutionnalisée dans notre pays, le coup d'Etat.

"Je termine, Madame, en disant que notre parti considère cette forme de dialogue, qui n'a pas de précédent dans le pays, utile. Nous ne prétendons pas modifier la politique du gouvernement par un discours, mais, certainement, Madame la Présidente et Messieurs les Ministres retiendront certaines des observations que nous avons faites.

"Nous savons que les limites bourgeoises du gouvernement l'empêcheront d'adopter les mesures minimales que nous réclamons. Il ne peut pas réaliser la Réforme Agraire, il ne peut pas exproprier les monopoles, il ne peut pas modifier substantiellement le rapport entre les prix et les salaires, il ne pourra certainement pas sanctionner durement les débordements de violence fasciste.

"Le socialisme des travailleurs continue à lutter contre tous ces facteurs qui créent le climat putchiste, et luttera pour la continuité de ce gouvernement, parce qu'il a été élu par la majorité des travailleurs argentins et parce qu'il permet l'exercice de certaines libertés démocratiques qui sont, à leur tour, une conquête des mobilisations ouvrières et populaires qui ont secoué le pays à partir du Cordobazo" (Avanzada Socialista, 15 octobre 1974).

Il est vrai que le discours de Coral tel qu'il est rapporté dans Avanzada Socialista contient aussi une condamnation de la "passivité" du gouvernement devant l'assassinat de militants ouvriers comme ceux du PST (condamnation qui ne fut pas rapportée dans la presse bourgeoise). Mais les passages que nous venons de publier, de même que les récits publiés dans Avanzada Socialista selon lesquels la présidente "s'approcha des délégués du PST pour exprimer ses condoléances concernant les pertes en vies humaines subies par le PST"; les gros titres sur la condamnation de la terreur blanche par les délégués oppositionnels à la réunion multisectorielle : tout cela facilite l'opération de camouflage et de couverture du gouvernement péroniste au lieu de la dénoncer. Lorsque cela intervient à la veille de la pro-

clamation de l'état de siège; après le vote des dispositions anti-grève; après la terreur de plus en plus accentuée contre le PST lui-même, cela sert, manifestement, davantage à la bourgeoisie et le régime péroniste que cela ne contribue à défendre le PST contre la violence d'extrême-droite ou les tentatives de l'illégaliser.

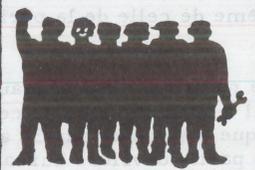
Il est donc grand temps que le PST réexamine et corrige sa politique d'"appui au processus d'institutionnalisation". Pour prendre toutes les initiatives nécessaires en vue de défendre de manière efficace son propre statut légal, la liberté d'action de toutes les organisations ouvrières, l'exercice intégral du droit de grève, la démocratie syndicale, pour défendre efficacement ses propres dirigeants et militants de plus en plus menacés par la terreur d'extrême-droite, il faut s'orienter résolument vers la ligne de Front Unique Ouvrier et de la propagation et mise en pratique de l'auto-défense contre la terreur fasciste, par les organisations ouvrières elles-mêmes,

Il est grand temps de mettre l'accent principal sur la responsabilité du gouvernement péroniste pour la répression contre la gauche et d'éviter toute fausse manœuvre qui sert en fait à couvrir cette responsabilité devant les masses.

La IVème Internationale a un devoir de clarification politique à remplir qui, nous en sommes persuadés, constitue une aide pour les camarades du PST et non une attaque de cette organisation sympathisante. Mais la tâche principale de ses sections, à l'heure actuelle, par rapport à la situation qui se développe en Argentine, est d'alerter le mouvement ouvrier et les masses laborieuses dans tous les pays contre la terreur en Argentine, pour la défense des organisations ouvrières et révolutionnaires victimes de la répression violente, légale et extra-légale, pour la défense du PST et des autres organisations sympathisantes de la IVème Internationale en Argentine. Nous sommes certains que nos sections ne failliront pas à cette tâche.

Le Secrétariat Unifié de la
IVème Internationale

document



l'évolution des partis communistes en europe capitaliste

Nous publions ci-dessous un document qui a été adopté, après discussion et amendements, au cours d'une réunion des bureaux politiques des sections et organisations sympathisantes de la IVème Internationale en Europe, les 5 et 6 novembre 1974.

1. - Les partis communistes, créés après la capitulation de la social-démocratie devant l'impérialisme en 1914 et la victoire de la révolution socialiste d'octobre en tant que partis révolutionnaires d'avant-garde du prolétariat, ont subi un processus de dégénérescence bu-

reaucraticque parallèle à celui qui s'est produit en Union Soviétique. Sous la pression de l'Internationale communiste contrôlée par la fraction stalinienne du PCUS (Parti Communiste d'Union Soviétique), ces partis ont progressivement perdu leur structure démocratique interne et leur capacité d'élaborer leur ligne politique en fonction des exigences du déroulement de la lutte de classes à l'échelle nationale, pour se transformer en instruments des manœuvres diplomatiques de la bureaucratie soviétique. Ce processus s'est achevé par la capitulation sans combat du PC allemand devant Hitler en 1933 et l'acceptation de

cette capitulation, sans auto-critique ni examen politique sérieux de la ligne de l'IC 1929-1933, par l'ensemble des PC.

La ligne politique des PC bureaucratisés et stalinisés a dès lors suivi les zigzags de la politique du Kremlin, en fonction des exigences de la défense bureaucratique du "bastion soviétique", défense à laquelle les intérêts de la révolution internationale sont systématiquement subordonnés dans la logique de la théorie du "socialisme dans un seul pays". Ces zigzags successifs sont :

- la ligne droitiste de 1925-28 (appui au Kuo-min-tang; comité syndical anglo-russe, etc.);
- la politique ultra-gauche dite de "troisième période", 1929-34;
- la politique droitiste d'alliance avec la bourgeoisie "démocratique" et le Front Populaire anti-fasciste, 1934-38;
- la politique de revirement et de phraséologie apparemment plus gauche durant la période du pacte Hitler-Staline 1939-41 (avec cependant, surtout en 1940, des complaisances coupables à l'égard de l'impérialisme nazi);
- la politique de "front national" avec la bourgeoisie impérialiste occidentale dans le cadre de l'alliance entre l'URSS et les impérialismes anglais et américain, 1941-47, qui a amené notamment les PC de France, d'Italie, de Grèce, à liquider les possibilités révolutionnaires ouvertes dans ces pays à la fin de la seconde guerre mondiale et à participer activement à la reconstruction de l'Etat bourgeois, de l'armée bourgeoise et de l'économie capitaliste, allant jusqu'à couvrir des guerres coloniales dans le cas de l'impérialisme français;
- la politique anti-impérialisme américain qui coïncide avec l'ouverture de la guerre froide et son exacerbation dans la guerre de Corée et la guerre d'Indochine 1948-52, politique combinant une phraséologie et un activisme temporaire (manifestation Ridgway) anti-impérialisme américain avec une ligne stratégique droitiste de "démocratie nouvelle" et de "révolution par étapes" qui la différencie notamment de celle de la 3ème période ou même de celle de la période 1939-41.

La nature des PC bureaucratisés et stalinisés qui se dégage de toute cette expérience historique s'étendant sur 30 ans (1923-53) est celle de partis ouvriers bureaucratisés qui, par leur origine, leur programme, leurs traditions, la manière dont ils sont perçus par la bourgeoisie impérialiste comme par le prolétariat, ainsi que par leur composition sociale et leur rôle objectif dans la société, continuent à faire partie du mouvement ouvrier organisé, mais dont la ligne politique courante ne reflète ni les intérêts de la bourgeoisie ni ceux de la petite-bourgeoisie, mais bien ceux de la bureaucratie qui a usurpé le pouvoir dans l'Etat ouvrier qu'est l'URSS. C'est cette inféodation à l'URSS, Etat ouvrier dégénéré, qui différencie fondamentalement les Partis Communistes des Partis Sociaux-démocrates, dont la conciliation et la capitulation devant la bourgeoisie impérialiste constitue le fondement objectif de l'orientation politique. Les PC, même quand ils rendent des services historiques décisifs à la bourgeoisie, comme ils le firent à l'époque du Front Populaire ou dans la période de 1944-47, le font non en fonction d'une quelconque inféodation au Grand Capital, mais en fonction de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique.

2. - A partir de la fin de la "guerre froide" (première conférence de Genève 1954) s'ouvre une longue période de rapprochement et de collaboration relatifs entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme, dont la phase actuelle, dite de "détente" n'est qu'un prolongement après bien d'autres (fin de la première guerre d'Indochine, rencontres Eisenhower - Khrouchtchev et Kennedy-Khrouchtchev, arrêt des expériences nucléaires dans l'atmosphère, etc.). Il s'agit d'une période s'étendant maintenant sur 20 ans, pendant laquelle l'orientation fondamentale des PC en Europe capitaliste n'a plus connu de zigzags importants, mais a été marquée par la ligne stratégique de la "coexistence pacifique", excluant l'éventualité d'une révolution prolétarienne et d'une lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir dans les pays impérialistes. C'est une stratégie fondamentalement axée sur les hypothèses suivantes :

- (a) La lutte entre le "camp socialiste" et le "camp impérialiste" est la manifestation principale de la lutte des classes à l'échelle mondiale (version "revue et corrigée" de la théorie du "socialisme dans un seul pays").
- (b) Aussi longtemps que les rapports de force économiques entre le "camp socialiste" et le "camp impérialiste" ne sont pas foncièrement modifiés (notamment par une production par tête d'habitant en URSS dépassant celle des pays impérialistes), le "passage au socialisme" est impossible en Occident.
- (c) Entre le régime du capitalisme des monopoles tel qu'il fonctionne aujourd'hui en Occident et le "régime socialiste" tel qu'il est conçu par les PC staliniens s'intercale une phase intermédiaire "d'alliances anti-monopolistes" qui est une alliance inter-classe réunissant la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie urbaine et rurale et la fraction "anti-monopoliste" de la bourgeoisie. Cette alliance réclame l'élimination du programme d'action des PC de tout objectif remettant en cause l'existence du régime capitaliste dans son ensemble. Elle présuppose la survie de l'appareil d'Etat bourgeois, soumis à un processus de "démocratisation".
- (d) Sortis de la période de guerre froide dans une situation d'isolement politique extrême par rapport à toutes les autres forces politiques de leurs pays respectifs, les PC ont comme tâche prioritaire de rompre cet isolement, en recherchant surtout des alliances avec la social-démocratie et la bureaucratie syndicale. Ils doivent pour cette raison éviter systématiquement toute orientation politique (notamment dans les syndicats et dans les grèves) qui les mettrait en opposition frontale avec la bureaucratie réformiste. La "détente internationale" est surtout perçue comme facilitant la rupture de l'isolement dans lequel se trouvent les PC.

Le fait qu'en dépit de tournants mineurs les PC d'Europe capitaliste ont suivi cette orientation fondamentale pendant maintenant 20 ans, sans zigzags essentiels et sans des retours périodiques à une phraséologie publique et à une éducation interne anti-capitalistes et révolutionnaires, comparables à celles du passé, ne peut pas ne pas avoir des effets profonds sur le niveau de conscience et la nature de l'activité de leurs militants et sympathisants. Ces effets justifient amplement la notion d'évolution des PC et le début de leur transformation. Mais l'évolution des PC n'est pas seulement fonction de cet alignement à long terme sur la stratégie des "voies pacifiques réformistes et électora-

les vers le socialisme". Elle est aussi influencée par la crise internationale du stalinisme et par les répercussions, au sein des PC, de la montée d'une nouvelle avant-garde à caractère de masse en Europe, ainsi que par la remontée impétueuse des luttes et de la radicalisation ouvrières. Ce sont donc les effets combinés de ces trois processus sur la nature des PC qu'il s'agit d'examiner.

3. - L'alignement systématique, pendant 20 ans, des PC d'Europe occidentale sur la stratégie de l'"alliance anti-monopoliste" et de la "démocratie avancée" a déclenché un processus de social-démocratisation de ces PC dans le sens suivant :

(a) Ces partis renforcent considérablement les illusions et idéologies réformistes au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, illusions et idéologies jadis représentées par la social-démocratie classique : orientation essentiellement électoraliste; illusions systématiquement nourries dans le Parlement bourgeois et les parlementaires bourgeois; tentatives de maintenir les grèves dans un cadre strictement revendicatif; absence de toute éducation révolutionnaire, etc.

(b) Sauf chez quelques survivants de l'ancienne génération (qui sont presque tous des bureaucrates) il n'y a plus guère parmi les militants des PC une continuité de pensée et surtout d'expérience avec les bases programmatiques de l'Internationale Communiste ou l'enseignement de Lénine concernant la démocratie bourgeoise, la dictature du prolétariat, la révolution mondiale, le rejet des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie, etc. Des militants éduqués systématiquement dans une pratique quotidienne néo-réformiste pourront de plus en plus difficilement faire un tournant rapide vers une pratique de type foncièrement différent (comme ce fut également le cas en 1914 pour le gros des militants sociaux-démocrates).

(c) Les succès, limités mais réels, de l'orientation néo-réformiste des PC dans plusieurs pays d'Europe occidentale (conquête de municipalités, conquêtes au sein de l'appareil syndical, positions parlementaires, positions dans les "organisations de masse", coopératives, féminines, culturelles, etc.), créent une dynamique sociale objective dans le sens de la social-démocratisation. Une partie de l'appareil des PC, surtout des PC de masse, conquiert des prébendes au sein de l'Etat parlementaire-bourgeois et de la société bourgeoise, comparables à celles conquises par la social-démocratie classique. Comme ce fut le cas pour cette social-démocratie classique, l'effet de ces prébendes est de moins en moins contrebalancé par une pratique et une éducation anti-capitalistes systématiques.

(d) La longue période de stabilité relative du capitalisme en Europe occidentale, 1949-68, et l'absence de grandes explosions révolutionnaires dans cette partie du monde durant cette période avaient considérablement renforcé cette évolution, jouant dans ce sens un rôle analogue à celui de la période d'essor impérialiste en Europe entre 1893 et 1914.

Cependant, s'il est plus que justifié de parler d'un processus de social-démocratisation en cours pour les PC d'Europe capitaliste, il serait erroné de conclure que ce processus est déjà parachevé, et que les PC se sont déjà transformés en partis sociaux-démocrates purs et simples. Les facteurs suivants révèlent

que cette évolution n'est pas encore achevée et que les PC n'ont pas encore subi une modification qualitative de leur nature sociale :

(a) Les PC d'Europe capitaliste n'ont pas encore rompu leurs liens privilégiés avec la bureaucratie soviétique. Ces liens sont matériels (il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de l'aide financière qui continue à provenir des Etats ouvriers bureaucratisés, les avantages que les dirigeants en tirent, les liens divers existant entre les cadres dirigeants des PC et ceux des Etats ouvriers, etc.). Ils sont aussi et en premier lieu politiques, la référence à l'Union Soviétique et au "mouvement communiste international" étant le signe distinctif principal des PC par rapport aux partis sociaux-démocrates et la justification à la fois de leur existence séparée aux yeux des masses ouvrières plus larges et de leur ligne droitière aux yeux du noyau le plus dur de leurs militants. En cas de conflit aigu entre leur propre bourgeoisie impérialiste et l'URSS, soit conflit direct, soit conflit "par pays interposé" (Moyen-Orient, Afrique), ils ne sont pas encore susceptibles de passer avec armes et bagages dans le camp opposé à l'URSS. Les progrès de la social-démocratisation de ces partis font qu'en cas de conflit, des parties de l'appareil prendraient certainement une telle position (comme elles le firent déjà d'ailleurs en 1939-40). Mais, jusqu'à preuve du contraire, le gros de cet appareil n'est pas enclin à une telle capitulation finale devant l'impérialisme.

(b) Les PC d'Europe capitaliste continuent à rassembler les cadres ouvriers adultes (non jeunes) les plus expérimentés et les plus militants, incarnant une conscience anti-capitaliste vague mais réelle et, dans de nombreux pays, une combativité largement supérieure à celle des militants réformistes sociaux-démocrates.

(c) La bourgeoisie impérialiste d'Europe capitaliste continue à considérer les partis communistes et leurs appareils comme un corps socialement étranger, non intégré et non intégrable au sein de la bourgeoisie. Même lorsque la collaboration gouvernementale avec le PC est acceptée comme une solution in extrémis en vue d'éviter une crise sociale révolutionnaire, cette collaboration se limite strictement à certaines sphères de l'appareil d'Etat et des appareils connexes. La bourgeoisie écarte toute pénétration du PC dans la sphère de l'armée, de l'appareil de répression, de la diplomatie. Il n'y a pas de dirigeants ou de cadres des PC au sein des conseils d'administration des grandes entreprises capitalistes privées.

C'est pourquoi la définition la plus correcte des PC des pays d'Europe capitaliste est celle de partis ouvriers bureaucratisés en voie de social-démocratisation mais continuant à s'aligner fondamentalement sur les intérêts historiques de la bureaucratie soviétique (ce qui se médiatise par l'idéologie concernant le "camp socialiste").

4. - La crise internationale du stalinisme a profondément marqué, elle aussi, l'évolution des PC d'Europe occidentale. La rupture du Kremlin avec le PC yougoslave d'abord, avec le PC chinois ensuite -- toutes deux manifestations indirectes de l'opposition irréconciliable entre la bureaucratie soviétique et les progrès, même déformés, de la révolution mondiale -- ; la répression par les armées commandées par la bureaucratie soviétique de la révolution hongroise d'abord, du "prin-

temps de Prague" ensuite; la réconciliation partielle entre Moscou et Belgrade, la montée d'une opposition politico-intellectuelle en URSS et ses répercussions en Occident; les répercussions de la révolution cubaine triomphante indépendamment du Kremlin et contre la ligne du PC cubain; les péripéties de la révolution indochinoise; l'apparition de nombre de PC de masse évoluant en fait de manière indépendante de Moscou et de Pékin (PC -(M) indien, PC japonais, PC vietnamien) : toutes ces manifestations de la crise internationale du stalinisme ont eu des effets de plus en plus marqués sur l'orientation des PC d'Europe capitaliste.

Un certain nombre de ces PC ont pris de plus en plus leurs distances par rapport au stalinisme traditionnel et ont commencé à critiquer publiquement l'attitude de la bureaucratie soviétique, tant en ce qui concerne son orientation internationale qu'en ce qui concerne certaines de ses décisions de politique interne. C'est notamment le cas des PC italien, néerlandais et du PC espagnol, ainsi que du PC grec dit "de l'intérieur". Si la remise en question de quelques unes des thèses classiques du stalinisme reste plus timide dans certains cas que dans d'autres, si l'alignement sur la diplomatie soviétique reste prédominant même si elle n'est plus inconditionnelle, si le dogme de l'"Etat guide" et du "parti-guide" n'est pas franchement rejeté sauf dans quelques cas, il faut cependant souligner que lors de l'invasion de la République Socialiste Tchécoslovaque par les armées du Pacte de Varsovie, un pas en avant significatif a été accompli dans la voie du "polycentrisme" des PC : la majorité des PC d'Europe occidentale ont condamné cette invasion, seuls les PC ouest-allemand, finlandais, luxembourgeois, portugais et grec (dit "de l'extérieur") l'approuvant inconditionnellement.

Certes, ce "désengagement" encore fort timide par rapport au Kremlin a été suivi d'abord par une "rechute" capitulaire par rapport à la "normalisation" imposée au PC tchécoslovaque. Mais l'attitude adoptée à l'égard de la persécution des intellectuels oppositionnels en URSS a confirmé que le comportement de la majorité des PC d'Europe occidentale en août 1968 n'était pas un événement isolé. L'alignement inconditionnel sur n'importe quelle décision, tant internationale qu'intérieure, des dirigeants du PCUS devient de plus en plus difficile aux dirigeants des PC d'Europe occidentale. Elle ne se maintient plus que dans quelques cas exceptionnels, explicables en fonction de la dépendance matérielle plus nette et plus immédiate par rapport au Kremlin (PC ouest-allemand et finlandais, émigration grecque et portugaise jusqu'à la chute de la dictature dans ces deux pays). La dynamique fondamentale va de toute évidence en direction inverse.

Cette dynamique est cependant foncièrement contradictoire. D'une part, elle reflète au sein même des PC d'Europe capitaliste les changements de la situation mondiale et de la situation en URSS même, qui rendent de moins en moins crédibles les dogmes fondamentaux du stalinisme. Le concept de la "forteresse assiégée" ne tient plus depuis la victoire de la révolution chinoise et de l'émergence de l'URSS comme principale puissance militaire eurasiatique. Les impératifs de la *Realpolitik* ne semblent plus incarnés par la politique du Kremlin, dans la mesure où celui-ci paraît pour le moins

co-responsable de la division du "camp socialiste" comme résultat du conflit sino-soviétique. Le rôle de frein joué par le centralisme bureaucratique, par les privilèges bureaucratiques, par l'absence de démocratie soviétique en URSS, tant pour le progrès économique et culturel du pays que du point de vue de l'attrait que le "modèle soviétique du socialisme" pourrait exercer sur la classe ouvrière occidentale, est de plus en plus évident. Dans ces conditions, s'opposer à toute critique publique de la bureaucratie soviétique devient une simple bagarre d'arrière garde au sein des PC d'Europe occidentale, où des renversements sensationnels de position sont inévitables (cf l'attitude du PCF dans l'affaire Soljénitsine).

Mais, d'autre part, la prise de distance par rapport à la bureaucratie soviétique correspond également à une pression du milieu ambiant, aux impératifs de rapprochement à tout prix avec la social-démocratie, à la tentative de renouer le contact avec l'intelligentsia et la bourgeoisie "libérales", au désir de conquérir à tout prix une respectabilité qui doit aboutir à la rentrée dans des coalitions gouvernementales. Le changement d'attitude à l'égard du Marché Commun et de la participation de "leur" pays à l'OTAN, de la part des PC qui ont l'ambition de participer à brève échéance à des gouvernements de coalition est fort significative à ce propos. Si la première motivation des critiques par rapport au Kremlin laisse ouverte la voie d'évolution de PC (ou de groupes scissionnés) vers des positions centristes, voir centristes de gauche, la seconde cadre parfaitement avec l'évolution de ces partis dans le sens droitier, c'est-à-dire dans le sens de leur social-démocratisation. C'est là incontestablement la dominante dans l'évolution contradictoire des PC, dominante que des prises de distance à l'égard du Kremlin, occasionnelles, limitées et foncièrement opportunistes, ne peuvent donc que confirmer.

5. - Une distinction doit être faite entre des PC à influence de masse qui jouent un rôle prédominant au sein du mouvement ouvrier de leur pays (essentiellement les PC italien, français, portugais, espagnol et, dans une moindre mesure, grec) et les PC "petits" qui n'exercent qu'une influence minoritaire (quelquefois même marginale) au sein du mouvement ouvrier organisé. Certes, il y a des cas intermédiaires comme celui du PC finlandais qui, tout en étant minoritaire au sein de la classe est incontestablement un parti à influence de masse tant politique que syndicale, et celui du PC de Grande Bretagne qui, tout en étant insignifiant sur le plan politique, détient des positions prépondérantes au sein des secteurs les plus combattifs du mouvement syndical.

Néanmoins, la distinction entre ces deux catégories est fort utile. C'est seulement dans le cas des partis à influence de masse que la participation gouvernementale est une perspective réaliste à bref ou moyen terme (le cas du PC finlandais peut être joint à la première catégorie à ce propos et on ne peut évidemment pas exclure l'éventualité d'un changement qualitatif des rapports de forces au sein du mouvement ouvrier d'un pays supplémentaire, par suite d'un essor exceptionnel du mouvement de masse, d'une incapacité de la social-démocratie de s'y adapter en partie et d'une croissance brusque du PC local).

Le processus structurel de social-démocratisation est évidemment plus avancé dans le cas des PC de masse que dans celui des PC "petits". Dans ce dernier cas, ni les prébendes déjà détenues au sein de l'Etat bourgeois, ni la perspective de participation gouvernementale dans un avenir prévisible ne donnent une base matérielle à une prise de distance de plus en plus prononcée par rapport à la bureaucratie soviétique (l'exception à cette règle est celle du PC des Pays-Bas dont la rupture avec le Kremlin, après l'éclatement du conflit sino-soviétique, est allée le plus loin.

Cela ne signifie pas que ces partis suivent un cours moins droitier que celui des PC de masse, que leur social-démocratisation politique soit moins prononcée. Mais cela signifie que leur fonction dans le mouvement ouvrier de masse (avant tout dans le mouvement syndical et dans les grèves) est objectivement différente et est différemment perçue par les masses. En comparaison avec l'appareil social-démocrate qui continue à dominer les syndicats, les militants des "petits" PC continuent à être perçus comme des dirigeants ouvriers beaucoup plus combattifs, qui stimulent davantage les luttes qu'ils ne les brisent, tout en les orientant vers des voies réformistes et de collaboration de classe. Toute radicalisation du mouvement ouvrier peut donc plus facilement s'exprimer par une influence syndicale accrue des militants du PC dans ces conditions.

Par ailleurs, le fait que les PC de masse peuvent être amenés à adopter des positions politiques critiques par rapport à la bureaucratie soviétique en vue de faciliter leur participation ministérielle n'est pas dramatisé par le Kremlin. Dans la situation mondiale modifiée qui a émergé de l'affaiblissement global de l'impérialisme, les PC de masse en Europe occidentale ont moins la fonction d'exercer une pression pro-URSS sur la bourgeoisie régnante de ces pays, que celle de leur démontrer que la bureaucratie a cessé d'être une force favorable au renversement du capitalisme. C'est précisément à travers leur contrôle sur le mouvement ouvrier, à l'occasion de crises sociales graves et par le truchement d'une participation gouvernementale que les PC peuvent le mieux remplir cette fonction. Tout ce qui favorise l'accomplissement d'une telle tâche ne s'oppose donc pas au dessein stratégique fondamental du Kremlin.

6. - L'apparition d'une nouvelle avant-garde de masse en Europe capitaliste en fonction de la radicalisation de la jeunesse d'abord, de la montée impérieuse des luttes ouvrières ensuite, et de politisation progressive et réciproque de ces différentes composantes a, au début, surpris les PC d'Europe capitaliste. Ceux-ci ont tardé à comprendre l'ampleur du phénomène qui les a tous largement débordés. L'attitude sectaire adoptée à l'égard des explosions étudiantes, des grèves sauvages, des formes d'organisation et de luttes de masse radicales; la condamnation en bloc de ces phénomènes sous les vocables "gauchisme petit-bourgeois", "anarchisme", "opportunisme de gauche", etc., a contribué à ce débordement et a facilité la constitution d'organisations d'extrême-gauche importantes sur la gauche du PC, modifiant ainsi les rapports de forces au sein du mouvement ouvrier, fût-ce de manière encore modeste et initiale. Mais l'ampleur même de la crise de l'ensemble des rapports sociaux bourgeois, la détérioration

progressive du climat économique, la remontée de plus en plus prononcée des luttes ouvrières, devaient à la longue exercer leurs effets au sein même des PC. Ceux-ci ne pouvaient rester imperméables à des aspirations et à des espoirs qui animèrent et animent des millions d'hommes et de femmes. Avec retard, mais non sans efficacité, les PC ont effectué un "tournant vers la jeunesse" dans pratiquement tous les pays d'Europe capitaliste. Après avoir tourné le dos au mouvement de masse étudiant, ils lui offrent aujourd'hui avant tout une réponse à la préoccupation principale qui anime sa couche d'avant-garde politisée : la recherche d'un lien avec la classe ouvrière et avec le mouvement ouvrier.

Avec retard aussi, et dans des buts plus ambigus, ils essaient de chapeauter les luttes ouvrières, à la fois pour éviter une influence croissante des organisations d'extrême-gauche dans les entreprises et pour renforcer leurs positions de négociation et de chantage par rapport à la bourgeoisie, en vue de sortir de leur isolement politique et de réaliser l'entrée au gouvernement dans des cas précis.

Certes, cette insertion plus nette dans les mouvements de masse depuis 1969 est marquée par de nombreuses contradictions. Si les PC n'essaient plus de "casser" les luttes de masse de manière frontale ou de les étouffer, mais plutôt de les canaliser vers les objectifs néo-réformistes poursuivis, ils doivent faire face au danger réel que tout encouragement aux luttes risque de voir celles-ci déborder le cadre étroit dans lequel on essaie de les contenir. D'autre part, plus les PC s'insèrent dans ces luttes, plus la radicalisation profonde de la classe ouvrière et de la jeunesse risque de se répercuter au sein même de ces partis, y nourrissant de nouveaux courants d'opposition, cette fois-ci carrément de gauche. Le fait que la bourgeoisie doute de la capacité des PC de contrôler et d'endiguer effectivement la lutte explosive des masses en cas de collaboration ministérielle la fait d'ailleurs hésiter à avoir recours à cette carte extrême de sauvetage du système.

Finalement, le rapprochement avec la social-démocratie, voire la constitution d'un bloc avec elle (comme en France) risque d'accroître ces contradictions, voire d'en provoquer de nouvelles. Le PS veut essayer de tourner le PC sur sa gauche, surtout en ce qui concerne la combativité syndicale (CFDT) et certains mots d'ordre à résonance à la fois anti-capitaliste et anti-bureaucratique ("socialisme auto-gestionnaire"), dans la mesure où il s'agit pour lui de reconquérir une base ouvrière et de rétablir l'équilibre électoral avec le PC, et même de remettre en cause l'hégémonie du PC sur le mouvement ouvrier organisé dans certains pays.

Pour contrer ces manœuvres, le PC est gêné et par son refus de toute attaque frontale contre la social-démocratie et par la peur de céder au "gauchisme" et par ses liens maintenus avec la bureaucratie soviétique. Mais l'obstacle principal c'est son incapacité de modifier son orientation stratégique fondamentale. Il n'est donc nullement exclu qu'après quelques succès électoraux initiaux, ainsi que des succès de recrutement de jeunes, le PC perde finalement des positions électorales et voie se modifier les rapports de force au sein du mouvement ouvrier organisé à ses dépens, ce qui s'es-

quise déjà en France, en Belgique et au Pays-Bas. Une telle éventualité pourrait faciliter un début de remise en question de sa stratégie dans ses propres rangs surtout si elle coïncide avec une crise politique grave en URSS et (ou) une montée révolutionnaire en Europe occidentale.

7. - Si la chute du régime d'Allende au Chili a été perçue comme une défaite très grave par les PC d'Europe capitaliste, le PC chilien ayant pratiqué la même stratégie avec laquelle ils s'identifient depuis de longues années, la chute de la dictature au Portugal venant après les 49% de voix obtenus par la candidature de Mitterrand en France a incontestablement accru la crédibilité de cette stratégie aux yeux d'une partie de la classe ouvrière et même de son avant-garde en Europe capitaliste. Toute une série de groupes centristes qui, il n'y a pas longtemps adoptèrent une position sectaire ultra-gauchiste à l'égard des PC esquissent aujourd'hui un rapprochement, voire un alignement sur leur politique. La scission du groupe Bandiera Roja en Espagne, dont une partie de la direction a rejoint le Parti Communiste espagnol, est une des manifestations les plus spectaculaires de cette évolution.

Sans analyser plus en détail les aspects purement conjoncturels, voire "nationaux" de ce phénomène, nous devons surtout mettre en évidence certains aspects structurels qui expliquent en partie :

(a) La remontée des luttes ouvrières et la politisation de couches très larges des masses laborieuses a eu l'effet classique de faire gagner aux partis ouvriers de masse beaucoup plus de force sur leur droite qu'ils n'en perdent sur leur gauche, au profit des organisations centristes et révolutionnaires. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les couches qui s'éveillent à la vie politique dans les milieux de la petite et moyenne industrie, des villes de province, en milieu rural, etc., ce qui ne s'oppose nullement à une combativité quelquefois très radicale dans le même milieu.

(b) La stratégie réformiste des PC possède une crédibilité réelle dans l'absence d'un parti révolutionnaire de masse. Même les couches les plus radicales du prolétariat, qui désirent aller plus loin que le "passage électoral au socialisme", sentent que dans l'absence d'un tel parti, une victoire révolutionnaire est peu probable à court terme. Une expérience de gouvernement des partis ouvriers, voire de gouvernement d'une "démocratie nouvelle", apparaît à leurs yeux comme la seule solution de rechange pratique par rapport à la gabegie et la crise de structure croissante du capitalisme en déclin.

(c) Le fait même de l'aggravation de la crise du régime renforce dans un premier temps l'attrait des solutions proposées par les PC de masse. Car cette aggravation de la crise place la question du gouvernement, du pouvoir politique, au centre des préoccupations des masses, ce qui freine le recours à l'action directe généralisée sans débouché politique visible.

C'est pour cette raison que des militants ouvriers communistes qui, dans la phase précédente s'étaient de plus en plus repliés vers l'activisme syndical et qui s'étaient rappro-

chés, dans ce cadre, des militants révolutionnaires, prennent aujourd'hui leurs distances, en fonction de la crédibilité renouvelée du projet politique de certains PC d'Europe capitaliste.

Il faudra un nouveau palier supérieur de lutte des masses pour que cette dynamique favorisant temporairement une remontée de crédibilité des PC se retourne en son contraire ; soit que l'ampleur des luttes de masse atteigne le niveau de grèves de masse avec occupation d'usine faisant surgir des organes potentiels de dualité de pouvoir, ce qui oppose aux "solutions" réformistes une solution révolutionnaire tangible, et accélère l'apparition de partis ouvriers révolutionnaires avec audience de masse ; soit que la participation gouvernementale des PC amène ceux-ci à s'opposer de nouveau de manière frontale aux luttes de masse (comme au Portugal), ce qui stimule leur débordement par des fractions non négligeables de la classe ouvrière.

8. - L'analyse marxiste-révolutionnaire de l'évolution des PC d'Europe capitaliste n'est pas une entreprise académique mais sert, en dernier ressort, notre insertion dans la lutte de classes, notre lutte politique contre le réformisme et le stalinisme et notre tâche de construire le parti révolutionnaire. A cette fin, la définition de l'orientation des PC et des axes principaux de polémique contre elle doit se faire de la manière la plus rigoureuse possible. Dans ce sens, caractériser cette orientation de manière globale comme étant aujourd'hui une "orientation de front populaire" est absolument insuffisant.

On peut évidemment définir la politique de front populaire de manière tellement vague et large qu'on peut y faire rentrer la pratique de tous les partis ouvriers ayant une ligne réformiste. Si "front populaire" égale toute forme de collaboration de classe avec la bourgeoisie, alors la social-démocratie pratique le "front populaire" universellement depuis 1914, sinon 1900 et les PC d'Europe capitaliste le pratiquent depuis 1934. Mais cette définition si vague qu'on peut y jeter pêle-mêle dans le même sac les gouvernements d'union sacrée de 1914, le gouvernement Kérenski de 1917, le gouvernement Ebert-Scheidemann de 1918, les gouvernements travaillistes britannique et suédois, les gouvernements Blum et Azana de 1936, le gouvernement de Gaulle de 1944, le gouvernement Mollet-Mendès de 1955, voire le gouvernement Waldeck-Rousseau - Mitterrand en 1903, perd toute valeur pour guider une tactique de riposte des révolutionnaires. Manifestement, dans tous ces cas, les mots d'ordre tactiques principaux des révolutionnaires ne pouvaient être les mêmes.

On peut restreindre quelque peu la notion de "front populaire" en le définissant comme toute forme de gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Mais à part le fait qu'il est parfaitement possible de pratiquer une politique pro-capitaliste contre-révolutionnaire sans pour autant avoir des ministres bourgeois au sein du cabinet (gouvernement Ebert-Scheidemann; gouvernements Attlee et Wilson, gouvernements sociaux-démocrates suédois), cette première restriction est encore largement insuffisante pour marquer ce qui est particulier au front populaire. En effet, le gouvernement Churchill de 1940, comme le gou-

vernement français de 1914, sans parler du gouvernement Waldeck-Rousseau-Millerand en France et des gouvernements Brandt et Schmidt en RFA étaient tous des "gouvernements de coalition avec la bourgeoisie", sans pouvoir manifestement être classés dans la catégorie de "gouvernements de front populaire".

Une définition plus correcte des gouvernements de front populaire serait la suivante : gouvernements de coalition entre des partis ouvriers (y compris les PC) et des partis bourgeois en situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, où la volonté et le potentiel anti-capitaliste révolutionnaire des masses sont déviés vers des voies compatibles avec la survie du régime capitaliste, sous la justification (le prétexte) que cette coalition avec la bourgeoisie constitue la seule solution de rechange à une victoire de la contre-révolution (tsariste, fasciste, militariste, etc.). C'est pour cette raison, parce que la coalition avec les partis bourgeois ("anti-tsaristes, anti-fascistes, anti-dictature, anti-impérialistes" selon la situation) est au coeur même de la stratégie des PC et des PS dans des cas précis, que la revendication "A la porte les ministres bourgeois" prend tout son sens, et permet d'ouvrir, si elle était par hasard réalisée, une expérience supérieure des masses en ce qui concerne l'inefficacité des "solutions" réformistes sans ministres bourgeois.

Mais dans des situation où les gouvernements en présence sont perçus par les masses non comme des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie mais déjà comme des gouvernements des partis ouvriers eux-mêmes (indépendamment du fait de savoir si l'un ou l'autre capitaliste individuel s'y trouve, comme ce fut d'ailleurs le cas de tous les gouvernements travaillistes en Grande Bretagne); dans des situations où l'illusion principale à combattre n'est pas celle de "l'alliance avec les partis bourgeois", mais celle de la collaboration avec le patronat et de tolérance de l'appareil d'Etat bourgeois, l'axe principal de la politique marxiste révolutionnaire doit de tout évidence être dirigé contre cette forme de la collaboration de classe, et non contre la présence de quelques figurants libéraux-bourgeois au sein du cabinet. Ce fut la situation en Allemagne en 1918-19; la situation en Grande Bretagne en 1945-51, 1964 et 1974; la situation au Chili en 1972-73. Ce serait également la situation en France si l'Union de la Gauche dans sa forme actuelle devait arriver au pouvoir.

Dans tous ces cas prendre comme axe principal d'agitation le mot d'ordre "A la porte les ministres capitalistes" serait passer à côté des contradictions centrales, tant de la situation objective que de l'état d'esprit des masses. L'axe principal pour démasquer la politique contre-révolutionnaire des dirigeants des PC et des PS devrait au contraire consister en mots

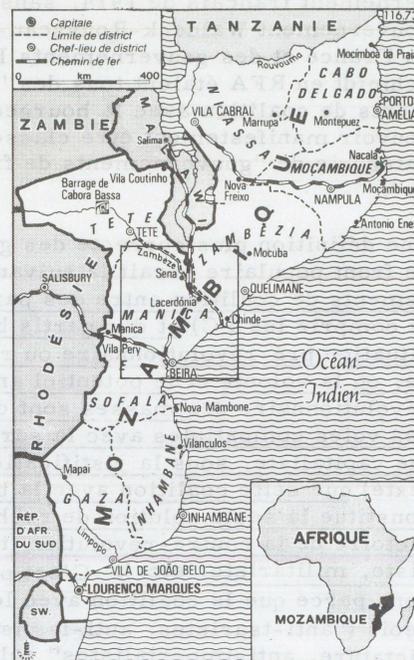
d'ordre qui dévoilent leur collaboration avec le patronat et l'Etat bourgeois : nationalisation sans indemnité ni rachat des usines, banques, entreprises de transport, sous contrôle ouvrier; démantèlement de l'armée bourgeoise et de l'appareil de répression, armement du prolétariat; constitution, généralisation fédération et unification d'organes de dualité de pouvoir, etc. Il peut être nécessaire de lancer des revendications intermédiaires entre les mots d'ordre immédiats et ces mots d'ordre transitoires, comme par exemple : gouvernement travailliste responsable devant les organisations ouvrières. Mais le mot d'ordre "A la porte les ministres capitalistes", dans le cas où ceux-ci ne sont ni la justification ni l'incarnation principale de la collaboration de classe aux yeux des masses, est manifestement de troisième ordre et non d'ordre central, ce qui signifie que, sans l'abandonner, il ne faut pas en faire la pièce centrale de notre propagande et surtout de notre agitation.

La situation est tout à fait différente dans le cas d'une alliance gouvernementale entre la Démocratie Chrétienne et le PCI dans le cadre du "compromis historique" poursuivi par ce parti en Italie, surtout si elle coïncide avec une montée de luttes de masse pré-révolutionnaire. Dans ce cas, le mot d'ordre de la rupture de la coalition serait un mot d'ordre politique central, tout en servant d'axe à un ensemble de revendications transitoires visant à généraliser les luttes de masse et à faire surgir des comités de type pré-soviétique ou soviétique.

Dans ce sens la définition des PC comme des partis ouvriers bureaucratisés en voie de social-démocratisation, même s'ils restent en dernière analyse alignés sur la bureaucratie soviétique, entraîne une conséquence politique importante pour notre mouvement. Elle place la lutte contre les illusions et idéologies réformistes (électoralistes, parlementaristes, de collaboration de classe) au centre des tâches des marxistes-révolutionnaires au sein des masses laborieuses. Aider les masses à surmonter en pratique ces illusions réformistes, c'est une condition essentielle pour faciliter à la fois la transcendance de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire et la transcendance des organisations révolutionnaires en partis révolutionnaires de masse. Une politique intelligente d'unité d'action-débordement à l'égard des PC doit évidemment y contribuer. □



DERRIERE LE TOURNANT DIPLOMATIQUE DE PRETORIA



Il est désormais tout à fait clair que les répercussions, en Afrique du Sud, du coup d'Etat du 25 avril à Lisbonne et, en particulier, de l'accord de Lusaka du 7 septembre ouvrant la voie à l'indépendance du Mozambique pour le 25 juin prochain, ont profondément influencé la politique du gouvernement sud-africain envers les régions entourant la République.

Premièrement, la question du Mozambique. Depuis plus de dix ans, les sud-africains ont été les alliés les plus proches des portugais, échangeant des missions militaires et du matériel d'équipement et collaborant sur les questions de sécurité pour essayer de liquider les militants du FRELIMO. Mais, dès le lendemain de l'accord de Lusaka, les porte-parole de l'Afrique du Sud ont promis de "maintenir la coopération et la collaboration". Trois considérations économiques essentielles ont déterminé leur attitude.

(1) 50% du commerce de l'Afrique du Sud est effectué par le port de Lourenço Marques qui est la sortie la plus proche pour le cœur industriel de la République, la région du Transvaal, autour de Johannesburg. Toute interruption de ces communications aurait un effet désastreux sur le système de chemin de fer et de ports déjà surchargé.

(2) Les mines d'or d'Afrique du Sud dépendent presque entièrement sur la main d'oeuvre fournie par les pays environnants. Pour les directions des mines, cette main d'oeuvre est supérieure car elle vient pour une période de temps limitée, un maximum de 12 mois, et n'amène pas sa famille. Cela l'empêche de former un véritable prolétariat, ce qui réduit considérablement les risques de formation de syndicats, les menaces de grève, etc. Deuxièmement,

elle est recrutée dans de vastes régions des territoires environnants et les directions des mines peuvent sans aucun doute tirer avantage de l'exploitation des différences de langue et ethniques entre les divers groupes de main d'oeuvre -- même si, dans certains cas, ces facteurs peuvent entraîner des heurts qui interrompent la production, comme ceux actuellement en cours dans la mine de Western Deep Level de l'Anglo-American Corporation. Le principal résultat est la réduction des salaires en-dessous de la moyenne des salaires des ouvriers noirs en Afrique du Sud, ce qui permet, par exemple, l'exploitation de couches minières du même type que celles qui furent fermées aux Etats-Unis, il y a trente ans, parce qu'elles n'étaient pas rentables.

Environ 100.000 ouvriers, soit 25% de cette main d'oeuvre annuelle sous contrat, viennent du Mozambique. Dans une situation où Banda, le dirigeant du Malawi, pays qui fournit 28% de la main d'oeuvre, menace de limiter le recrutement, il est vital pour l'industrie minière sud-africaine que le quota fourni par le Mozambique soit maintenu, sinon accru.

(3) La première partie de la construction du barrage de Cabora Bassa sur le Zambèze dans la province du Tete est presque terminée. La gigantesque centrale hydro-électrique est reliée par des câbles aériens à la région du Transvaal où elle exportera la large majorité de l'électricité produite. Sa construction par un consortium sous contrôle sud-africain a été un élément essentiel de la stratégie de ce pays visant à réduire sa dépendance sur les importations d'énergie.

Ce sont ces trois facteurs qui expliquent l'attitude adoptée par le gouvernement sud-africain qui a été mise à l'épreuve quand les racistes

blancs de Lourenço Marques ont manifesté leur opposition à l'accord de Lusaka. Il y eut des heurts sanglants dans les rues de la ville et les "histoires d'horreur" inévitables sont apparues dans la presse sud-africaine. Mais, dans son discours, le Ministre des Affaires Etrangères, Hilgard Muller, énonça les principes suivants : dans aucun cas des mercenaires sud-africains ne seront envoyés au Mozambique; l'Afrique du Sud n'interviendra pas dans la situation et offrira sa coopération aux autorités du Mozambique. L'Afrique du Sud "n'est pas favorable au colonialisme sous quelque forme que ce soit" et est fortement opposée au néo-colonialisme. Elle croit fermement à l'auto-détermination pour sa population noire et les noirs d'Afrique et "n'aura pas peur et ne fuira pas" celle qui se réalise actuellement au Mozambique; finalement, la République a "sa propre compréhension et appréciation du nationalisme noir". Il est clair que ce mélange d'hypocrisie et de déclaration d'intention était destiné aux dirigeants du FRELIMO et au peuple du Mozambique, et, de plus, comme nous le verrons plus tard, à d'autres dirigeants d'Etats africains.

Les mêmes facteurs permettent d'expliquer pourquoi le Ministre de l'Intérieur, le Dr. Connie Mulder, a averti deux fois les "réfugiés" blancs du Mozambique qu'ils devaient suivre les procédures normales d'immigration. Il déclara également que, de toutes façons, la plupart d'entre eux étaient indésirés en Afrique du Sud, à l'exception de quelques centaines de travailleurs spécialisés.

Il est donc clair que la sauvegarde de ses intérêts économiques a été l'élément le plus important qui a déterminé les positions récentes du gouvernement sud-africain face aux événements du Mozambique. Le succès ou l'échec de ces manœuvres ne peut pas encore être prédit de façon définitive, mais certains signes inquiétants apparaissent. Le Premier Ministre du FRELIMO, Joaquim Chissano, a affirmé à plusieurs reprises le désir de son gouvernement de collaborer avec tous les pays voisins et des rapports de presse non confirmés ont annoncé que des clauses secrètes du pacte de Lusaka garantissent le maintien de l'accord de Cabora Bassa.

En ce qui concerne la Rhodésie, le changement de ligne de l'Afrique du Sud va dans l'autre sens. Bien sûr, le gouvernement Vorster n'a jamais été un partisan fervent des positions de Ian Smith (Premier Ministre de Rhodésie -- Inprecor). Contrairement au Mozambique, la Rhodésie n'a aucune importance économique pour l'Afrique du Sud. Au contraire, depuis l'UDI (Unilateral Declaration of Independence -- Déclaration unilatérale d'Indépendance) ce pays a été un poids économique énorme, étant donné la nécessité pour la République sud-africaine de compenser certains des manques découlant des sanctions économiques. La Rhodésie a également représenté un grand fardeau pour le système de transport car beaucoup de ses importations et exportations (par exemple le chrome) ont dû pas-

ser par l'Afrique du Sud pour des raisons administratives. Si le gouvernement du Mozambique mène une politique de sanctions économiques totales en coupant les communications ferroviaires cruciales avec le port de Beira, qui transporte 80% du commerce de la Rhodésie, la pression sur le réseau ferroviaire déjà épuisé serait intolérable.

Bien que la participation de l'Afrique du Sud à la guerre contre la guérilla du ZANU a fourni un entraînement valable à la police et à l'armée de Vorster, ce dernier pense sans aucun doute profondément que la relance actuelle de la lutte dans le nord-est est un signal que, à long terme, cette guerre serait un puits sans issue pour les hommes, les ressources militaires et financières de l'Afrique du Sud. Finalement, une des considérations, et non des moindres, qui a compté dans les calculs de la République est qu'il existe des indications claires que le problème de la Rhodésie est le principal obstacle actuel à la "normalisation" des relations avec les Etats à gouvernements noirs dans le nord. Jusqu'ici aucune décision n'a été prise de mettre fin à l'appui à Smith, bien que ceci ait été demandé dans la presse. Le Johannesburg Star du 18 octobre déclarait par exemple : "Le gouvernement noir au Mozambique rend le "tampon blanc" rhodésien moins important stratégiquement pour nous. Economiquement la Rhodésie est un véritable fardeau. Et politiquement nous avons assez de nos croix à porter sans nous embarrasser de bagages supplémentaires au nord. Aux Nations-Unies nous avons subi notre plus rude traitement; et, en plus, la Grande Bretagne qui, généralement, nous laisse tranquilles sur ce terrain, a dénoncé l'Afrique du Sud, dans des termes inhabituellement clairs, comme étant le principal briseur des sanctions économiques contre la Rhodésie... Nous suggérons que M. Vorster utilise son influence auprès de M. Smith pour accélérer le processus de changement constructif dans ce pays. Il doit dire clairement que le fantasme de la suprématie blanche indéfinie a une base vraiment très faible...".

Vorster lui-même, au cours d'un discours au Parlement le 23 octobre, bien que n'étant pas aussi explicite, pensait clairement de la même façon. Il déclara qu'il ne voulait absolument pas intervenir dans les affaires internes de la Rhodésie, mais il croyait que "avec de la bonne volonté, une solution honorable pouvait être trouvée au problème constitutionnel de ce pays". La lourde insinuation contenue dans sa déclaration était sans aucun doute calculée pour faire pression sur Salisbury (la capitale de la Rhodésie -- Inprecor).

La troisième région par rapport à laquelle la politique de l'Afrique du Sud a subi un changement subtil dans la période récente est la Namibie. Cette ancienne colonie allemande de l'Afrique du sud-ouest, confiée à l'administration de l'Afrique du Sud par la Ligue des Nations en 1919, a été une source constante de dispute entre

L'Afrique du Sud et une majorité d'Etats aux Nations Unies qui ont reçu la responsabilité de ce pays. Le territoire qui a été effectivement totalement intégré à l'Etat apartheid, a été en permanence la source de l'opposition la plus développée, principalement par le biais de la SWAPO (South West African People's Organization -- Organisation des Peuples de l'Afrique du Sud-Ouest). En 1973, la SWAPO fut capable d'organiser un boycott réel des élections visant à mettre sur pied un gouvernement fantoche bantustan, et les ouvriers ont développé, surtout dans l'Ovamboland, des actions toujours plus militantes contre le système de travail migrant.

Le changement de ligne de Vorster sur la Namibie est apparu dans ses déclarations verbales au cours des deux semaines passées sur le fait qu'il fallait donner aux peuples de cette province l'opportunité de décider de leur avenir. Bien évidemment cela ne pourrait être interprété que comme un pas dans le jeu diplomatique en cours actuellement autour de l'appartenance de l'Afrique du Sud aux Nations-Unies, appartenance qui n'a pu être maintenue que par l'utilisation simultanée de leur droit de veto au Conseil de Sécurité par la France, la Grande Bretagne et les USA.

Mais cela pourrait probablement avoir une signification plus importante. La Namibie est adjacente à l'Angola, qui, quelles que soient les manœuvres actuelles des Portugais et le désarroi des mouvements de libération, risque d'être indépendante dans un futur assez rapproché. L'Ovamboland est à cheval sur la frontière et le mouvement continu de population dans les deux sens y menace la stabilité de la domination raciste. Il est clair que Vorster pense à la possibilité de se débarasser de cette possession embarrassante, afin de pouvoir renforcer son emprise sur le coeur de la République.

Une fois de plus les racistes blancs se préoccupent d'une région qui est particulièrement cruciale pour eux économiquement, spécialement dans le domaine de la main d'oeuvre. Mais leur but est clairement de trouver une solution qui correspondrait à une indépendance formelle mais maintiendrait en fait le pays sous le contrôle de Pretoria. Une telle manœuvre se heurtera certainement à la force de la SWAPO. Répondant à la déclaration de Vorster selon laquelle le futur de la Namibie devait être décidé par le peuple de cette région, la SWAPO a souligné que le large soutien dont elle bénéficie montrait à l'évidence le désir d'indépendance totale de ce peuple. Elle s'est engagée à continuer la lutte armée jusqu'au retrait total de toutes les forces sud-africaines.

Mais si tous ces changements subtils de politique envers ces trois régions ont une importance immédiate pour certains intérêts économiques et politiques identifiables du gouvernement sud-africain, ils devraient avoir des répercussions non seulement dans les territoires voisins mais dans toute l'Afrique. Un des as-

pects de ces changements peut être la tentative de consolider le bastion raciste sur une base plus restreinte et plus défendable autour du coeur de l'Etat sud-africain lui-même. Le second aspect, au moins aussi important, est, cependant, la tentative, clairement exprimée par Vorster lui-même à de nombreuses occasions, de "normaliser" les relations avec l'Afrique noire. Dans son important discours du 23 octobre il souligna que l'Afrique du Sud voulait travailler avec d'autres nations sur le continent par le biais de l'aide technique et financière. Evidemment derrière cette déclaration, la réalité est que, en tant que dirigeant de la puissance la plus développée économiquement du continent, le gouvernement sud-africain se considère comme le doyen potentiel d'un sous-impérialisme s'étendant largement au nord. Des pas ont déjà été faits dans cette direction, particulièrement avec les rapports étroits établis avec le Malawi et la Côte d'Ivoire. Mais Vorster cherche à attraper un poisson bien plus gros et le 26 octobre il semblait qu'il avait attrapé le plus gros de tous. Dans un discours prononcé ce jour, Kenneth Kaunda, le Président de la Zambie, déclara ceci au sujet du discours de Vorster : " Il a affirmé sa foi dans le futur et a exprimé son opinion sur les futurs développements en Afrique du Sud. C'est la voix de la raison que le monde attendait depuis des années". Présentant ses conditions pour une détente, Kaunda déclara : "La Rhodésie et la Namibie, après la fin de la guerre du Mozambique, sont les principaux obstacles à la paix et à la collaboration entre les peuples de l'Afrique du Sud et les peuples du reste de l'Afrique. Si ces obstacles ne sont pas balayés, les causes fondamentales de conflit demeureront".

Dans tout son discours, Kaunda donna en fait l'impression que si le gouvernement raciste se retirait de Namibie et de Rhodésie, la voie serait ouverte pour renouveler sa coopération avec la Zambie. Des observateurs attentifs de la politique de Kaunda ne furent pas surpris par ces développements. Le 19 octobre, par exemple, les déclarations suivantes apparurent dans un article central du journal Daily Mail contrôlé par le gouvernement : " En termes purement économiques, toute amélioration des relations entre l'Afrique du Sud et l'Afrique noire profiterait énormément aux deux parties... La fermeture de la frontière entre la Zambie et la Rhodésie a coûté des millions de kwacha (devise zambienne) en exportations et autres affaires. Et cela a coûté à la Zambie des millions de kwacha à cause du prix de l'expédition entraîné par la fermeture de la frontière... Et des pays comme la Zambie, qui importent désormais un nombre important de produits d'Europe, feraient des économies significatives en achetant des produits sud-africains. La Zambie pourrait également acheter des équipements miniers sud-africains à un prix inférieur et sa province sud, qui est actuellement très arriérée, pourrait redevenir un carrefour commercial important".

Il est aussi important de noter que jusqu'à la fermeture précipitée de la frontière par Smith en janvier 1973, la Zambie développait un commerce extensif avec l'Afrique du Sud et, jusqu'à cette année, la moitié de ses mines de cuivre étaient sous le contrôle de l'Anglo-American Corporation de Oppenheimer qui détient toujours 49% des actions des Nchanga Consolidated Copper Mines (mines de cuivre). Mais malgré ses déclarations de solidarité avec les forces hostiles à l'apartheid, le gouvernement de Kaunda a toujours cherché à augmenter ses profits par une attitude aussi libérale que possible dans les relations économiques.

A ce moment précis, il suit avidement les possibilités ouvertes par les remarques de Vorster afin de tisser à nouveau ces liens lucratifs.

Mais au-dessus et au-delà de telles considérations, le désir des dirigeants de l'Afrique noire néo-coloniale de normaliser les rapports avec l'Afrique du Sud et donc de désamorcer les mouvements d'opposition, a une motivation plus profonde et plus essentielle. L'éruption de la révolution des masses noires de la République contre le système d'apartheid aura un effet et un caractère totalement différents de

tous les autres mouvements de libération qui se sont développés sur ce continent. Dans ce pays très développé industriellement, tous les principaux Etats impérialistes accroissent rapidement leur part d'investissements afin d'élargir les profits que leur assure la main d'oeuvre bon marché garantie par les lois racistes. La révolution qui se soulèvera contre ce système devra poser dès sa naissance les tâches socialistes visant à détruire totalement cette emprise impérialiste. Et les effets d'un tel développement ne se limiteraient pas aux frontières de l'Afrique du Sud mais s'étendraient dans tout le continent, ébranlant les fondations de régimes apparemment aussi solides que celui de Kaunda.

Si les changements actuels introduits par Vorster sont accueillis comme devant ouvrir la voie à un "ordre nouveau en Afrique du Sud", c'est parce que les gouvernements de l'Afrique néo-coloniale ont, en dernière analyse, au moins autant intérêt que lui à préserver le statu quo et la "stabilité".

5 novembre 1974

John Blair

GUINÉE BISSAU

Où en est la révolution guinéenne?

Invités dans un groupe de militants ayant participé au soutien aux mouvements de libération, trois camarades du Front Communiste Révolutionnaire se sont rendus en septembre en Guinée Bissau à l'occasion de la proclamation de l'indépendance. Deux d'entre eux font ici le point sur une série de questions (1).

La situation économique

L'état dans lequel les portugais ont laissé le pays est catastrophique. La Guinée indépendante est un pays mutilé par 10 années de guerre, mais surtout profondément marqué dans ses structures économiques et sociales par plusieurs siècles de colonialisme. La société guinéenne possède toutes les caractéristiques d'une économie sous-développée et dépendante : économie principalement agricole tournée vers la métropole coloniale (monoculture d'exportation), sous-développement industriel, faiblesse du niveau de vie des populations, analphabétisme, manque de cadres nationaux, importance du chômage...

- Une économie à dominante agricole tournée vers la satisfaction des besoins de la métropole coloniale.

Contrairement aux autres colonies (Angola, Mozambique) où la présence d'énormes richesses (pétrole, diamant, fer, etc.) a forcé le colonialisme portugais, limité dans ses possibilités d'investissements, à céder le pas aux firmes impérialistes pour l'exploitation des ressources économiques, la Guinée est



Au centre, le commandant Fiores, entouré des négociateurs du PAIGC lors des négociations avec les autorités portugaises.

restée, en quelque sorte, la chasse gardée du Portugal. La C. U. F. (Compagnie União Fabril, liée à la famille Melo) associée aux gros intérêts privés portugais tenait un monopole virtuel sur le commerce d'export-import, soit indépendamment, soit par l'intermédiaire de ses compagnies associées, et régnait ainsi en maître sur l'économie guinéenne orientée vers les besoins de la métropole. Cette compagnie possédait sa propre flotte; ses industries secondaires et plusieurs milliers d'employés. A travers elle, le colonialisme portugais s'est contenté d'un pillage des ressources agricoles du pays (riz, arachides, bois,) et n'a pas entrepris un début, même limité, d'industrialisation locale.

L'exploitation du paysan guinéen s'est faite à travers le mécanisme monétaire des impôts et des prix d'achat des produits agricoles, sous la forme d'une économie de comptoirs, sans s'attaquer directement à la propriété collective (villageoise) de la terre. La population rurale était obligée de cultiver "au comptant" pour une exportation à prix taxé. Cette culture pour l'exportation a fait une sérieuse brèche dans l'économie domestique, aggravant la pauvreté et la sous-alimentation des paysans. La période de guerre, tout en réduisant le champ d'exploitation colonial (extension des zones libérées), a renforcé le caractère de dépendance des zones d'économie coloniale (notamment les centres urbains) par rapport à la métropole.

Le problème qui se pose aujourd'hui au PAIGC est d'homogénéiser l'économie tout en rompant le lien de dépendance avec la métropole coloniale.

- La faiblesse du niveau de vie des populations rurales. L'effet conjugué de la monoculture d'exportation et de l'extension rapide des zones libérées a fortement diminué la production des cultures rizières et provoqué un véritable blocus alimentaire des zones contrôlées par les portugais.

Ainsi, à partir de 1969 les portugais en furent réduits à importer des milliers de tonnes de riz pour nourrir leurs troupes et la population urbaine. Leur départ aujourd'hui pose le problème crucial de l'alimentation des populations urbaines incapables d'auto-subsistance. Alors que dans les zones libérées, l'alimentation de la population a été planifiée, un début de pénurie se fait sentir dans les villes (huiles, sucre, et bientôt riz). Ceci oblige le PAIGC à importer du riz nécessaire à l'alimentation de ces populations et à envisager rapidement un développement de la productivité agricole. D'autre part, l'obligation de cultiver l'arachide et l'imposition ont entraîné un endettement et un appauvrissement des paysans. Ce processus de paupérisation a provoqué un début de lumpen-prolétarianisation des paysans au contact du marché colonial urbain, mais a surtout favorisé la mobilisation de la paysannerie dans les rangs du PAIGC.

- La faiblesse du niveau de développement des forces productives et l'état du sous-développement industriel.

L'activité économique des villes se limite donc à l'activité commerciale et industrielle liée à l'exploitation coloniale (activités portuaires, export-import, scierie, usine de décorticage

RECIT DE VOYAGE

L'accueil du PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert) a été très fraternel. Les militants du PAIGC n'ont jamais ménagé leurs efforts pour nous guider, nous aider, nous transporter. C'est ainsi, disent-ils, qu'ils remercient tous ceux qui ont organisé le soutien à leur lutte de libération à travers le monde.

Nous avons ainsi pu accéder à leurs bases extérieures de Ligionchor (Sénégal) et de Koundara (Guinée Conakry). Nous avons pu assister à la passation des pouvoirs entre portugais et combattants du PAIGC à Frain. Nous avons eu tous les moyens d'étudier la situation dans les deux principales villes, Bissau et Bafata. Nous avons, enfin, pu rencontrer Luis Cabral, et d'autres dirigeants du Parti au Boé oriental, région vidée de sa population par la guerre et où le PAIGC cherche aujourd'hui à recréer une vie économique et à réimplanter des paysans.

du riz, huileries), à une activité liée à l'alimentation du marché colonial intérieur (commerce de détail, usines de bières, etc.), à une activité administrative et tertiaire (généralement encadrée par l'armée coloniale) et à une activité marginale liée à la présence coloniale (petits métiers, prostitution...). L'activité industrielle y est donc réduite au strict minimum (traitement et transformation des produits alimentaires). Toute la consommation de produits manufacturés, qui a d'ailleurs été relancée par Spinola dans les villes pour s'attacher les populations urbaines, provenait des importations principalement destinées, d'ailleurs, aux colons et militaires portugais et à la petite bourgeoisie urbaine.

- Une économie désarticulée.

La spécificité de l'exploitation coloniale portugaise en Guinée Bissau et le développement victorieux de la lutte de libération nationale (extension rapide des zones libérées) ont donc marqué d'une double empreinte l'économie guinéenne. Cette double réalité économique s'identifie à l'antinomie ville-campagne, laquelle recoupe grossièrement la structure sociale du pays. Les nécessités de la guerre coloniale (présence d'un important contingent militaire) et l'économie de traite ont engendré la formation d'une économie parasitaire liée à l'existence d'un marché militaire. Dans les centres urbains cela a provoqué un gonflement artificiel du secteur commercial et d'une petite-bourgeoisie affairiste et commerçante. Cependant, le monopole de la C. U. F. sur le commerce de gros et l'import-export et l'existence d'un petit colonat portugais accaparant les petites

entreprises de traitement de produits agricoles ont cantonné cette petite-bourgeoisie guinéenne (le plus souvent d'ailleurs métisse ou libanaise) dans un rôle d'intermédiaire dans le circuit commercial (petit commerce intérieur). L'économie des centres urbains est donc directement liée à la présence coloniale et à l'exploitation de la paysannerie guinéenne. D'un autre côté, le développement victorieux de la lutte de libération nationale, tout en marginalisant le secteur d'économie coloniale (blocus alimentaire) a permis le développement dans les zones libérées d'une économie agricole fondée sur des rapports nouveaux.

Pour jeter les fondements d'une économie nouvelle dans les zones libérées, le PAIGC s'est attaché à redresser les effets néfastes de la monoculture d'exportation imposée par les colons (en développant les cultures vivrières), à commencer à construire les bases d'une accumulation sociale permettant des échanges commerciaux en vue de satisfaire les besoins en produits de première nécessité (excédant alimentaire exporté contre des produits manufacturés sur la base du troc avec monopole du commerce extérieur) et, enfin, à développer des nouveaux rapports de production (forme primitive de coopération agricole).

C'est cette double réalité économique et sociale qui caractérise aujourd'hui la Guinée Bissau. D'un côté, dans les centres urbains, une économie coloniale parasitaire et monétaire qui a accentué le processus de différenciation sociale, de l'autre, une économie agricole communautaire dont les échanges fondés sur le troc ont bloqué, dans la période précédente, le processus de différenciation sociale dans les campagnes. Le problème fondamental qui se pose aujourd'hui est l'homogénéisation économique, politique et sociale de ces deux secteurs. Ce processus nécessite une augmentation de la production agricole (seule base d'une accumulation dans ce pays) et un contrôle étroit du commerce privé (au niveau des prix comme de la nature des importations) pour éviter l'enrichissement des commerçants (à travers le marché noir ou la spéculation sur les prix des produits). D'un autre côté, l'introduction de la monnaie dans les zones libérées crée les bases objectives pour le développement d'une accumulation privée et donc pour la désorganisation des rapports coopératifs de production. La paysannerie guinéenne est socialement très peu différenciée, cependant l'apparition de la monnaie et le développement de la productivité agricole peuvent, à partir des vieilles structures féodales, favoriser l'apparition de cumulards et accentuer la différenciation sociale.

- Une infrastructure matérielle liée aux besoins du colonialisme.

La spécificité de la domination coloniale du Portugal, le sous-développement industriel

de la Guinée, la présence d'un colonat européen peu nombreux, le faible niveau général de développement des forces productives ont réduit à sa plus simple expression l'infrastructure mise en place par le colonialisme portugais. A cela s'ajoute encore les destructions survenues pendant la guerre coloniale.

Un réseau routier composé de quelques routes goudronnées (autour de Bissau) et de pistes plus ou moins praticables suivant la saison dont bon nombre furent interdites pendant la guerre parce qu'elles étaient minées.

Un réseau maritime limité à quelques embarcations, des bacs, un port à Bissau.

Un aéroport à Bissau et quelques pistes de fortune autour des principaux camps retranchés portugais.

Un réseau sanitaire concentré autour de l'hôpital de Bissau et quelques postes sanitaires dans des garnisons isolées, avec des médecins militaires rapatriés aujourd'hui.

Un réseau scolaire comprenant essentiellement le lycée de Bissau et quelques écoles dans les plus grandes villes. (Les professeurs étaient soit des militaires portugais, soit des pères de missions catholiques).

Une radio nationale alimentée par des générateurs électriques totalement vétustes.

C'est le mince bilan de l'infrastructure mise en place par plusieurs siècles de colonisation.

Il est évident que la reconstruction économique du pays va être rendue plus difficile par l'état du réseau routier qui a subi de gros dégâts pendant la lutte de libération. Mais la concentration dans Bissau du réseau sanitaire et scolaire pose le problème de la décentralisation permettant de couvrir également l'ensemble des populations rurales. Ceci éclaire de manière concrète la question du manque de cadres en Guinée.

- Le manque de cadres.

L'administration coloniale était entièrement aux mains des militaires, ne laissant qu'une place étroite à une petite-bourgeoisie de fonction, sans avenir et sans réelle qualification (cadre moyen dans le service public ou dans les bureaux de la C. U. F.). Dans le domaine médical par exemple, il y avait 80 médecins en Guinée Bissau dont 40 dans la capitale (pour 80.000 habitants sur 600.000 dans le pays; il est vrai que près de la moitié de la population était dans les zones contrôlées par le PAIGC). La quasi totalité était des médecins militaires portugais qui aujourd'hui ont quitté la Guinée. C'est ainsi qu'à la veille de la reconnaissance officielle de l'indépendance de la Guinée, un responsable du PAIGC nous expliquait qu'il ne disposait que de 4 médecins portugais localisés à Bissau, dont plusieurs

ayant largement collaborés avec le pouvoir colonial et ne bénéficiant pas de la confiance du Parti. Or, le PAIGC ne compte que quelques médecins dans ses rangs, dont des médecins étrangers volontaires (un certain nombre d'étudiants en médecine sont encore en formation à l'étranger) et quelques dizaines d'infirmiers, d'aides médicales, etc. Le principal problème est donc de trouver l'aide nécessaire pour faire fonctionner l'infrastructure hospitalière et assurer une assistance médicale minimum aux populations paysannes très dispersées sur le territoire. Il s'agit aussi (et ceci est une nécessité politique) d'assurer la couverture sanitaire des populations contrôlées jusqu'à récemment par les portugais et qui avaient bénéficié, à partir de 1968, dans le cadre de la politique démagogique de Spinola, d'une certaine assistance médicale de la part des médecins militaires portugais. Déjà les hôpitaux des frontières prennent place à l'intérieur, mais pour régler cette question le nouvel Etat de Guinée-Bissau sera obligé de faire appel à la coopération technique internationale et aux cadres guinéens immigrés n'ayant pas participé directement à la lutte. Ce qui est nécessaire pour le domaine médical l'est également dans le domaine scolaire et technique en général. Ce besoin de cadres va poser au PAIGC des problèmes importants (moyen de contrôle politique sur les cadres, salaires, accords de coopération avec les Etats capitalistes, aide des pays socialistes), qui ne peuvent être réglés que par des choix économiques et politiques décisifs. Les embryons de réponse qu'avancent les camarades du PAIGC laissent malheureusement assez mal augurer de l'avenir de ce problème. Mais le point fondamental est que le problème des cadres permet au PAIGC de justifier aux yeux des masses sa stratégie d'investissement de l'appareil d'Etat colonial. Loin de détruire l'appareil de l'Etat colonial, le PAIGC se contente de l'investir en plaçant des militants à la tête de l'administration, de la Radio, de la Police, des services publics, tout en gardant les appareils forgés par le colonialisme.

De plus, l'apathie des masses urbaines et les illusions frontistes du PAIGC lui interdisent de développer une stratégie permettant à terme la mobilisation des masses travailleuses des villes pour l'instauration d'une structure de pouvoir démocratique.

La reconstruction économique du pays va être rendue très difficile par l'état dans lequel se trouve l'économie guinéenne et le faible niveau général de développement des forces productives. Les militants du PAIGC affirment d'ailleurs que la reconstruction sera une bataille plus dure à mener que la lutte armée, et qu'elle sera fondée sur des choix politiques préalables. Lorsque nous avons discuté avec des militants du PAIGC à tous les niveaux, c'est sur ces choix politiques fondamentaux que le débat a toujours porté. Aujourd'hui, leur préoccupation principale est la partici-

pation de l'ensemble des classes sociales à la phase de "reconstruction nationale". Car, comme l'affirme Aristides Pereira (secrétaire général du PAIGC), l'Etat de Guinée Bissau " sera essentiellement démocratique et garantira la participation de toutes les couches sociales sans distinction de couleur, religion et sexe dans la gestion des affaires de l'Etat". (Le Monde, 6 août 1974).

La nature spécifique de la formation sociale guinéenne et le faible niveau de développement des forces productives déterminent la ligne politique frontiste du Parti. Le PAIGC reste imprégné de l'histoire de sa propre lutte de libération et de ses origines petites-bourgeoises. Le passage à la lutte armée (et la mobilisation de la paysannerie) a constitué dans un premier temps un arrachement des cadres à leur milieu social d'origine, ainsi qu'une rupture radicale avec le nationalisme réformiste traditionnel. A partir de ce point le développement de la lutte dans le cadre d'une formation sociale particulière (paysannerie pour laquelle ne se pose pas le problème de la terre et où la différenciation sociale est peu accentuée) a limité l'appréhension de la lutte des classes par le PAIGC à

l'aire restreinte des zones libérées. C'est en partie cette détermination par rapport à la seule paysannerie des zones libérées qui est à l'origine des illusions multi-classistes du Parti, qui sont encouragées par la faiblesse politique des cadres, par la faiblesse du travail de mobilisation dans les centres urbains et par l'isolement politique par rapport à l'acquis historique du mouvement ouvrier international. La non prise en considération de la réalité des rapports de classes dans les villes explique l'impossibilité du PAIGC à avancer des mots d'ordre anti-capitalistes et à y développer une mobilisation de masse; elle lui interdit aussi de formuler des axes clairs pour la mobilisation au Cap Vert où la formation sociale est plus complexe. Toutefois, la faiblesse quantitative du prolétariat face à la masse paysanne ne suffit pas pour affirmer que la lutte des classes est secondaire. Il existe une petite-bourgeoisie affairiste et commerçante dans les centres urbains et l'introduction de la monnaie peut favoriser l'apparition de cumulards dans les campagnes. Face à cette situation sociale, les conceptions multiclassistes du PAIGC trouvent une base sociale pour se concrétiser. Pedro Pires affirme que le retour du Parti dans les centres urbains "ira renforcer la participation de la petite-bourgeoisie dans le processus de développement. Aujourd'hui nous comptons sur beaucoup d'étudiants et de fonctionnaires publics" (Expresso, 14 septembre 1974). C'est la politique des bras tendus à la petite-bourgeoisie. De même, Luis Cabral nous affirmait au Boé oriental que le besoin de cadres nécessitait qu'on attribue à ces derniers un statut économique privilégié ("tout ce qui est nécessaire pour qu'ils acceptent de travailler en Guinée").

Et lorsque nous nous étonnions que le PAIGC envisage déjà de telles différenciations sociales, cette même personne nous répondait que cela était inévitable et que "nos paysans comprendraient la nécessité de telles inégalités sociales". Ces conceptions se doublent d'une vision économiste et technicienne des problèmes. Ainsi, l'Etat et l'administration seraient des instruments neutres, au-dessus des divisions sociales, pouvant être l'expression de "toutes les couches sociales" suivant la formule de Pereira. De la même manière lorsque l'on pose la question du contrôle politique nécessaire sur les cadres qui vont bénéficier d'un haut niveau de vie, on nous répond qu'il "ne faut pas mêler technique et politique" (Nino Veira). Le corollaire du pragmatisme du PAIGC est une vision "moraliste" de la lutte contre le néo-colonialisme. Ce point de vue est entretenu d'une part par une vision opportuniste des rapports entre les classes et, d'autre part, une croyance quasi mystique dans l'efficacité des principes du Parti comme rempart insurmontable contre toute déviation. Ainsi lorsque nous demandions quelle serait la position du Parti face à un conflit social entre les travailleurs d'une entreprise et leur patron, la réponse était que cela serait impossible car toutes les classes devaient lutter coude à coude pour la reconstruction nationale. Cela traduit l'existence d'un terrain favorable au sein du PAIGC pour une déviation nationaliste droite. D'autant plus que l'apolitisme entraîne un suivisme massif par rapport à la direction du Parti. Nous avons pu observer, lors de discussions avec des militants, une confiance sentimentale envers les directions "car elles ne feront pas de compromis et resteront fidèles aux principes du Parti".

Notre but n'est pas de juger l'honnêteté d'une direction qui a prouvé, à travers 15 ans de lutte, son courage militant, mais de faire comprendre que, face aux investissements étrangers, par exemple, le PAIGC devra jouer très serré. Le suivisme n'est généralement pas un ciment solide pour un parti. D'autant plus que, comme le disait Cabral, le PAIGC est plutôt un mouvement qu'un parti. Ceci ne pouvant aller qu'en croissant puisque chacun, y compris la chefferie foula, colala, se réclame du parti. D'ailleurs Luis Cabral définissait le PAIGC comme "un large front de libération nationale. Tous ceux qui combattent dans nos forces armées sont membres du Parti. Vivre dans nos régions libérées, c'est pratiquement être du Parti. L'avant-garde de celui-ci ce sont les cadres éprouvés". (La nouvelle revue internationale, septembre 1971, p. 95). Face aux éléments objectifs tendant à hypothéquer l'avenir de la révolution guinéenne (manque de cadres, faiblesse du prolétariat, poids de la petite-bourgeoisie urbaine, impréparation politique du PAIGC) et face aux conceptions multiclassistes et économistes de la direction du PAIGC, seule l'élaboration d'un programme anti-capitaliste permettant le développement de la mobilisation autonome des

travailleurs et l'instauration d'un débat au sein du Parti sur ces thèmes, peut permettre d'éviter l'impasse d'une "voie non capitaliste" et de l' "Etat de démocratie nationale" en Guinée Bissau.

Les villes et le poids de la petite-bourgeoisie

"Quand une ville se libère elle-même, la fête s'installe... Mais une ville libérée grâce à l'intervention de forces extérieures passe généralement par une période de torpeur hébété qui indique que la population s'interroge sur la conduite à tenir. C'est ce qui se passe à Bissau" (B. Davidson, Le Monde Diplomatique; octobre 1974). En effet, aujourd'hui, la population urbaine est dans l'expectative. Il n'y a pas eu en Guinée, un réel mouvement des masses urbaines saluant l'accession à l'indépendance. Aucun phénomène de la spontanéité des masses ne témoigne d'une quelconque mobilisation. Rien de ce qui peut symboliser le colonialisme portugais n'a été attaqué ou détruit (emblèmes, édifices, drapeaux) le transfert des pouvoirs s'est fait en douceur. Cela montre la faible implantation du PAIGC dans les villes (en partie due à la répression coloniale), de la faiblesse du prolétariat (il n'y a pas en Guinée l'équivalent du prolétariat industriel de l'Angola ou du Mozambique) et de l'isolement des masses urbaines par rapport à la lutte armée qui s'est menée principalement dans les campagnes. Un problème important à régler pour le PAIGC est celui de l'implantation dans les centres urbains où se trouvent les principales bases sociales de tout projet réactionnaire.

- La petite-bourgeoisie affairiste et commerçante, composée surtout de métis et de libanais, qui s'est nourrie de l'exploitation coloniale (intermédiaire commercial) et du marché colonial local (commerce de détail), mais qui disposait d'une capacité d'accumulation limitée (blocage de la présence des colons portugais et du monopole de la C. U. F.). Bien qu'ayant collaboré avec le colonialisme portugais pendant la lutte, elle reprend aujourd'hui à son compte la thèse de l'indépendance nationale dans le cadre de laquelle elle espère prospérer. (A Bafata, les seuls signes extérieurs de l'indépendance étaient le portrait de Amilcar Cabral dans tous les commerces de la ville). Le principal danger pour l'avenir de la révolution guinéenne réside justement dans le poids économique et social de cette petite-bourgeoisie dans la société.

- La petite-bourgeoisie de fonction, comprenant les mercenaires noirs, des membres de l'administration (chefs de poste, etc.) coloniale et des fonctionnaires. Pour ce qui est des militaires, ils ont été désarmés et disséminés dans



leurs villages d'origine. La paie qu'on leur a donné jusqu'à décembre constitue un petit capital qui leur permettra de redémarrer les cultures. C'est cependant une force contre-révolutionnaire potentielle qu'il ne faut pas négliger. Quant aux membres de l'administration coloniale ils ont presque tous été reconduits dans leurs fonctions. Par la position privilégiée qu'elle a dans l'administration, cette petite-bourgeoisie de fonction peut espérer s'épanouir dans l'appareil d'Etat et y prendre un poids politique en renforçant les éléments les plus droitiers du PAIGC.

- L'embryon de prolétariat se concentre principalement dans les activités commerciales et portuaires (dockers, pêcheurs, manoeuvres), dans le commerce de détail (petits employés), dans quelques entreprises para-agricoles (usines de décorticage du riz, zcierie, usine de bière), dans le bâtiment et les services (chauffeurs, nettoyage, garçons de salle des hôpitaux). Pendant la lutte de libération nationale le prolétariat urbain s'est trouvé isolé face à la répression coloniale, ce qui a favorisé une certaine apathie excluant le développement de grèves ouvrières comme celles de Luanda ou de Lourenço Marques.

- Le lumpen-prolétariat issu de la présence d'un marché colonial (cireurs, petits vendeurs, prostituées, chômeurs) et de la non stabilisation du prolétariat guinéen (travailleurs partiels), ainsi que de l'urbanisation (fuite devant la guerre). Les habitudes de consommation et l'oisiveté de ce lumpen qui vivait des retombées monétaires de la présence militaire en font pour une partie une couche susceptible de réactions contre-révolutionnaires. Cependant, la création d'emplois (petites industriels) ou le retour à la campagne, assurant une vie décente à tous, peuvent être des moyens de mobilisation efficaces. C'est cet objectif que se fixe d'ailleurs le PAIGC.

La stratégie frontiste du PAIGC trouve dans

les centres urbains où il existe une petite-bourgeoisie importante matière à sa concrétisation. Il n'y a aucun effort pour développer des formes d'auto-organisation des masses urbaines. Or, dans les centres urbains le problème se pose d'emblée en termes de classe. Pour son implantation dans les villes le PAIGC a mis en place des "comités politico-administratifs" formés de militants. "Là où le besoin s'en fait sentir, ils intègrent en leur sein d'anciens fonctionnaires africains de l'administration coloniale" (Davidson, id.). Contrairement aux zones libérées où les comités de villages sont des organes démocratiques de décision collective (d'une unité de coopération et de production), ces comités de ville ne sont pas l'expression de l'auto-organisation des masses urbaines sur une base de classe. Ils ont par contre toutes les chances de se transformer en organes de gestion municipale. Seule l'organisation des travailleurs au niveau de leur unité de production (usine, entreprise) ou de leurs quartiers, et leur fédération au niveau de la ville peut donner un contenu de classe différent à des "comités politico-administratifs" et permettre une mobilisation des masses urbaines. Cependant, cela ne semble pas être l'orientation actuelle du PAIGC. Ainsi, un problème important est le risque de jonction politique ou de coalition d'intérêts entre la petite-bourgeoisie urbaine (de fonction, commerçante et affairiste) et l'appareil administratif de l'Etat et du Parti. L'osmose entre ces différents milieux est un élément que nous avons pu remarquer par endroit où s'amorce, avec la petite-bourgeoisie locale et des cadres du PAIGC une véritable petite élite locale. Sans une stratégie claire, le renforcement du pouvoir économique et politique de la petite-bourgeoisie urbaine et sa main mise à terme sur des organes de l'Etat et du Parti (préparant ainsi l'introduction de rapports néo-coloniaux) apparaît comme inéluctable. Aujourd'hui ce processus n'est pas à son terme, mais la définition d'une stratégie cohérente abandonnant les illusions multiclassistes donnera lieu à une bataille politique qui décidera de l'avenir de la révolution en Guinée.

Les tendances à la bureaucratization

Il n'existe pas de bureaucratie constituée en tant que telle dans le PAIGC. Ceci pour plusieurs raisons. D'abord parce que les nécessités de la mobilisation des paysans ont obligé les cadres du Parti à se couper de leur couche sociale d'origine (petite-bourgeoisie) pour aller vivre au sein de la paysannerie. Ensuite, parce que les rapports entre les masses paysannes et le Parti étaient très étroits. La période de la lutte armée n'offrait pas les bases objectives permettant la formation d'une bureaucratie coupée des masses. De même, les

rapports entre militants de base et cadres du Parti étaient fraternels. D'autant plus que le PAIGC a pris des mesures visant à limiter au minimum l'appareil extérieur du Parti (en faisant tourner les responsabilités et en obligeant les cadres à passer un certain temps à l'intérieur). Il ne s'est donc pas constitué un appareil bureaucratique extérieur à la lutte comme cela a pu être le cas pour le MPLA (Mouvement pour la Libération de l'Angola) par exemple (qui, dans son dernier congrès, regroupait un grand nombre de "militants" complètement extérieurs à la lutte). Cependant, malgré cela, un certain nombre de problèmes se sont posés, comme celui des éléments des frontières qui "tardaient" à retourner en Guinée après une mission à l'extérieur, ou le développement de petits potentats militaires dans certaines régions. Ce dernier problème fut posé au Congrès de 1964 du PAIGC qui réaffirma le principe suivant : "Nous ne sommes pas des militaires mais des militants armés".

Déjà des risques de bureaucratization se faisaient jour à travers le mode de fonctionnement et de recrutement du Parti. Le PAIGC se caractérise par un fonctionnement de type administratif dans lequel la division des tâches entraine une spécialisation et une concentration extrême du pouvoir de décision lié au faible fonctionnement politique du Parti. Ainsi, lorsqu'on demande à Pedro Pires, qui fut responsable des négociations avec le Portugal, quelle est la structure sociale de la Guinée, sa réponse est précédée de la mise en garde suivante : "Je ne suis pas un spécialiste. Je me suis plus destiné à l'aspect militaire de la lutte qu'à son aspect social..." (Expreso, 14, 9, 74).

Il va sans dire qu'un tel fonctionnement renforce le suivisme et l'apolitisme dans le Parti, d'autant plus que l'ouverture du Parti est très large : "Le Parti, chez nous, dit José Arango, commissaire d'Etat et membre du Comité Exécutif de la lutte, est un mouvement de libération nationale. Peut être militant tout homme âgé de 15 ans et qui veut lutter pour la totale libération de notre peuple. Il n'y a pas d'enquête idéologique. Dans cette phase de notre lutte, son recrutement est donc très large". (Afrique Asie, N° 66). Aujourd'hui le renforcement de ces tendances peut venir des éléments suivants :

- concentration des décisions au niveau d'un nombre restreint d'individus, ce qui entraine le suivisme et la confiance aveugle en "la fidélité de la direction aux principes du PAIGC". De plus, avant le 25 avril (et même depuis) seule une minorité de cadres pouvaient avoir une appréciation et une connaissance nationale de l'évolution de la situation.

- Les risques d'autonomisation des membres de l'appareil d'Etat par rapport aux masses. En effet, aujourd'hui se développe un corps

de représentants de l'Etat (ambassadeurs, commissaires d'Etat à Bissau, etc.) qui n'entretient déjà plus les mêmes rapports avec les masses que durant la lutte armée. D'une part parce que le contrôle des masses payannes sur leur activité est plus difficile (éloignement), d'autre part, parce que l'absence d'auto-organisation des masses urbaines ne permet pas un contrôle direct des travailleurs sur ces cadres. La lutte a formé un certain type de cadre, ayant des rapports étroits avec les masses; la "reconstruction nationale" et l'investissement de l'appareil d'Etat colonial va en modeler d'autres. Déjà, dans les villes le fossé se creuse entre les soldats du PAIGC et les cadres en matière de niveau de vie. L'arrivée d'éléments jeunes qui n'ont pas connu la lutte, issus de la petite-bourgeoisie et n'ayant pas rompu avec elle (cadres émigrés, étudiants) va renforcer le poids de celle-ci au sein du Parti.

- L'interpénétration entre les structures de l'Etat et du Parti (cela a donné lieu à la théorie du Parti-Etat). Cette thèse contribue à dissoudre le Parti dans l'appareil et à renoncer à ses tâches d'avant-garde.

Néanmoins, certains militants du PAIGC réaffirment la nécessité de transformation du PAIGC d'un mouvement en un réel parti d'avant-garde assumant des tâches de politisation des masses. Sur ce point aussi, le débat est ouvert au sein du PAIGC. Cependant, pour nous marxistes-révolutionnaires, la nécessité d'une organisation d'avant-garde politiquement homogène, armée d'orientations précises pour le développement de l'auto-organisation et de la mobilisation active des travailleurs urbains et ruraux est à l'ordre du jour en Guinée. Car la lutte contre le néo-colonialisme ne s'édifie pas automatiquement mais consciemment.

"C'est le respect permanent et intransigeant des principes fondamentaux de l'unité africaine et anti-impérialiste qui a continué à inspirer la confiance des forces progressistes du monde en notre Parti et à garantir, en dernière analyse, l'aide politique, militaire, économique, financière et diplomatique dont nous avons bénéficié pour faire avancer notre lutte. C'est pourquoi, depuis longtemps, la devise de notre Parti a toujours été unité et lutte". (A. Pereira, 23 septembre 1973, devant l'Assemblée Nationale Populaire). Cette conception de l'internationalisme ressemble plus à une conception petite-bourgeoise et utilitariste du pan-africanisme qu'à une claire compréhension de l'unité de la lutte des peuples du monde entier. Cette intransigeance sur les "principes fondamentaux de l'unité africaine et anti-impérialiste" doit-elle être appréciée à travers l'opportunisme de la "pratique diplomatique" du PAIGC, qui amena ses représentants du congrès du parti réactionnaire sénégal (UPS) à la conférence islamique de Lahore (aux côtés de l'Iran et de l'Arabie saoudite) en passant par des déclarations d'amitié à

Tombalaye ou Hailé Selassié (à la 8ème Conférence des chefs d'Etat africains) ? Le terme de neutralisme positif utilisé par Pedro Pires pour définir la politique internationale de l'Etat de Guinée Bissau ne signifie-t-il pas une incompréhension profonde de la nature de la domination impérialiste et des Etats néo-coloniaux ? La volonté d'indépendance par rapport aux pressions politiques éventuelles des pays du camp socialiste est une réaction saine; mais lorsqu'elle se traduit par un "neutralisme" qui fait abstraction de la nature des régimes néo-coloniaux et de leurs liens avec l'impérialisme et son marché économique international, elle apparaît comme contradictoire avec l'internationalisme prolétarien. Car, à propos de l'unité africaine, le PAIGC devra faire un choix :

- soit un soutien clair aux mouvements révolutionnaires qui luttent contre le colonialisme et le néo-colonialisme;
- soit une orientation vers des positions petites-bourgeoises de solidarité panafricaine, intégrant la Guinée dans un processus d'osmose des économies néo-coloniales par la Banque Africaine de Développement, l'Association de l'Afrique de l'Ouest et l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine).

Il est évident que le développement de la Guinée ne peut pas être conçu dans un cadre national étroit. La Guinée aura donc nécessairement à passer des accords commerciaux avec des Etats néo-coloniaux qui l'entourent, par un compromis inévitable. Mais il convient d'analyser les termes politiques qui accompagnent ces accords. Lorsque Vasco Cabral, commissaire à l'économie et aux finances, explique qu'en Afrique même, l'Etat de Guinée appartient " à la C. D. E. A. O. (Comité des Etats Africains de l'Ouest) qui est en cours d'organisation et qui a pour but d'établir une indépendance économique par rapport aux autres pays", on comprend que "l'intransigeance dans les principes" ne suffira pas au PAIGC pour éviter tous les pièges du néo-colonialisme. Car pour cela, les pays néo-coloniaux qui entourent la Guinée peuvent être une médiation de choix pour l'impérialisme. Lorsque Luis Cabral écrit à Houphouët Boigny pour souhaiter une "coopération active avec la Côte d'Ivoire", on peut se demander si c'est vraiment le terme à employer vis à vis de ce maillon fort du néo-colonialisme ? Aujourd'hui le PAIGC se réfugie derrière le "principe de la non ingérence dans les affaires intérieures" pour refuser de donner un point de vue sur la nature des régimes néo-coloniaux. Mais demain, quand l'Etat de Guinée va devoir, dans sa presse ou à la Radio, prendre position sur les événements de la politique internationale, quelle sera son attitude ? Comment rendrait-il compte d'événements comme ceux de 1968 à Dakar ou ceux d'Ethiopie, alors qu'il entretient de bonnes relations avec les régimes de ces deux pays ?

A la poussée de la révolution africaine, le PAIGC répondra-t-il par une solidarité active avec les masses opprimées par les régimes néo-coloniaux ? Dans le cas d'une crise révolutionnaire dans la région, dans le cas où des militants révolutionnaires fuieraient la répression d'un fantôme néo-colonial quelconque, le PAIGC devra bien choisir entre la bourgeoisie africaine et les masses.

Il serait utopique de parler de socialisme pour la Guinée avant que le pays n'ait atteint un développement économique minimum. Ceci non en fonction d'une conception économiste du passage au socialisme, mais à partir d'une vision lucide de l'état économique et social du pays. Comme nous avons pu le voir, aujourd'hui un certain nombre de compromis s'imposent au PAIGC à cause de la situation objective de la Guinée. Cependant, cela ne signifie pas n'importe quelle explication politique de ces compromis, ni l'affirmation que la lutte des classes est secondaire. Aujourd'hui la tâche principale des marxistes-révolutionnaires est d'analyser la nature de classe du nouvel Etat et d'apporter des éléments au débat qui s'ouvre dans le PAIGC sur l'alternative socialisme ou néo-colonialisme ? Parce qu'il ne fonde pas son pouvoir sur une mobilisation réelle des masses travailleuses urbaines, parce qu'il n'a pas détruit l'appareil d'Etat colonial des villes mais s'est contenté de l'investir, parce qu'il a appelé à la participation de toutes les classes à la gestion du pays, niant ainsi la réalité des antagonismes de classes en Guinée, le PAIGC délimite actuellement un régime nationaliste de gauche. Mais

une multitude de contradictions vont peser sur ce mouvement hétérogène. La trajectoire que va suivre le nouvel Etat dépendra du rapport de forces entre les éléments favorables au bien-être d'une petite-bourgeoisie bureaucratique et les éléments conscients de l'impasse actuelle et qui choisiraient la mobilisation des masses sur une base anti-capitaliste.

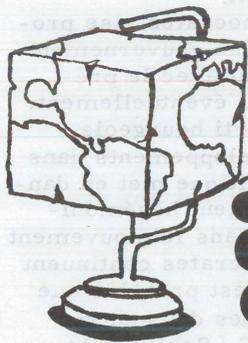
Nous avons déjà écrit, après le 25 avril, qu'une ligne de classe en pointillé traversait un mouvement comme le PAIGC. Peu à peu, cette ligne se précisera sur des questions aussi décisives que le choix entre une armée classique ou le développement de milices populaires, sur les compromis vis à vis de l'Afrique néo-coloniale ou encore la démocratie dans les débats.

Cependant, dans la phase actuelle ces expressions politiques ne présentent aucune résistance au raz de marée d'idéologie nationaliste. Mieux, elles s'y adapteront. Il reste donc à suivre l'émergence possible, au cours des futurs événements, de courants authentiquement "lutte de classe" qui, s'appuyant sur les acquis de 15 ans de lutte chercheraient à remobiliser les masses guinéennes sur des objectifs anti-capitalistes avec une claire compréhension des implications régionales et internationalistes du processus révolutionnaire.

F. Cazal
C. Gabriel

(1) Pour des raisons de place nous n'avons pas pu publier dans ce numéro d'INPRECOR le chapitre concernant la "question des Iles du Cap Vert". Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

DANEMARK



aux
quatre
coins

LES TRAVAILLEURS DEMANDENT LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT

Le 26 novembre dernier, une grande partie de la ville de Copenhague résonnait du mot d'ordre "Hartling dehors ! Hartling dehors !".

Les 120.000 travailleurs qui s'étaient rassemblés devant le Parlement pour protester contre le haut niveau de chômage et la politique économique du gouvernement, le clamaient sans cesse. Et Hartling est à la tête du gouvernement libéral. La manifestation du 26 novembre est la plus importante que le Danemark ait connue depuis 1956, à l'époque où 200.000 travailleurs descendirent dans la rue pour protester contre la mise en vigueur par le gouvernement social-démocrate d'un accord salarial que les travail-

leurs avaient rejeté. Cette fois, les travailleurs vinrent de tout le pays, quittant leur ville parfois très tôt le matin pour arriver au rassemblement devant le Parlement à 15 heures. A Copenhague ce sont plus de 25.000 ouvriers qui débrayèrent pour défiler à travers la ville en cortèges d'usine ou de syndicat convergeant vers le point de rassemblement. Pendant plus de deux heures les manifestants restèrent sous la pluie à écouter les discours des dirigeants syndicaux et des représentants des partis ouvriers.

L'action du 26 novembre était préparée depuis longtemps. Elle avait été lancée par les ou-

vriers du bâtiment de Copenhague, Aarhus et Odense, ainsi que par le Arbejderne Fællesorganisation, l'union générale des syndicats de Copenhague. Derrière cette initiative se trouvait le Fordmandsinitiativet (Initiative des Présidents), regroupement des dirigeants syndicaux locaux dominée par la fraction du Parti Communiste danois, qui voyait dans la manifestation un moyen de déborder les sociaux-démocrates.

Le rassemblement du 26 novembre est la troisième démonstration, cette année, de la combativité ouvrière. En mai dernier, 200.000 travailleurs se mirent en grève contre une réforme des impôts proposée par le gouvernement (voir INPRECOR N° 4 du 18 juillet) et en octobre, plus de 35.000 travailleurs lancèrent des grèves de solidarité avec 400 ouvriers condamnés à une amende par le Tribunal du Travail, pour avoir participé à des grèves "illégalles", (voir INPRECOR N° 11, du 31 octobre).

Les racines de la politique anti-ouvrière du gouvernement se trouvent dans la récession, la pire que l'économie danoise ait connu depuis les années 30. En raison de la faiblesse structurelle de l'économie danoise, la crise est ressentie de façon extrêmement aiguë. Tout au long des années 60, le gouvernement danois a connu des problèmes avec le déficit croissant de la balance des paiements. Ces problèmes se trouvèrent brusquement accentués avec l'augmentation rapide du prix du pétrole, car le Danemark dépend du pétrole à 90% de sa consommation totale d'énergie.

Contrairement aux autres pays scandinaves, le Danemark ne produit rien de particulièrement recherché sur le marché mondial, et cette situation a entraîné une baisse de 20% des termes de l'échange pour les capitalistes danois au cours des dix derniers mois. Ceci signifie, en retour, une position concurrentielle considérablement affaiblie des industries danoises d'exportation, problème qui ne peut maintenant être résolu que par une politique extrêmement rude contre la classe ouvrière. Pris entre des coûts de production rapidement croissants et une concurrence intensifiée sur le marché mondial, les capitalistes danois ont répondu "non" à toute demande d'augmentation des salaires. La politique gouvernementale s'est exclusivement employée à stimuler les entreprises exportatrices, sans chercher à intervenir sur les effets de la récession dans les industries produisant pour la consommation nationale. En fait, des coupures importantes ont été faites dans les dépenses publiques. Une vague massive de licenciements (à la cadence de 4000 par semaine ces trois derniers mois) et un taux de chômage de 8% de la main d'oeuvre recensée en ont résulté. Dans certaines industries, comme celle de la construction, le chômage s'élève à 12%. En outre, le gouvernement a menacé de prendre une autre mesure contre les travailleurs lors de la prochaine période de négociations salariales, en imposant les soi-disant

"solutions zero" (c'est-à-dire des contrats stipulant qu'aucune augmentation de salaires ne serait accordée), si elles n'étaient pas établies d'un commun accord. Et ceci alors que le taux annuel d'inflation s'élève à 18% ! C'est ce développement qui, a poussé les ouvriers danois à des luttes de classes militantes et même à des manifestations politiques de masse exigeant le départ du gouvernement.

Au sein du mouvement ouvrier, la crise économique et la réponse des travailleurs ont aussi des répercussions importantes, qui ont posé une question de vie ou de mort à la social-démocratie. La social-démocratie est le premier parti gouvernemental depuis la seconde guerre mondiale, et les dirigeants sociaux-démocrates sont devenus si séniles qu'ils ont même du mal à comprendre ce qui se passe. Jusqu'à présent, ils ont maintenu leurs positions droitières en dépit du tournant à gauche des travailleurs. Ils invoquent encore publiquement une politique des revenus et demandent aux travailleurs de se serrer la ceinture pour sauver l'économie. Ceci fut clairement exprimé durant la manifestation du 26 octobre. Anker Jorgensen, président du parti social-démocrate, qui représentait son parti au rassemblement, fut hué par les travailleurs d'un bout à l'autre de son discours. Et ce n'est pas étonnant ! Il dit aux 120.000 travailleurs que "c'était très bien de manifester, mais qu'il ne fallait pas manifester pour manifester. Une politique sérieuse est aussi nécessaire", ce qui veut dire une politique des revenus mise en oeuvre par un gouvernement social-démocrate. Ces paroles, venant d'un "homme d'Etat du mouvement ouvrier", furent accueillies avec la dérision qu'elles méritaient.

La politique des sociaux-démocrates vise probablement à la constitution d'un gouvernement de coalition où ils figureraient avec le présent parti gouvernemental et, éventuellement, la Gauche Radicale, autre parti bourgeois. Etant donné les présents développements dans la classe ouvrière, cette politique met en danger la position traditionnellement hégémonique de la social-démocratie dans le mouvement ouvrier. Si les sociaux-démocrates continuent à suivre leur cour actuel, il est probable que cette position sera perdue. Les deux autres grands partis ouvriers, le SF (Socialistisk Folkeparti -- Parti Socialiste Populaire) et surtout le Parti Communiste, gagnent rapidement du terrain. Bien que ces deux partis aient une politique purement réformiste, ils sont perçus par des couches de plus en plus larges de travailleurs comme des dirigeants effectifs des luttes. Parce que ce sont eux qui ont créé les organes d'opposition dans les syndicats et pris l'initiative des ripostes ouvrières aux attaques de la bourgeoisie contre les salaires réels et l'emploi.

Le processus de recomposition du mouvement ouvrier va très probablement s'accélérer dans les mois à venir. Les négociations salariales nationales débutent en janvier. Si la bureau-

cratie social-démocrate répond à la pression des exigences patronales ou accepte que le gouvernement intervienne pour mettre en oeuvre les "solutions zero", le SF et le PC marqueront encore des points. Déjà, plusieurs syndicats locaux contrôlés par le PC et le Formandsinitiativet (Initiative des Présidents) ont menacé d'appeler à une grève générale contre toute intervention gouvernementale dans les négociations salariales. La façon dont les travailleurs ont répondu au message d'Anker Jorgensen (dirigeant du P.S.) le 26 novembre indique qu'un tel appel rencontrerait une réponse massive.

Au moment où nous allons sous presse nous apprenons que le gouvernement danois a appelé à de nouvelles élections le 9 janvier 1975. Quelques jours après la manifestation du 26 novembre, le

(suite de la page 32)

mes propices, c'est pourquoi leur vie est utilisée aujourd'hui comme monnaie d'échange entre les différentes fractions politiques de la bourgeoisie espagnole. On prétend aujourd'hui les transformer en protagonistes d'une "réparation" sanglante pour l'exécution de Carrero, réparation réclamée et exigée par les secteurs politiques les plus réactionnaires, et, pour cela même, ceux qui s'identifient le plus avec l' "ami-ral".

Abandonner ces camarades entre les mains de leurs assassins serait non seulement un crime mais également un encouragement à de nouveaux crimes, un encouragement à la répression, un renforcement de leur pouvoir et leur impunité. Et ce pouvoir renforcé finira par frapper tous ceux qui combattent la dictature, y compris ceux qui l'encouragent actuellement par leur silence.

Si certains pensent que nous exagérons, que le juge de l' "affaire CARRERO" ne demandera pas la peine de mort pour Eva et Duran, ou que, s'il la demande, elle ne sera pas exécutée, qu'ils se rappellent Salvador Puig Antich !

Si certains croient que le danger de la peine de mort existe, mais qu'on peut l'éviter en rassemblant des signatures et des protestations, des pétitions, etc., qu'ils se rappellent Salvador Puig Antich.

Si certains pensent que rien ne peut être fait, que si la dictature veut assassiner Eva Forest et Antonio Duran, elle le fera, qu'ils se rappellent Izko et de ses camarades !

Oui, il est possible de sauver la vie de Eva et de Antonio, nous pouvons y arriver. Mais, alors, chaque minute compte, il ne faut pas perdre une minute et organiser la campagne de solidarité nationale et internationale la plus large et la plus combative possible!

Il faut dès maintenant organiser une lutte unitaire de tous les partis, toutes les organisations ouvrières, les organes d'avant-garde dans les usines, les universités, les instituts, les professions libérales, toutes les Commissions Ouvrières, reprenant le même mot d'ordre : **A BAS LE JUGEMENT CARRERO !**, luttons pour la LIBERTE POUR EVA FOREST ET ANTONIO DURAN !

gouvernement présenta un plan au parlement pour imposer un blocage total des salaires et des prix, une réduction des réajustements salariaux pour les travailleurs, et un frein à la hausse des dividendes. Après avoir vu la réaction de la classe ouvrière, les dirigeants sociaux-démocrates et syndicalistes ont décidé de se prononcer contre ce plan. Le SF et le PC s'y sont également opposés. Le gouvernement a utilisé cette opposition à son plan pour organiser de nouvelles élections avant que ce plan ne soit soumis au vote au parlement. On peut considérer cela comme un résultat direct des protestations massives de la classe ouvrière qui ont obligé les sociaux-démocrates à prendre position contre la politique des revenus et l'intervention d'Etat proposées, même si ils avaient eux-mêmes précédemment demandé de telles solutions.

Avançons ainsi vers la formation d'un Front Unique Contre la Répression pour commencer une lutte permanente

CONTRE LES CONSEILS DE GUERRE, les instruments les plus sanglants de la répression franquiste, le meilleur exemple du rôle joué par l'armée dans la dictature, la preuve la plus tangible du fait que le mouvement de masse ne peut espérer que la répression la plus brutale de l'armée.

CONTRE LE T. O. P, rebaptisé "Tribunal Central de lo Penal" par cette nouvelle Loi Organique de la Justice "incarnation des principes du 18 juillet" d'après son auteur, **CONTRE LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL**, **CONTRE TOUT L'APPAREIL JUDICIAIRE REPRESSIF DU FRANQUISME !**

Pour la liberté des prisonniers politiques, pour la solidarité avec leurs luttes qui ouvrent la voie à la libération de Eva Forest et de Antonio Duran, pour le retour des exilés !

Ainsi, la lutte contre la répression prendra la place importante qui lui revient dans les luttes du mouvement de masse, de l'actuelle préparation à la grève générale jusqu'à la grève générale révolutionnaire qui renversera le franquisme.

La lutte pour sauver la vie de Eva Forest et Antonio Duran peut être, et doit être, un pas important dans ce sens. Le jugement Carrero est un nouveau défi lancé par la dictature à la classe ouvrière de notre pays. Relevons-le : Organisons la riposte, appelons à la solidarité internationale!

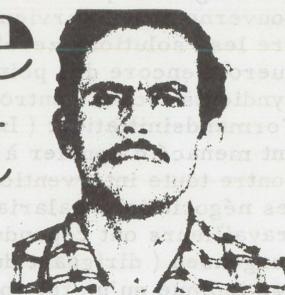
La dictature pense : qui interviendra pour défendre ces "terroristes" ?

Nous répondons, et nous répondrons par l'action: Nous, les ouvriers, les étudiants, les médecins, les professeurs, les instituteurs, les femmes ! Eva Forest et Antonio Duran sont nos camarades. Nous ne croyons pas à vos mensonges. Nous les avons vus à nos côtés, dans nos luttes. Nous les avons vus dans la grève de Pegaso en 1968, dans les luttes de solidarité avec la révolution vietnamienne, dans les grèves du bâtiment, dans la lutte contre le Conseil de Guerre de Burgos, il y a 4 ans. Nous ne les abandonnerons pas !

A bas le jugement Carrero ! Liberté pour Eva Forest et Antonio Duran



sauvons la vie de Eva Forest et



Antonio Durán

==== Déclaration du Bureau Politique de la LCR-ETA(VI) =====

Eva Forest et Antonio Duran vont bientôt être jugés, par le Conseil de Guerre qui s'occupera de l' "affaire Carrero". On atteindra ainsi le point culminant d'une des farces politiques les plus sinistres montées par la dictature dans toute son histoire.

Le premier acte fut la campagne de propagande policière autour de l'attentat de la rue Correo. La BPS (Brigade Politico-Social), avec la large collaboration des moyens d'information bourgeois et le silence complice de nombreuses organisations ouvrières, a présenté Eva et Duran comme responsables des faits.

Nous savons aujourd'hui que tout cela n'était que des mensonges, de grossières calomnies lancées contre une poignée de militants et contre le PCE (Parti Communiste Espagnol) et l'ETA (V).

Dans l'instruction ouverte contre Eva Forest et Antonio Duran, il n'est même pas question de l'attentat de la rue Correo.

Dans leurs déclarations à la police, ni eux, ni aucun de leurs camarades n'ont reconnu la moindre participation à ces faits, et à l'exécution de Carrero.

Ce n'est que sous la pression de terribles tortures physiques et morales -- qui ont affecté gravement la santé de ces camarades et en particulier de Duran -- que la BPS a pu prouver l'existence de "refuges", c'est-à-dire d'instruments parfaitement légitimes pour protéger l'action révolutionnaire contre la répression d'une dictature tyrannique et sanguinaire. Mais qu'importe les preuves quand c'est l'armée franquiste qui est chargée d'administrer la "justice" -- cet instrument potentiel de guerre civile, cet instrument actif dans la guerre coloniale au Sahara espagnol, cet appareil d'encadrement, d'humiliation et de répression de la jeunesse espagnole -- , quand les lois, les juges et les tribunaux sont les auxiliaires de la répression des révolutionnaires, quand on contrôle et manipule impunément les moyens d'informations ? **SOUS LA DICTATURE FRANQUISTE, LES PREUVES IMPORTENT PEU QUAND ELLES FREINENT L'ACTION POLITIQUE DE CETTE DICTATURE !**

Et l'incorporation de Eva Forest et de Antonio Duran à l'instruction de l'"affaire CARRERO"

est une action politique. Elle doit être jugée et combattue en tant que telle !

Mais si cette action politique a été possible, si les secteurs les plus réactionnaires de l'armée, la police, l'appareil franquiste, les bandes fascistes ont opéré cette inculpation absurde, c'est parce que la campagne autour de l'attentat de la rue Correo avait un deuxième acte, aux conséquences bien plus graves que le premier. Peu, bien peu de voix, et parmi celles-ci la nôtre, se sont élevées contre cette farce, en défense de toutes ses victimes. Nous disons de toutes et nous soulignons le mot toutes.

L'absence totale de responsabilité du PCE dans ces faits a été affirmée et défendue par toutes les organisations ouvrières, qui se sont mises d'accord pour dénoncer cet aspect de la campagne de la dictature. Il faut les en féliciter. Mais en ce qui concerne la défense de l'ETA(V) -- dont la responsabilité dans les faits n'a jamais été prouvée et a été, finalement, démentie par cette organisation elle-même -- tout aussi nécessaire et justifiée que celle du PCE, il y eut beaucoup de réticences de la part de certaines organisations, quand ce ne fut pas le silence ou même des accusations implicites. Et pour ce qui est des principales victimes, celles qui ont souffert le plus directement et continuent à souffrir des effets de la campagne policière, seules deux ou trois organisations ont assumé la responsabilité et l'honneur de les défendre inconditionnellement face à la bourgeoisie, sans se laisser influencer par le climat que la police avait réussi à créer dans l'opinion publique contre elles, ne faisant que suivre un principe qui a orienté la solidarité révolutionnaire des communistes à toutes les époques : Face à la répression bourgeoise, un révolutionnaire a toujours raison !

Si, aujourd'hui, Eva Forest et Antonio Duran risquent leur vie dans l' "affaire Carrero" c'est parce que la solidarité avec eux a été insuffisante, parce que la dictature a pensé qu'ils étaient abandonnés, sans aucun appui. Ils ont à peine pu trouver un avocat pour les défendre! C'est pourquoi ils ont été choisis comme victi-

(suite page 31)